

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES ÉMIS EN MAI ET JUIN 2006

Directeur de la publication : Martine Marigeaud
Rédacteur en chef : Marie-Liesse Baudrez
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative
Mission de la coordination documentaire
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires financières et générales
Centre de documentation juridique et administrative
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 7 Arrêté n° MH.06-IMM.019 du 9 mai 2006 portant classement au titre des monuments historiques du palais abbatial de Gorze (Moselle).
- Page 8 Arrêté n° MH.06-IMM.020 du 10 mai 2006 portant classement au titre des monuments historiques des deux pharmacies ainsi que de la chapelle de l'ancienne maison de la Miséricorde et bureau de bienfaisance à Montpellier (Hérault).
- Page 8 Arrêté n° MH.06-IMM.021 du 16 mai 2006 portant classement au titre des monuments historiques de la ferme du Champ bressan à Romenay (Saône-et-Loire).
- Page 9 Arrêté n° MH.06-IMM.022 du 19 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques de la maison principale et du réseau hydraulique de l'habitation l'Ermitage à Trois-Rivières (Guadeloupe).
- Page 10 Arrêté n° MH.06-IMM.023 du 19 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques du clocher de la cathédrale de Basse-Terre (Guadeloupe).
- Page 10 Arrêté n° MH.06-IMM.024 du 19 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques de la chapelle de l'ancien petit séminaire, dite chapelle du Souvenir, à Flers (Orne).
- Page 11 Arrêté n° MH.06-IMM.025 du 29 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques des vestiges d'une maison d'époque romaine, sise 20, rue Chifflet à Besançon (Doubs).
- Page 12 Arrêté n° MH.06-IMM.026 du 29 mai 2006 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité de l'aile est du prieuré Saint-Ayoul sis 1-3, cour des Bénédictins à Provins (Seine-et-Marne).
- Page 12 Arrêté n° MH.06-IMM.027 du 29 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques des façades et toitures, de la salle à manger et de la salle de bains de la maison de maître du domaine de Roberty au Pontet (Vaucluse).
- Page 13 Arrêté n° MH.06-IMM.028 du 20 juin 2006 portant classement parmi les monuments historiques du domaine de Regnière-Écluse (Somme).
- Page 16 Arrêté modificatif n° MH.06-IMM.029 du 22 juin 2006 à la liste de 1889 publiée au *Journal officiel* du 18 avril 1914 portant classement parmi les monuments historiques du dolmen sous tumulus à Pornic (Loire-Atlantique).

- Page 17 Arrêté n° MH.06-IMM.030 du 26 juin 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Barthélemy de Laplume (Lot-et-Garonne).

Centre des monuments nationaux

- Page 18 Décision n° DAF/SJ/104-2006 du 9 mai 2006 portant délégation de signature.
- Page 20 Décision n° 1303-adm et siège-2006 du 9 mai 2006 portant délégation de signature .
- Page 20 Décision n° 1303-2006-DAF1 du 9 mai 2006 portant délégation de signature.
- Page 21 Décision n° DAF/SJ/GBa/119-2006 du 10 mai 2006 portant délégation de signature.
- Page 24 Décision n° 1303/SG-1-2006 du 18 mai 2006 portant délégation de signature.
- Page 24 Décision n° DAF/SJ/202-2006 du 30 juin 2006 portant délégation de signature.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 25 Décision n° 290 du 12 juin 2006 portant nomination du directeur du bâtiment et de la sécurité par intérim.
- Page 25 Décision n° 216-N du 22 juin 2006 portant avenant n°6 à la délégation de signature.

Musée du Louvre

- Page 27 Décision DFJ n° 2006/07 du 1^{er} juin 2006 portant délégation de signature.

Musée Rodin

- Page 33 Décision du 29 mai 2006 portant création de la commission de la conservation et des restaurations du musée Rodin.
- Page 34 Décision du 29 mai 2006 relative à la commission des prêts et dépôts d'œuvres du musée Rodin.

Opéra national de Paris

- Page 35 Décision du 13 juin 2006 portant délégation de signature.
- Page 36 Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
- Page 37 Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
- Page 37 Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
- Page 37 Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
- Page 38 Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
- Page 38 Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
- Page 39 Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Page 40	Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
Page 40	Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
Page 41	Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
Page 42	Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
Page 42	Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.
Page 43	Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Institut national de recherches archéologiques préventives

Page 43	Décision n° 2006-SAJ/06/005/D du 23 mai 2006 portant délégation de signature à la directrice de l'administration et des finances et au chef du service du budget et des affaires financières de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
---------	---

Documents signalés

Page 44	Direction des archives de France
---------	----------------------------------

Mesures d'information

Page 45	Relevé de textes parus au Journal officiel
---------	---

Page 56	Réponses aux questions écrites (Assemblée nationale et Sénat)
---------	---

Divers

Page 61	Annexe de l'arrêté n° 14 du 2 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>J.O n° 116</i> du 19 mai 2006).
Page 62	Annexe de l'arrêté n° 16 du 2 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>J.O n° 116</i> du 19 mai 2006).
Page 62	Annexe de l'arrêté n° 17 du 2 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>J.O n° 116</i> du 19 mai 2006).
Page 63	Annexe de l'arrêté n° 18 du 2 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>J.O n° 116</i> du 19 mai 2006).
Page 65	Annexe de l'arrêté n° 5 du 11 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État, pris en application des dispositions de l'article L. 451-8 du code du patrimoine, au profit de la ville de Lille (arrêté publié au <i>J.O. n° 119</i> du 23 mai 2006).

Page 66	Fiche pratique : L'agrément pour la réalisation d'opérations d'archéologie préventive.
Page 76	Annexe de l'arrêté du 12 juin 2006 (publié au <i>J.O n° 144</i> du 23 juin 2006 texte n° 53) relatif à l'examen du diplôme d'État de professeur de musique sur épreuves modifiant l'annexe de l'arrêté du 16 juin 2003 publiée au <i>Bulletin officiel n° 137</i> du ministère de la culture et de la communication, modifiée par l'annexe de l'arrêté du 22 avril 2004 publiée au <i>Bulletin officiel n° 142</i> du ministère de la culture et de la communication et l'annexe de l'arrêté du 9 mai 2005 publiée au <i>Bulletin officiel n° 149</i> du ministère de la culture et de la communication.
Page 78	Dossier de demande de validation des acquis de l'expérience concernant le Diplôme d'État de professeur de musique - DE - délivré par le ministère de la culture et de la communication (Arrêté du 29 mars 2006 définissant le référentiel d'activités et de compétences du diplôme d'État de professeur de musique et fixant les conditions de son obtention par la validation des acquis de l'expérience, publié au <i>J.O n° 146</i> du 25 juin 2006).
Page 110	Dossier de demande de validation des acquis de l'expérience concernant le Diplôme d'État de professeur de danse - DE - délivré par le ministère de la culture et de la communication (Arrêté du 29 mars 2006 définissant le référentiel d'activités et de compétences du diplôme d'État de professeur de danse et fixant les conditions de son obtention par la validation des acquis de l'expérience, publié au <i>J.O n° 138</i> du 16 juin 2006).
Page 142	Dérogations au délai vidéo.
Page 145	Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Arrêté n° MH.06-IMM.019 du 9 mai 2006 portant classement au titre des monuments historiques du palais abbatial de Gorze (Moselle)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour
l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux
attributions du ministre de la culture et de la
communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la
commission régionale du patrimoine et des sites et à
l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 21 septembre 1932 portant
classement au titre des monuments historiques des
parties suivantes de l'hospice départemental (ancien
palais abbatial) de Gorze (Moselle) :

- porte d'entrée,
- escaliers, terrasses et murs de soutènement décorés
de fontaines ;

Vu l'arrêté en date du 4 juillet 2003 portant inscription
au titre des monuments historiques des parties
suivantes de l'ancien palais abbatial de Gorze
(Moselle) :

- l'ensemble des façades et des toitures,
- les sols de la cour et du jardin,
- le porche sous le corps central et les salles à décor
au premier étage de celui-ci,
- l'escalier d'honneur en totalité : ferronnerie, décor
et cage compris,
- la chapelle en totalité,
- l'escalier à noyau hélicoïdal ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et
des sites de la région Lorraine en date du 12 juin 2003 ;

La Commission nationale des monuments historiques

entendue en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu la délibération en date du 10 mars 2006 du conseil
d'administration de la maison de retraite de Gorze,
propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancien palais
abbatial de Gorze présente au point de vue de l'histoire
et de l'art un intérêt public en raison de son intérêt
historique et de sa très grande qualité architecturale ;

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées au titre des monuments
historiques les parties anciennes du palais abbatial en
totalité, le sol de sa cour et le sol de ses jardins, localisés
sur le plan annexé au présent arrêté, situés 1 bis, place
du château à Gorze (Moselle), sur la parcelle n° 143
d'une contenance de 2ha 21a 10ca, figurant au
cadastre section 1 et appartenant à la maison de retraite
de Gorze, établissement public départemental ayant
son siège 163, rue de la Meuse à Gorze (Moselle) et
pour représentant responsable M. Jean François,
président du conseil d'administration (SIREN n° 265
703 058). Cet établissement en est propriétaire par
acte publié au Livre foncier de Metz (Moselle),
feuillet n° 456.

Art. 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté de
classement au titre des monuments historiques du
21 septembre 1932 susvisé, et se substitue à l'arrêté
d'inscription au titre des monuments historiques du
4 juillet 2003.

Art. 3. - Il sera publié au livre foncier de la situation
de l'immeuble classé.

Art. 4.- Il sera notifié au préfet du département, au
maire de la commune et aux propriétaires, intéressés,
qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne,
de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

*(Plan disponible à la direction de l'architecture et du
patrimoine)*

Arrêté n° MH.06-IMM.020 du 10 mai 2006 portant classement au titre des monuments historiques des deux pharmacies ainsi que de la chapelle de l'ancienne maison de la Miséricorde et bureau de bienfaisance à Montpellier (Hérault)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Languedoc-Roussillon en date du 26 septembre 2002 ;

Vu l'arrêté en date du 13 juin 2003 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ancienne maison de la Miséricorde et bureau de bienfaisance avec ses pharmacies et la chapelle à Montpellier (Hérault) ;

Vu l'adhésion au classement donnée par délibération du conseil municipal de la commune de Montpellier, propriétaire, en date du 2 mars 2006 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 17 novembre 2003,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que les pharmacies et la chapelle de l'ancienne maison de la Miséricorde et bureau de bienfaisance à Montpellier (Hérault) présentent un intérêt public d'histoire et d'art en raison notamment de la qualité de leur décor et de leur place dans l'histoire des institutions charitables d'ancien régime et de la pharmacie,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées parmi les monuments historiques les deux pharmacies et la chapelle, en totalité, de l'ancienne maison de la Miséricorde et bureau de bienfaisance, situées 1, rue de la Monnaie à Montpellier (Hérault), figurant au cadastre section HN sous le n° 232, d'une contenance de 10a 88ca, appartenant à la commune. Celle-ci en est propriétaire suivant acte passé devant M^e André Bonnary, notaire à Montpellier (Hérault), les 9 et 10 novembre 2005, publié au 1^{er} bureau des hypothèques de Montpellier le 10 janvier 2006, volume 2006P, n°508.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription

sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 13 juin 2003 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.06-IMM.021 du 16 mai 2006 portant classement au titre des monuments historiques de la ferme du Champ bressan à Romenay (Saône-et-Loire)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté en date du 10 novembre 1930 portant classement parmi les monuments historiques de la souche de la cheminée sarrazine de la ferme du Champ bressan à Romenay (Saône-et-Loire) ;

Vu l'arrêté en date du 23 janvier 2006 portant inscription au titre des monuments historiques de la ferme du Champ bressan à Romenay (Saône-et-Loire) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 14 juin 2005 ;

Vu l'avis de la Commission nationale des monuments historiques (1^{ère} section) en date du 23 janvier 2006 ;

Vu la délibération en date du 17 novembre 2005 du conseil municipal de la commune de Romenay (Saône-et-Loire), propriétaire, donnant son accord au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ensemble des bâtiments de la ferme du Champ bressan à Romenay (Saône-et-Loire) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'authenticité et la diversité de ses dispositifs constructifs et de sa valeur de témoignage d'un mode de vie rural traditionnel de la Bresse,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées au titre des monuments historiques les parties suivantes de la ferme du Champ bressan à Romenay (Saône-et-Loire) l'ensemble des bâtiments de la ferme y compris le sol de la cour avec son puits, les murs de clôture, côté rue, les équipements fixes de l'huilerie, situées sur les parcelles n^{os} 492 et 494 d'une contenance respective de 35a 41ca et 2ca, figurant au cadastre section AB, et appartenant à la commune, enregistrée au répertoire des entreprises sous le n^o SIRET 21 710 373 800 019.

La commune en est propriétaire par acte passé le 28 janvier 1995 devant M^e Laloi, notaire à Romenay (Saône-et-Loire) et publié au bureau des hypothèques de Macon (Saône-et-Loire) le 8 février 1995, volume 1995P, n^o 617.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté de classement du 10 novembre 1930 et à l'arrêté d'inscription du 23 janvier 2006.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles classés.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o MH.06-IMM.022 du 19 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques de la maison principale et du réseau hydraulique de l'habitation l'Ermitage à Trois-Rivières (Guadeloupe)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 et livre VII, titre 1 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu la loi n^o 97-179 du 28 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n^o 2002-898 en date du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté en date du 21 janvier 2004 n^o 107 portant

inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'habitation l'Ermitage à Trois-Rivières ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Guadeloupe en date du 16 novembre 2005 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 21 novembre 2005 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de MM. Daniel et Jean-Claude Petrelluzzi propriétaires, en date du 29 décembre 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'habitation l'Ermitage présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de la rareté de ce dispositif d'habitation,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés parmi les monuments historiques, la maison principale ainsi que le réseau hydraulique de la source Marthe avec le bassin couvert de l'habitation l'Ermitage, situés sur la parcelle n^o 141, d'une contenance de 1ha 58a 20ca, figurant au cadastre de Trois-Rivières (Guadeloupe) section AY et appartenant dans la proportion de moitié chacun à :

- M. Petrelluzzi Daniel, Marie, Christian, Claude, artisan, né à Pointe-à-Pitre le 22 août 1951, demeurant à Trois-Rivière (Guadeloupe), divorcé de Mme Marlène, Elvire, Annette, Diaz,

- M. Petrelluzzi Jean-Claude, Marie, Gérard, cadre commercial, né le 8 février 1956 à Pointe-à-Pitre, demeurant 8, chemin de l'église - Bois de Nèfles, 97411 Saint-Paul (Réunion), divorcé de Mme Patricia, Chantal, Martine, Brecq, époux de Mme Laure Nicot.

Ceux-ci en sont propriétaires par acte passé le 11 mars 1982 devant M^e Pierre-Michel Lacour, notaire à Basse-Terre et publié au bureau des hypothèques de Basse-Terre le 21 avril 1982, volume 1085, n^o 34.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 21 janvier 2004 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet de région et du département de Guadeloupe, au maire de Trois-Rivières et aux propriétaires intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.06-IMM.023 du 19 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques du clocher de la cathédrale de Basse-Terre (Guadeloupe)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 et livre VII, titre 1 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu la loi n° 97-179 du 28 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 en date du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté en date du 19 janvier 2004 n° 71 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du clocher de la cathédrale de Basse-Terre en Guadeloupe ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Guadeloupe en date du 16 novembre 2005 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 21 novembre 2005 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de l'Association diocésaine de Guadeloupe propriétaire, en date du 17 novembre 2003 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du clocher de la cathédrale Notre-Dame de Basse-Terre présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de ses qualités historiques et architecturales et en raison de son caractère indissociable de la cathédrale, édifice classé parmi les monuments historiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé parmi les monuments historiques le clocher de la cathédrale Notre-Dame de Guadeloupe, en totalité, sis sur la Place Bébian à Basse-Terre (Guadeloupe). Cet édifice est situé sur la parcelle n° 203 d'une contenance de 23ca figurant au cadastre de Basse-Terre section AM et appartient à l'Association diocésaine de Guadeloupe, par acte antérieur au 1^{er} janvier 1956. Cette association dont le siège est situé BP 369, 1, place Saint-François à Basse-Terre, s'est constituée le 7 mars 1927 par acte de M^e Robert Nemausat, ancien notaire en la ville de Basse-Terre, enregistrée le 15 mars 1927, folio 38,

n° 2 - déclarée à l'administration supérieure de la colonie le 20 mars 1927 - publiée au *Journal officiel* de la Guadeloupe les 7 et 28 avril 1927, et porte le n° SIREN 328 551 973.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 19 janvier 2004 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet de région et du département de Guadeloupe, au maire de Basse-Terre, à l'Association diocésaine de Guadeloupe propriétaire et au clergé affectataire, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.06-IMM.024 du 19 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques de la chapelle de l'ancien petit séminaire, dite chapelle du Souvenir, à Flers (Orne)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté du 5 avril 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, de la chapelle de l'ancien petit séminaire, dite chapelle du Souvenir, à Flers (Orne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 17 novembre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue, en sa séance du 13 juin 2005 ;

Vu la délibération du 16 février 2006 du conseil d'administration de l'Association immobilière de Sées, propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la chapelle de l'ancien petit séminaire, dite chapelle du Souvenir, à Flers (Orne) présente au point de vue de l'histoire et

de l'art un intérêt public, en raison de l'intérêt de son architecture précoce en béton, et de la qualité exceptionnelle de son décor dont le style se rattache à l'art décoratif et témoigne du renouveau de l'art sacré dans l'entre-deux-guerres,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques, en totalité, la chapelle de l'ancien petit séminaire, dite chapelle du Souvenir, à Flers (Orne), avec son décor intérieur comprenant la totalité de son agencement (peintures murales, vitraux, autels, bancs, appliques murales), figurant au cadastre section AR, sur la parcelle n° 136 d'une contenance de 6ha 99a 2ca, rue du Champ-de-Foire, et appartenant à l'Association immobilière de Sées, association déclarée à la préfecture de l'Orne le 3 janvier 1978, n° SIREN 095 720 306, ayant son siège social 29, rue Conté à Sées (Orne), et pour représentant responsable M. Yves David, président, demeurant 29, rue Conté à Sées (Orne).

Celle-ci en est propriétaire en vertu de la fusion de la société anonyme l'Union immobilière de Sées à l'Association immobilière de Sées, publiée au bureau des hypothèques de Domfront (Orne) le 26 novembre 1973, volume 4049, n° 7.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 5 avril 2005 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.06-IMM.025 du 29 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques des vestiges d'une maison d'époque romaine, sise 20, rue Chifflet à Besançon (Doubs)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à

la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 27 mai 2004 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des vestiges d'une maison d'époque romaine, sise 20, rue Chifflet à Besançon (Doubs), ainsi que le bâtiment du musée qui les couvre en partie ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Franche-Comté en date du 9 décembre 2003 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 21 novembre 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 1^{er} juin 2005 par l'université de Franche-Comté, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation des vestiges d'une maison d'époque romaine, sise 20, rue Chifflet à Besançon (Doubs) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du caractère exceptionnel d'évolution du décor pour les époques flavienne et antonine,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés parmi les monuments historiques les vestiges de la maison d'époque romaine, sise 20, rue Chifflet à Besançon (Doubs), située sur la parcelle n° 13, d'une contenance de 69a 46ca, figurant au cadastre section AO et appartenant à l'État, affecté au ministère de l'éducation nationale, université de Franche-Comté, faculté des lettres et sciences humaines, 30-32, rue Mégevand, 25030 Besançon Cedex, et représenté par M. le Recteur, rectorat, 10, rue de la Convention, 25000 Besançon.

L'État en est propriétaire par un acte du 18 janvier 1980 (vente), passé devant le préfet de la région de Franche-Comté, préfet du Doubs, et publié au bureau des hypothèques de Besançon, 1^{er} bureau (Doubs), le 22 janvier 1980, volume 2023, n° 37.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 27 mai 2004 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au ministre de l'éducation nationale affectataire, au préfet du département et au maire de la commune, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.06-IMM.026 du 29 mai 2006 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité de l'aile est du prieuré Saint-Ayoul sis 1-3, cour des Bénédictins à Provins (Seine-et-Marne)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titre 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté en date du 24 octobre 1929 portant inscription au titre des monuments historiques de la salle capitulaire située dans l'aile est du prieuré Saint-Ayoul à Provins (Seine-Marne) ;

Vu l'arrêté, en date du 10 août 2005, portant inscription au titre des monuments historiques, en totalité des bâtiments du prieuré Saint-Ayoul et du sol de la cour sis 1-3, cour des Bénédictins à Provins (Seine-et-Marne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 14 juin 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Provins, en date du 20 mars 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'aile est du prieuré Saint-Ayoul présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la remarquable salle capitulaire du XIII^e siècle qu'elle abrite et du potentiel archéologique que recèlent les autres parties de cette même aile,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques, en totalité, l'aile est du prieuré Saint-Ayoul sis 1-3, cour des Bénédictins à Provins (Seine-et-Marne), situé sur la parcelle n° 42 d'une contenance de 19a 67ca, figurant au cadastre section AK et appartenant à la commune de Provins (Seine-et-Marne), identifié au SIREN sous le n° 217703792, numéro régulièrement certifié au vu de ses statuts.

La commune en est propriétaire par acte administratif du 13 mars 1998, publié au bureau des hypothèques

de Provins (Seine-et-Marne) le 4 mai 1998, volume 1998P, n° 855.

Art. 2. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 24 octobre 1929 susvisé et, en ce qui concerne l'aile est du prieuré Saint-Ayoul, à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 10 août 2005 également susvisé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département de Seine-et-Marne, et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.06-IMM.027 du 29 mai 2006 portant classement parmi les monuments historiques des façades et toitures, de la salle à manger et de la salle de bains de la maison de maître du domaine de Roberty au Pontet (Vaucluse)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 5 avril 1993 portant inscription au titre des monuments historiques du château de Roberty au Pontet (Vaucluse) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région PACA en date du 19 octobre 2003 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 17 mai 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. Rodolfo del Drago, propriétaire, en date du 11 février 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la maison de maître du domaine de Roberty au Pontet (Vaucluse) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de son décor intérieur des

XIX^e et XX^e siècles et notamment du papier peint panoramique de sa salle à manger et du décor de carreaux de faïence de sa salle de bains,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées parmi les monuments historiques les parties suivantes de la maison de maître du domaine de Roberty au Pontet (Vaucluse) :

- façades et toitures,
- salle à manger au rez-de-chaussée,
- salle de bains au premier étage ;

situées sur la parcelle n° 32 figurant au cadastre section BS, d'une contenance de 1ha 7a 67ca, appartenant à M. Rodolfo, Ladislas, Francesco, Giovanni, Maria, del Drago, né le 30 juin 1949 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), employé de bureau, demeurant 4, chemin Rieu, 1208 Genève (Suisse), époux de Mme Christine Ralli.

Celui-ci en est propriétaire par acte de cession-licitation passé le 28 novembre 1996 devant M^e Lapeyre notaire à Avignon (Vaucluse), publié au bureau des hypothèques d'Avignon le 17 décembre 1996, volume 1996P, n° 7637.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques susvisé du 5 avril 1993.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.06-IMM.028 du 20 juin 2006 portant classement parmi les monuments historiques du domaine de Regnière-Écluse (Somme)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la

commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 8 septembre 1976 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des façades et toitures du château et du parc paysager du domaine de Regnière-Écluse (Somme) ;

Vu l'arrêté en date du 27 avril 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du domaine de Regnière-Écluse (Somme) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Picardie en date du 20 octobre 2004 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance (6^e section) du 3 novembre 2005 et en sa séance (1^{ère} section) du 23 janvier 2006 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. de Nicolaÿ, en date du 31 janvier 1992, de M. Billiet en date du 29 août 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château et du parc et jardin, de la maison du gardien et des massifs forestiers, constituant l'ancien domaine du comte d'Hinnisdal à Regnière-Écluse (Somme) présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt public en raison de l'importance historique et architecturale de cet exemple complet - rare aujourd'hui - d'une architecture néogothique à la mode romantique troubadour très appréciée au XIX^e siècle, conçue et décorée par un architecte de talent, Jean Herbault et les illustres frères Duthoit, sculpteurs ornemanistes réputés, architecture développée à partir d'un manoir préexistant ayant appartenu à la même famille depuis les origines et insérée dans un parc à l'anglaise prestigieux et des réserves de chasse qui le complètent, ensemble commandité par son propriétaire réalisant le projet cohérent de remettre en vigueur un mode de vie de type aristocratique dans toute l'emprise de son domaine,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'ensemble constituant l'ancien domaine du comte d'Hinnisdal à Regnière-Écluse (somme), comprenant le château en totalité, la maison du gardien en totalité, le parterre devant le château, le parc paysager comprenant les pelouses et les clumps, les massifs forestiers des bois de la Grande vente, de la Ghelle, de Vron, du Periot, du Franc picard, des Queneaux et de Soyecourt, les parcelles agricoles de la Grande pièce, du Grand patis et de la Verrerie, est classé au titre des monuments historiques, à l'exception de la ferme modèle du Franc picard et de la parcelle 8 section AB de la commune de Machy (somme) maintenues à l'inscription, figurant au cadastre de la

commune de Regnière-Écluse (Somme),
 section A, parcelle 82, d'une contenance de 24a 95ca,
 appartenant à M. de Nicolaÿ Raymond, Henri, Camille,
 Marie, Aymard, né le 15 juillet 1940 à Beaufort-en-
 Vallée (Maine-et-Loire), célibataire, demeurant à
 Paris, 75007, rue de Bellechasse, n° 51, par échange
 passé devant M^e Rasse en date du 24 février 2001 publié
 au bureau des hypothèques d'Abbeville le 5 avril 2005,
 volume 2005P, n° 2139,

section A, parcelle 8, d'une contenance de 2ha 50a 35ca,
 section A, parcelle 72, d'une contenance de 60ca,
 section A, parcelle 75, d'une contenance de 59ha 87a
 75ca,

section A, parcelle 76, d'une contenance de 2a 90ca,
 section A, parcelle 77, d'une contenance de 2a 10ca,
 section A, parcelle 80, d'une contenance de 14ha 89a
 98ca,

section A, parcelle 81, d'une contenance de 5ha 97a 46ca,
 section B, parcelle 1, d'une contenance de 41a 95ca,
 section B, parcelle 2, d'une contenance de 2ha 70a 85ca,
 section B, parcelle 7, d'une contenance de 19a 30ca,
 section B, parcelle 8, d'une contenance de 7a 10ca,
 section B, parcelle 9, d'une contenance de 7a 10ca,
 section B, parcelle 10, d'une contenance de 23a 10ca,
 section B, parcelle 11, d'une contenance de 6ha 63a 36ca,
 section B, parcelle 12, d'une contenance de 7a 20ca,
 section B, parcelle 13, d'une contenance de 10a 90ca,
 section B, parcelle 14, d'une contenance de 7a 40ca,
 section B, parcelle 15, d'une contenance de 68a 15ca,
 section B, parcelle 16, d'une contenance de 27ha 64a
 90ca,

section B, parcelle 17, d'une contenance de 1ha,
 section B, parcelle 18, d'une contenance de 34a,
 section B, parcelle 19, d'une contenance de 4a 85ca,
 section B, parcelle 20, d'une contenance de 9a 15ca,
 section B, parcelle 21, d'une contenance de 28a 80ca,
 section B, parcelle 22, d'une contenance de 23ha 75a,
 section B, parcelle 23, d'une contenance de 22a 10ca,
 section B, parcelle 24, d'une contenance de 29a 60ca,
 section B, parcelle 25, d'une contenance de 1ha 29a 60ca,
 section B, parcelle 26, d'une contenance de 4a 65ca,
 section B, parcelle 27, d'une contenance de 12a,
 section B, parcelle 28, d'une contenance de 2ha 52a 90ca,
 section B, parcelle 29, d'une contenance de 13a 60ca,
 section B, parcelle 30, d'une contenance de 52a 95ca,
 section B, parcelle 31, d'une contenance de 9a 20ca,
 section B, parcelle 32, d'une contenance de 10a 82ca,

section B, parcelle 34, d'une contenance de 1ha 60a 5ca,
 section B, parcelle 35, d'une contenance de 4ha 64a 98ca,
 section B, parcelle 36, d'une contenance de 9a 55ca,
 section B, parcelle 95, d'une contenance de 122ha
 28a 30ca,

section B, parcelle 96, d'une contenance de 8ha 83a 5ca,
 section B, parcelle 97, d'une contenance de 47a 95ca,
 section B, parcelle 148, d'une contenance de 27a 64ca

section B, parcelle 149, d'une contenance de 69ca
 section B, parcelle 150, d'une contenance de 49ca

section B, parcelle 151, d'une contenance de 33ca

section C, parcelle 157, d'une contenance de 10a 12ca,

section C, parcelle 158, d'une contenance de 14a 38ca,

section C, parcelle 159, d'une contenance de 9a 90ca,

section C, parcelle 160, d'une contenance de 34a 80ca,

section C, parcelle 161, d'une contenance de 7ha 46a,

section C, parcelle 162, d'une contenance de 20a 30ca,

section C, parcelle 163, d'une contenance de 11a 10ca,

section C, parcelle 164, d'une contenance de 12a,

section C, parcelle 165, d'une contenance de 11a 20ca,

section C, parcelle 166, d'une contenance de 9a 90ca,

section C, parcelle 167, d'une contenance de 4ha 88a
 85ca,

section C, parcelle 168, d'une contenance de 23a 30ca,

section C, parcelle 169, d'une contenance de 6a 50ca,

section C, parcelle 179, d'une contenance de 1ha 2a
 20ca,

section C, parcelle 182, d'une contenance de 6a 65ca,

section C, parcelle 183, d'une contenance de 10ha
 93a 15ca,

section C, parcelle 184, d'une contenance de 1ha 30a
 90ca,

section C, parcelle 185, d'une contenance de 3ha 22a
 30ca,

section C, parcelle 186, d'une contenance de 2ha 4a
 50ca,

section C, parcelle 187, d'une contenance de 7ha 82a
 70ca,

section C, parcelle 188, d'une contenance de 6ha 81a
 90ca,

section C, parcelle 189, d'une contenance de 10a 60ca,
 section C, parcelle 190, d'une contenance de 2ha 89a
 49ca,

section C, parcelle 191, d'une contenance de 2ha 96a
 44ca,

section C, parcelle 192, d'une contenance de 1ha 4a 10ca,

section C, parcelle 193, d'une contenance de 46a 90ca,

section C, parcelle 303, d'une contenance de 6a 7ca,
 section C, parcelle 305, d'une contenance de 1a 25ca,
 section ZA, parcelle 18, d'une contenance de 35a 90ca,
 section ZA, parcelle 24, d'une contenance de 1ha 96a 79ca,
 section ZB, parcelle 1, d'une contenance de 17a 40ca,
 section ZB, parcelle 2, d'une contenance de 24ha 19a 80ca,
 section ZB, parcelle 4, d'une contenance de 19ha 26a 10ca,
 section ZB, parcelle 5, d'une contenance de 41ha 18a 3ca,
 section ZC, parcelle 10, d'une contenance de 18a,
 section ZC, parcelle 11, d'une contenance de 1ha 98a 70ca,
 section ZD, parcelle 1, d'une contenance de 7ha 20a 10ca,
 section ZD, parcelle 2, d'une contenance de 19ha 20a 80ca,
 section ZD, parcelle 3, d'une contenance de 13ha 55a 40ca,
 section ZD, parcelle 4, d'une contenance de 48a 10ca,
 section ZD, parcelle 5, d'une contenance de 3ha 12a 10ca,
 section ZD, parcelle 7, d'une contenance de 5ha 12a 40ca,
 section ZD, parcelle 8, d'une contenance de 5ha 17a 80ca,
 section ZD, parcelle 9, d'une contenance de 1ha 56a 80ca,
 section ZD, parcelle 10, d'une contenance de 2ha 36a,
 section ZD, parcelle 11, d'une contenance de 7ha 53a 30ca,
 section ZD, parcelle 13, d'une contenance de 3ha 43a 40ca,
 section ZD, parcelle 25, d'une contenance de 52a 40ca,
 section ZD, parcelle 26, d'une contenance de 1ha 54a 10ca,
 section ZD, parcelle 29, d'une contenance de 13a 70ca,
 section ZE, parcelle 4, d'une contenance de 3ha 23a 80ca,
 section ZE, parcelle 5, d'une contenance de 3ha 63a,
 section ZE, parcelle 6, d'une contenance de 3ha 67a 10ca,
 section ZE, parcelle 7, d'une contenance de 14ha 7a 40ca,
 section ZE, parcelle 9, d'une contenance de 13ha 26a 60ca,
 section ZE, parcelle 10, d'une contenance de 2ha 46a 85ca,

section ZE, parcelle 11, d'une contenance de 2ha 38a 70ca,
 section ZE, parcelle 20, d'une contenance de 25ca,
 section ZE, parcelle 31, d'une contenance de 6ha 86a 46ca,
 figurant au cadastre de la commune de Vron (Somme),
 section E, parcelle 12, d'une contenance de 40ha 86a 80ca ,
 section E, parcelle 26, d'une contenance de 77a 16ca,
 section E, parcelle 59, d'une contenance de 29ha 69a 80ca,
 section E, parcelle 142, d'une contenance de 1ha 84a 59ca,
 section F, parcelle 228, d'une contenance de 17ha 18a 18ca,

et appartenant à M. de Nicolaÿ Raymond, Henri, Camille, Marie, Aymard, né le 15 juillet 1940 à Beaufort-en-Vallée (Maine-et-Loire), célibataire, demeurant à Paris, 75007, rue de Bellechasse, n° 51,

- Il en est propriétaire, sur la commune de Regnière-Écluse, pour la parcelle A 80 par acte d'échange passé devant M^e Hure, notaire à Abbeville, en date du 4 juin 1977, publié au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 1^{er} août 1977, volume 5425, n° 1 ;

- Il en est propriétaire, sur la commune de Regnière-Écluse, pour les parcelles A 72, 76, 77, 81, B 1, 11, 22, 35, 148, 149, 150, 151, C 157, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 182, 183, 184, 186 par donation-partage passé devant M^e Hure, notaire à Abbeville, en date du 14 septembre 1981, publié au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 4 mai 1982, volume 6707, n° 19 ;

- Il en est propriétaire, sur la commune de Regnière-Écluse, pour les parcelles C 303 et 305, par acte passé devant M^e Lemaitre, notaire à Rue (Somme), en date du 31 janvier 1985, publié au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 28 mars 1985, volume 7432, n° 6 ;

- Il en est propriétaire, sur la commune de Regnière-Écluse, pour les parcelles A 8, 75, B 2, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 95, 96, 97, C 158, 159, 160, 161, 162, 167, 185, 187, 188, 189, 190, ZA 18, 24, ZB 1, 2, 4, 5, ZC 10, 11, ZD 1, 2, 3, 5, 7, 8, 11, 13, 25, 26, ZE 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 31, par acte passé devant M^e Hure, notaire à Abbeville, en date du 24 décembre 1985, publié au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 18 novembre 1986, volume 7824, n° 5 ;

- Il en est propriétaire, sur la commune de Regnière-Écluse, pour la parcelle ZE 20 de l'adjudication par l'État, préfet de la Somme, en date du 23 juin 1992,

publiée au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 21 août 1992, volume 1992P, n° 4633 et 4634 ;

- Il en est propriétaire, sur la commune de Regnière-Écluse, pour les parcelles C 179, 191, 192 et 193 par échange passé avec la commune de Regnière-Écluse devant M^e Lecuyer, notaire à Crécy-en-Ponthieu (Somme), en date du 20 novembre 1993, publié au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 22 décembre 1993, volume 1993P, n° 6741 ;

- Il en est propriétaire, sur la commune de Regnière-Écluse, pour les parcelles ZD 4 et 29 de la licitation reçue par M^e Daudruy, notaire à Marquise (Pas-de-Calais), en date du 20 décembre 1999, publié au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 28 février 2000, volume 2000P, n° 1168 ;

- Il en est propriétaire, sur la commune de Regnière-Écluse, pour les parcelles ZD 9 et 10 par remembrement, publié au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 29 octobre 1974, volume 4741, n° 40 ;

- Il en est propriétaire, sur la commune de Vron, pour la parcelle F 228 par acte passé devant M^e Lecuyer, notaire à Crécy-en-Ponthieu (Somme), en date du 20 décembre 1973, publié au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 17 janvier 1974, volume 4534, n° 3 ;

- Il en est propriétaire, sur la commune de Vron, pour les parcelles E 12, 26, 59 et 142 par acte passé devant M^e Hure, notaire à Abbeville (Somme), en date du 24 décembre 1985, publié au bureau des hypothèques de Abbeville (Somme), le 18 novembre 1986, volume 7824, n° 5, pour les parcelles 26 et 142,

figurant au cadastre de la commune de Regnière-Écluse (Somme)

section A, parcelle 3, d'une contenance de 57ha 27a 33ca,

section A, parcelle 4, d'une contenance de 11a 70ca,

section A, parcelle 5, d'une contenance de 36a 70ca,

section A, parcelle 71, d'une contenance de 1ha 36a 50ca,

section A, parcelle 79, d'une contenance de 34ha 48a 96ca,

figurant au cadastre de la commune de Vron (Somme)

section F, parcelle 227, d'une contenance de 14ha 89a 98ca,

et appartenant au Groupement forestier du Periot, immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de Dunkerque sous le n° D443 786 157, siège 250, chemin de la Mairie, 59630 Looberghe, dont les statuts ont été établis aux termes d'un acte reçu par M^e Lemaitre, notaire à Rue (Somme), le 20 juin 1978, publié au bureau des hypothèques d'Abbeville, le

21 août 1978, volume 5676, n° 2, dont le gérant, à compter du 19 septembre 1998, est M. Billiet Alain, Emile, Cornil, né le 1^{er} janvier 1947 à Rosendaël (59240), époux de Mme Antoinette, Léonie Kieken, née le 6 février 1948 à Petite-Synthe (59640). Cette donation eut lieu sous diverses charges et conditions et sous réserve de l'usufruit des donateurs, aujourd'hui éteintes par suite du décès survenu des donateurs, savoir M. Chenel à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) le 29 décembre 1984 et Mme Gremont, épouse Chenel, à Villers-sur-Authie (Somme), le 14 octobre 1994.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques susvisé du 27 avril 2005 sauf pour ce qui concerne la ferme modèle du Franc picard.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté modificatif n° MH.06-IMM.029 du 22 juin 2006 à la liste de 1889 publiée au *Journal officiel* du 18 avril 1914 portant classement parmi les monuments historiques du dolmen sous tumulus à Pornic (Loire-Atlantique)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le classement du dolmen sous tumulus à Pornic (Loire-Atlantique) par liste de 1889 et publié au *Journal officiel* du 18 avril 1914 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant la nécessité de préciser l'assiette foncière et la dénomination exacte de ce monument,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés parmi les monuments historiques, selon le plan annexé au présent arrêté,

figurant au cadastre de la commune, pour partie sur le domaine public non cadastré, pour partie Section CX, sur les parcelles suivantes, avec leur contenance respective, n° 75 (00ha 13a 68ca), n° 76 (00ha 5a 52ca) et n° 90 (00ha 11a 5ca), les vestiges et le sol du cairn des Mousseaux, de la butte du Moulin de la Motte, et des tombes des Trois Squelettes, à l'exclusion des bâtiments en élévation, anciennement dénommés « dolmen sous tumulus », à Pornic (Loire-Atlantique).

La parcelle CX 75 appartient à M. Maquaire Jean-Pierre, Albert, époux de Mme Beaulieu Marie-Odile, né le 22 mars 1945 à Trith-Saint-Léger (Nord), demeurant 33, rue des Mousseaux à Pornic (Loire-Atlantique).

L'intéressé en est propriétaire par attestation, après décès, du 23 août 2000 passée par-devant M^e Leroux, notaire à Pornic (Loire-Atlantique), publiée au bureau des hypothèques de Pornic (Loire-Atlantique) le 8 décembre 2000, volume P 5964 et par licitation, faisant cesser l'indivision, du 26 décembre 2000, passée par-devant M^e Leroux, notaire à Pornic (Loire-Atlantique), publiée au bureau des hypothèques de Pornic (Loire-Atlantique) le 8 février 2001, volume 2001 P 513 et par procès-verbal de remaniement de cadastre en date du 4 décembre 2003, publié au bureau des hypothèques de Pornic (Loire-Atlantique) le 4 décembre 2003 volume 2003 P 5816/UD15.

La parcelle CX 76 appartient à M. Hervouet Michel, Etienne, André, né le 8 avril 1945 à Nantes (Loire-Atlantique) et à Mme Guichaoua Marie-Josephe, son épouse, née le 27 avril 1944 à Tréboul Douarnenez (Finistère), demeurant 8, rue Racine à Angers (Maine-et-Loire).

Les intéressés en sont propriétaires par acte d'acquisition du 28 août 2003, passé par-devant M^e Leroux, notaire à Pornic (Loire-Atlantique), publié au bureau des hypothèques de Pornic (Loire-Atlantique) le 24 octobre 2003, volume 2003 P 5056 et par procès-verbal de remaniement de cadastre en date du 4 décembre 2003, publié au bureau des hypothèques de Pornic (Loire-Atlantique) le 4 décembre 2003 volume 2003 P 5816/UD 16 ainsi que par acte de donation-partage passé par-devant M^e Carreyn Girard Desvaux, notaire à Angers le 5 novembre 2005, publié au bureau des hypothèques de Pornic (Loire-Atlantique) le 8 décembre 2005, volume 2005 P 5776 pour l'usufruit. Ladite parcelle CX 76 appartient en nue-propriété pour 1/3 indivis à M. Hervouet Olivier, Henri, célibataire, né le 8 octobre 1970 à Brest (Finistère), demeurant 15, rue de l'Industrie à Nantes (Loire-Atlantique), M. Hervouet Frédéric, Michel, célibataire, né le 25 mai 1973 à Angers (Maine-

et-Loire), demeurant 3, rue Mollien à Paris (75008) et M. Hervouet Ronan, Marie, célibataire, né le 9 janvier 1976 à Angers (Maine-et-Loire), demeurant 56, rue Permentade à Bordeaux (Gironde), les intéressés en sont propriétaires par acte de donation-partage du 5 novembre 2005 susvisé.

La parcelle CX 90 appartient à Mme Bichon Odette, Marie, Josephe, veuve Heurtin, née le 26 juin 1918 à Sainte-Marie-sur-Mer (Loire-Atlantique), demeurant 22 quai du Onze Novembre 1918 à Pornic (Loire-Atlantique).

L'intéressée en est propriétaire par attestation, après décès, du 26 septembre 1977 passée par-devant M^e Leroux, notaire à Pornic (Loire-Atlantique), publiée au bureau des hypothèques de Pornic (Loire-Atlantique) le 19 octobre 1977, volume 3341, n° 40 et par procès-verbal de remaniement de cadastre en date du 4 décembre 2003, publié au bureau des hypothèques de Pornic (Loire-Atlantique) le 4 décembre 2003 volume 2003 P 5816/UD 16.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément
(Plan disponible au ministère de la culture et de la communication, direction de l'architecture et du patrimoine)

Arrêté n° MH.06-IMM.030 du 26 juin 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Barthélemy de Laplume (Lot-et-Garonne)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 25 février 1928, portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église Saint-Barthélemy en totalité ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en date du 10 mars 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 22 mai 2006 ;

Vu la délibération du 15 mars 2004 du conseil municipal de la commune de Laplume (Lot-et-Garonne), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Barthélemy de Laplume (Lot-et-Garonne) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de son architecture et de son décor, d'esprit médiéval, documentés par l'existence d'un devis daté des années 1510-1511,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques en totalité, l'église Saint-Barthélemy de Laplume (Lot-et-Garonne), située sur la parcelle n° 75, d'une contenance de 8a 0ca, figurant au cadastre section M et appartenant à la commune de Laplume (Lot-et-Garonne, n° SIREN 214 701 377), depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté du 25 février 1928 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Décision n° DAF/SJ/104-2006 du 9 mai 2006 portant délégation de signature

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° 1402/4429/CS/SA du 19 novembre 2004 portant nomination de M. Antoine Lataste, administrateur des sites mégalithiques de Carnac, Cairn de Barnenez, de Locmariaquer ;

Vu la décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 6-2004 du 1^{er} décembre 2004 portant délégation de signature à M. Antoine Lataste ;

Vu le budget de l'opération de l'aménagement de l'accueil de la table des marchands de Locmariaquer ci-annexé,

Décide :

Art. 1^{er}. - Dans le cadre de l'opération susvisée, délégation de signature est donnée à M. Antoine Lataste, administrateur des sites mégalithiques de Carnac, Cairn de Barnenez, de Locmariaquer, à l'effet de signer les engagements juridiques en dépense dans le cadre du budget susvisé.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet
(*Annexes pages suivantes*)

Annexe

Budget prévisionnel d'opération

Lieu : Locmariaquer

Nature des travaux : Aménagement de l'accueil

Dossier suivi par : Daniel Dugué

Entreprises :

Agencement : Gautier Agencement

Menuiserie : Gautier Agencement

Electricité : Le Berrigaud

Peinture : Arthus

Vitrification : Arthus

ENTREPRISES	Nature des travaux	Date d'intervention	Montant des travaux TTC
Agencement	Aménagement billetterie et boutique selon les plans d'étude	Semaine 19 9-10-11 Mai	HT 31 000,00 euros TVA 19,60 6 000,76 euros TTC 37 076,76 euros
Menuiserie	Fourniture et pose d'une cloison menuisée courbe ossature sapin, compris toutes sujétions de renfort pour aérotherme. Habillage des deux faces en contre-plaqué cintrable. Fourniture et pose d'un bloc porte et d'une imposte. Dépose de deux grilles de ventilation et rebouchage des trémies par panneaux de contre-plaqué.	Semaine 14 5-6-7 Avril	HT 3 950,00 euros TVA 19,60 774,20 euros TTC 4 724,20 euros
Electricité	Dépose et repose de aérotherme, fourniture et pose d'un ballon de 200L. Dépose de l'éclairage actuel alimentation d'un luminaire. Alimentation d'un radiateur rayonnant Alimentation d'un bandeau lumineux, dans les toilettes pose de trois cellules et six inters temporisés Fourniture, pose et raccordement d'une baie de brassage comprenant 1 bande info, 1 bandeau téléphonique, 1 bandeau arrivé téléphone, 2 passe câbles, 1 plateau et 20 noyaux RJ 45 Accueil 1 : 3 RJ 45 et 5 PC+T Accueil 2 : 2 RJ 45 et 5 PC+T Bureau : 8 RJ 45 et 8 PC+T	Semaine 16 Raccordement de la banque d'accueil 11 Mai	HT 7 416,00 euros TVA 19,60 1 453,54 euros TTC 8 869,54 euros
Peinture	Peinture de l'ensemble de la réserve annexe, Décollage des films sur la baie vitrée et recollage d'un nouveau film, reprise de peinture sur les poteau après dépose de la vitre.	Semaine 17	HT 2 985,29 euros TVA 19,60 585,12 euros TTC 3 570,41 euros
Vitrification	Vitrification du parquet du couloir et des rampes d'accès de la salle de projection.	Semaine 40	HT 2 104,67 euros TVA 19,60 412,52 euros TTC 2 517,19 euros
		TOTAL	HT 47 455,96 euros TVA 19,60 9 301,36 euros TTC 56 757,32 euros

Le directeur du Centre des monuments nationaux
Denis Berthomier

Décision n° 1303-adm et siège-2006 du 9 mai 2006 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Vu le code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu les décisions n°s 1303-04-IG2, 1303-04-DRH2, 1303-04-DIRCOM2 et ng/abf et adm3-2004 du 15 mai 2004, 1303-2005-SSII du 15 juin 2005, 1303-2005-DAF5 du 27 juin 2005, 1303-2005-DED du 1^{er} juillet 2005, 1303-2006-DDC1 du 10 mars 2006 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'alinéa suivant des décisions portant délégation de signature :

« les liquidations, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires. » est modifié comme suit :

« les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ».

Art. 2. - Les autres articles des décisions demeurent inchangés.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 1303-2006-DAF1 du 9 mai 2006 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Vu le code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 27 juin 2005 portant délégation de signature ;

Vu la nomination de M. Lionel Dupont, chef du bureau des recettes et du droit d'entrée,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} de la décision portant délégation de signature à M. Arnaud Roffignon, directeur administratif et financier, est complété par l'alinéa suivant :

« - Les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers, ».

Art. 2. - L'article 5 de la décision portant délégation de signature de la direction administrative et financière est modifié comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Casset, délégation de signature est donnée à M. Lionel Dupont, chef du bureau chef du bureau des recettes et du droit d'entrée, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et de personne responsable des marchés et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- Les pré-engagements ;
- Les engagements comptables ;
- Les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- Les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses ;
- Les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros TTC à l'exclusion des commandes d'études ;
- Les liquidations, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- Pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département budgétaire et financier ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des bâtiments de France chargé de la gestion de monuments, les documents et actes suivants
 - . les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros TTC à l'exclusion des commandes d'études,
 - . les liquidations, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires,
 - . les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission. ».

Art. 3. - Les autres articles de la décision portant délégation de signature de la direction administrative et financière demeurent inchangés.

Art. 4. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° DAF/SJ/GBa/119-2006 du 10 mai 2006 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu le budget prévisionnel de la manifestation « Dessein d'eau » prévue au domaine national de Saint-Cloud, ci-annexé,

Décide :

Art. 1^{er}. - Dans le cadre de la manifestation susvisée, délégation de signature est donnée à Gilles Bonneville, administrateur du domaine national de Saint-Cloud, à l'effet de signer les engagements juridiques en dépense dans le cadre du budget susvisé.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de la date du visa apposé sur le budget joint.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Annexe 1

**Dessein d'eau
Dépenses prévisionnelles**

Chapitre Budgétaire	Poste de dépense	P.U.	QTÉ	HT	TTC
	ÉTUDE ET CONCEPTION SCÉNOGRAPHIQUE				
0656	Honoraires artiste			28 813,25 euros	28 813,25 euros
0656	Honoraires Dir. Tech.			6 000,00 euros	7 176,00 euros
0656	Honoraires Régisseur technique			6 000,00 euros	7 176,00 euros
63/64	Salaire chargé de production			20 000,00 euros	20 000,00 euros
0656	Expertise Forestier			600,00 euros	717,60 euros
0656	Expertise Socotec			620,00 euros	741,52 euros
	Sous-total 1			62 033,25 euros	64 624,37 euros
	SCÉNOGRAPHIE INSTALLATION				
0656	Pavés de verre				
0656	Pavés en verre 25x60 sérigraphiés		14	5 779,20 euros	6 911,92 euros
0656	Gravure		14	1 470,00 euros	1 758,12 euros
0656	Châsse métallique		14	1 459,36 euros	1 745,39 euros
0656	Toiles immergées		23		
0656	Châssis			60 160,60 euros	71 952,08 euros
0656	Toiles			8 711,00 euros	10 418,36 euros
0656	Scans			1 895,00 euros	2 266,42 euros
0656	Toiles suspendues		3		
0656	Toiles			7 332,00 euros	8 769,07 euros
0656	Mise en place			10 900,00 euros	13 036,40 euros
0656	Miroirs				
0656	Miroirs bassins des Goulottes et Fer à Cheval			6 450,00 euros	7 714,20 euros
0656	Pièces miroirs «vœux»		20 000	8 500,00 euros	10 166,00 euros
0656	Bornes informatives				
0656	Plaque en tôle, imprimée			4 250,00 euros	5 083,00 euros
0656	Installation Fontaine du Roy			1 445,72 euros	1 729,08 euros
	Sous-total 2			118 352,88 euros	141 550,04 euros

Chapitre Budgétaire	Poste de dépense	P.U.	QTÉ	HT	TTC
	ATELIERS PÉDAGOGIQUES				
0656	Film documentaire			10 276,00 euros	12 290,10 euros
63/64	Médiateurs			7 039,03 euros	7 039,04 euros
63/64	Intervenants/animateurs		50	6 358,32 euros	6 358,32 euros
0656	Intervention association espace		15	2 138,40 euros	2 138,40 euros
0656	Intervenants/animateurs (week-ends)		4	437,68 euros	437,68 euros
0656	Livret pédagogique			7 430,00 euros	8 886,28 euros
0656	Dépliants pédagogique 3 volets			500,00 euros	598,00 euros
0656	Mobilier			1 500,00 euros	1 794,00 euros
0656	Fourniture			2 000,00 euros	2 392,00 euros
0656	Abri ateliers de plein air			3 500,00 euros	4 186,00 euros
	Sous total 4			41 179,43 euros	46 119,82 euros
	COMMUNICATION				
0656	Relations presses			13 157,00 euros	15 735,77 euros
0656	Site web			19,00 euros	22,72 euros
0656	Frais de réception journalistes / partenaires			2 000,00 euros	2 392,00 euros
0656	Catalogue			10 870,00 euros	13 000,52 euros
0656	Critique artistique			1 000,00 euros	1 196,00 euros
0656	Création visuel et adaptation			8 610,00 euros	10 297,56 euros
0656	Impressions (affiches, invitations, dépliants de visite...)			8 567,80 euros	10 247,09 euros
0656	Calicot			725,00 euros	867,10 euros
0656	Achat d'espace presse			5 000,00 euros	5 980,00 euros
0656	Achat espace presse en échange marchandise			10 000,00 euros	11 960,00 euros
	Sous total 5			59 948,80 euros	71 698,76 euros
0656	VERNISSAGE			12 000,00 euros	14 352,00 euros
	Sous-total 6			12 000,00 euros	14 352,00 euros
0656	IMPRÉVU				5 000,00 euros
	TOTAL			293 514,36 euros	343 345,00 euros

À Saint-Cloud, le 28 mars 2006 :
L'administrateur,
Gilles Bonnevalle

À Paris :
Pour le président et par délégation :
Le directeur,
Denis Berthomier

Le 3 avril 2006 :
Visa du contrôleur financier : 91 :
L'adjoint du contrôleur financier,
Daniel Bécard

(Annexe 2 page suivante)

Annexe 2**Dessein d'eau
Recettes prévisionnelles**

Chapitre Budgétaire		HT	TTC
	FONDS PROPRES		
	CMN (crédit action culturelle DNSC déconcentré)	20 000,00 euros	20 000,00 euros
	Recette ateliers pédagogique	7 125,00 euros	7 125,00 euros
	Recette catalogue (6 euros x 200)	1 200,00 euros	1 200,00 euros
	Total 1	28 325,00 euros	28 325,00 euros
	SUBVENTIONS		
	Arc de Seine	26 000,00 euros	26 000,00 euros
	Cœur de Seine	10 000,00 euros	10 000,00 euros
	Le Sénat	40 000,00 euros	40 000,00 euros
	Ville d'Avray	12 000,00 euros	12 000,00 euros
	Caisse d'Epargne via Scté des Amis du Parc	20 000,00 euros	20 000,00 euros
	Total 2	108 000,00 euros	108 000,00 euros
	MÉCÉNAT		
	Interconstruction	25 000,00 euros	25 000,00 euros
	Eiffage	10 000,00 euros	10 000,00 euros
	Sade	3 000,00 euros	3 000,00 euros
	Sevesc	5 000,00 euros	5 000,00 euros
	Total 3	43 000,00 euros	43 000,00 euros
	PARRAINAGE		
	Nestlé Waters	150 000,00 euros	179 400,00 euros
	Société Générale	4 020,00 euros	4 807,92 euros
	Total 4	154 020,00 euros	184 207,92 euros
	ÉCHANGE MARCHANDISE		
	Partenariat média	10 000,00 euros	11 960,00 euros
	Total 5	10 000,00 euros	11 960,00 euros
	Total Public (1+2)	136 325,00 euros	136 325,00 euros
	Total Privé (3+4+5)	207 020,00 euros	239 167,92 euros
	TOTAL (1+2+3+4+5)	343 345,00 euros	375 492,92 euros

À Saint-Cloud, le 28 mars 2006 :
L'administrateur,
Gilles Bonnevalle

À Paris :
Pour le président et par délégation :
Le directeur,
Denis Berthomier

Le 3 avril 2006 :
Visa du contrôleur financier : 91 :
L'adjoint du contrôleur financier,
Daniel Bécard

Décision n° 1303/SG-1-2006 du 18 mai 2006 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de Monsieur Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 1^{er} septembre 2004 portant délégation de signature de M. Nicolas Simonnet ;

Vu l'arrêté portant affectation à l'abbaye du Mont Saint-Michel de M. Joël Guérin, ingénieur des services culturels et du patrimoine,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas Simonnet, administrateur de l'abbaye du Mont Saint-Michel, délégation de signature est donnée à M. Joël Guérin, ingénieur des services culturels et du patrimoine à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et de personne responsable des marchés du monument, au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service, de matériel informatique :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense d'un montant unitaire inférieur ou égal à 23 000 euros TTC, à l'exclusion des commandes d'étude ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation et aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements

des personnels ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° DAF/SJ/202-2006 du 30 juin 2006 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° 1402/4625/CS/SA du 29 décembre 2004 portant nomination de Mme Isabelle de Gourcuff, administratrice du château de Pierrefonds ;

Vu la décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 14-2005 du 1^{er} janvier 2005 portant délégation de signature à Mme Isabelle de Gourcuff ;

Vu le budget de l'opération de la remise en état du garage Monduit dans le cadre des « Portes du Temps »,

Décide :

Art. 1^{er}. - Dans le cadre de l'opération susvisée, délégation de signature est donnée à Mme Isabelle de Gourcuff, administratrice du château de Pierrefonds, à l'effet de signer les engagements juridiques en dépense dans le cadre du budget susvisé.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

CHÂTEAU DE PIERREFONDS**Opération « Les portes du temps »**

Opération : remise en état du Garage Monduit dans le cadre des « Portes du temps » 160 m²

Budget d'opération	TTC
Maçonnerie : Chape béton, peinture, rejointoiement	34 000 euros
Electricité : Passage des fourreaux, coffret électrique, prise matériel d'éclairage	20 000 euros
Menuiserie Remise en jeu des portes, brossage	11 000 euros
TOTAL	65 000 euros

**CENTRE NATIONAL D'ART ET DE
CULTURE GEORGES-POMPIDOU**
**Décision n° 290 du 12 juin 2006 portant
nomination du directeur du bâtiment et de la
sécurité par intérim.**

Le président du Centre national d'art et de culture
Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du
Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou
modifiée ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié par
le décret n° 88-585 du 6 mai 1988 relatif aux
dispositions générales applicables aux agents non
titulaires de l'État ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié
par le décret n° 2000-931 du 22 septembre 2000 portant
statut et organisation du Centre national d'art et de
culture Georges-Pompidou ;

Vu les dispositions statutaires applicables aux agents
contractuels du Centre national d'art et de culture
Georges-Pompidou,

Décide :

Art. 1^{er}. - M. Stéphane Viale est affecté à la direction
du bâtiment et de la sécurité en qualité de directeur
pour exercer les fonctions de directeur du bâtiment et
de la sécurité par intérim à compter du 1^{er} juin 2006
pour une durée d'un an.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Racine

**Décision n° 216-N du 22 juin 2006 portant
avenant n°6 à la délégation de signature.**

Le président du Centre national d'art et de culture
Georges-Pompidou,

Vu les décisions :

- du 14 décembre 2004 portant délégation de signature,
- du 1^{er} avril 2005 portant avenant n° 1 à la délégation de signature,
- du 28 juin 2005 portant avenant n° 2 à la délégation de signature,
- du 16 novembre 2005 portant avenant n° 3 à la délégation de signature,
- du 21 mars 2006 portant avenant n° 4 à la délégation de signature,
- du 12 avril 2006 portant avenant n° 5 à la délégation de signature,
- du juin 2006 portant nomination de M. Stéphane Viale, directeur du bâtiment et de la sécurité par interim à compter du 1^{er} juin 2006 pour une durée d'un an,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 6 est modifié comme suit :

« Article 6.- En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Stéphane Viale, directeur du bâtiment et de la sécurité par interim, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité et de M. Stéphane Viale, directeur du bâtiment et de la sécurité par interim, délégation de signature est donnée à M. Yannick Hubert, chef de service, adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de

la sécurité, de M. Stéphane Viale, directeur du bâtiment et de la sécurité par interim et de M. Yannick Hubert, adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Dany Culotti, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, de M. Stéphane Viale, directeur du bâtiment et de la sécurité par interim et de M. Yannick Hubert, adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Patrick Heslot, chef du service de sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick Heslot, chef du service sécurité, délégation de signature est donnée à M. Gérard Pecqueux, responsable du pôle administratif du service de sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

Délégation de signature est donnée à Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à M. Jean-François Amoros, chef de service, responsable du pôle maintenance exploitation, à M. Bernard Espinasse, chef de service, responsable du pôle maintenance exploitation, à M. Patrick Heslot, chef du service sécurité, à M. Gérard Pecqueux, responsable du pôle administratif du service sécurité, à M. Patrick Lextra, adjoint au chef de service du bâtiment et de la sécurité, responsable du pôle logistique d'aménagement, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité les attestations de service fait. »

Art. 2. - Le directeur général est chargé de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 1^{er} juin 2006.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Racine

MUSÉE DU LOUVRE

Décision DFJ n° 2006/07 du 1^{er} juin 2006 portant délégation de signature.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 5 avril 2004 portant nomination du président de l'établissement du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Décide :

Titre I : Direction du musée du Louvre

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Didier Selles, Administrateur général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du Président de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n°92-1338 susvisé, à l'exception des points 3 et 8, sous réserve des dispositions de l'article 20 du décret n°2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n°2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Selles, délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla-Walbaum, Administratrice générale adjointe, Directrice du développement culturel, pour

tous actes et décisions afférents aux attributions du Président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6, et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

Titre II : Direction des ressources humaines et du développement social

Art. 3. - Délégation de signature est donnée à Mme Carole Etienne-Boisseau, Directrice des ressources humaines, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du Président de l'établissement énumérées aux points 6, 7 et 11 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 4. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 3 de la présente décision est donnée à Mme Valérie Pétillon-Boisselier, chef du service de la gestion du personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie Pétillon-Boisselier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Stephen Cousin, adjoint au chef du service de la gestion du personnel.

Art. 5. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Irollo, directeur adjoint des ressources humaines et du développement social, chargé des relations sociales, de l'emploi et de la formation, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du Président de l'établissement énumérées aux points 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de leurs compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;

- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Etienne-Boisseau, à Mme Hélène Mahé, chef du service de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 7. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Etienne-Boisseau, à M. Pascal Aboso, chef du service intérieur, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 8. - Délégation de signature au docteur Françoise Moreau, chef du service médical, à M. Xavier Milan, chef du service de la communication interne, à M. Hervé Piriou, chef du service du budget, des effectifs et des systèmes d'information ressources humaines, à Mme Fabienne Desroches, chef du service du recrutement et de la mobilité, à Mme Brigitte Castan, chef du service social, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Etienne-Boisseau, à Mme Fabienne Desroches, chef du service recrutement et mobilité, à

effet de signer les conventions de stage.

Délégation de signature est par ailleurs donnée, sous l'autorité de Mme Carole Etienne-Boisseau, à Mme Brigitte Castan, chef du service social, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes de liquidation et de mandatement des dépenses ;
- tous documents comptables en dépense et en recette ;
- tous ordres de versement et titres de recettes ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Titre III : Direction du développement culturel

Art. 9. - Délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla-Walbaum, directrice du développement culturel, à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs ;
- les autorisations de tournage.

Art. 10. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla-Walbaum, à M. Christophe Monin, directeur adjoint du développement culturel, chef du service du mécénat et des ressources propres.

Art. 11. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla-Walbaum, à Mme Emmanuelle Peret, chef du service administratif et financier.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle Peret, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Eva Duret, adjointe au chef du service administratif et financier.

Art. 12. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla-Walbaum, à Mme Violaine Bouvet-Lanselle, chef du service des éditions, à Mme Catherine Derosier-Pouchous, chargée de mission pour la production audiovisuelle et cinématographique, à Mme Myriam Prot, chef du service Internet, à Mme Anne-Laure Ranoux, chef du service des ressources documentaires, à Mme Anne Vincent, chef du service des acquisitions, à Mme Françoise Simon, responsable de la librairie du jardin des Tuileries et régisseur de recettes et d'avances pour cette même librairie, ainsi qu'à Mme Soraya Karkache, chef du service des expositions, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Délégation de signature est par ailleurs donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla-Walbaum, à Mme Viviane Exiga, gestionnaire financier, à Mme Corinne Roustan, gestionnaire financier et à M. Yvon Angélique, gestionnaire financier, à l'effet de signer dans le cadre de leurs compétences, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 13. - Délégation de signature est donnée à Mme Nathalie Cuisinier, responsable de l'unité de mises à disposition d'espaces et événements spéciaux, à l'effet de signer les autorisations de tournage.

Titre IV : Direction financière et juridique

Art. 14. - Délégation de signature est donnée à M. Julien Anfruns, directeur financier et juridique pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4 et 5 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Anfruns, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Nelly Fesseau, directrice adjointe de la direction financière et juridique.

Art. 15. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Julien Anfruns, à Mme Isabelle Leblanc, chef du service des affaires financières, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 euros HT ;

- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle Leblanc, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent est donnée à Mme Marlène Mandet, adjointe au chef du service des affaires financières.

Art. 16. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Julien Anfruns, à Mme Dominique Lugand, chef du service des affaires juridiques et des marchés publics, à Mme Anne-Louise Cavillon, chef de l'unité des marchés publics, et à M. Xavier Près, chef de l'unité des affaires juridiques, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Titre V : Direction de l'architecture, muséographie, technique

Art. 17. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Boissonnet, directeur de l'architecture-muséographie-techniques, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 18. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 17 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Alain Gauchet, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques, à M. Michel Antonpietri, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques et à Mme Anne-Sophie Casper, chef du service prévision, planification et gestion financière.

Art. 19. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Philippe Carreau, chef du service entretien bâtiment, à Mme Clio Karageorghis, chef du service production

signalétique et graphique, à M. Benoît Balenghien, chef du service de l'éclairage et de l'électricité, à M. Michel Hébert, chef du service équipements techniques, à M. Eric Payraastre, chef du service administratif, à M. Christophe Petitpas, chef du service des courants faibles, et à M. Benoît Chalandard, chef du service des travaux muséographiques, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Titre VI : Direction de la surveillance

Art. 20. - Délégation de signature est donnée à M. Serge Leduc, directeur de la surveillance, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Leduc, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Corinne Lebowski, directrice adjointe de la surveillance, sous-directrice des affaires administratives et financières.

Titre VII : Direction de la maîtrise d'ouvrage

Art. 21. - Délégation de signature est donnée à M. Fabrice Merizzi, directeur de la maîtrise d'ouvrage, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice Merizzi, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée

à Mlle Marie-Alix Filhol, responsable administratif et financier de la direction de la maîtrise d'ouvrage.

Titre VIII : Direction de l'auditorium

Art. 22. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Terrasse, directeur de l'auditorium, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les ordres de mission des intervenants extérieurs au musée ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 23. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Jean-Marc Terrasse, à Mlle Valérie Brisset, chef du service des relations avec le public, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les ordres de service.

Art. 24. - Une délégation de signature identique à celle visée aux articles 22 et 23 de la présente décision est donnée à Mme Magali Maïza, directrice adjointe de l'auditorium, chef du service administratif et financier.

Titre IX : Direction des publics

Art. 25. - Délégation de signature est donnée à Mme Catherine Guillou, directrice des publics, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;

- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 26. - Une délégation de signature identique à celle visée au premier alinéa de l'article 25 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à M. Sébastien Legoutel, chef du service de la gestion administrative et financière.

Art. 27. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à Mlle Anne Giroux, chef par intérim du service accueil, information et documentation à compter du 1^{er} mars 2006, à Mme Françoise Broyelle, chef du service vente et réservation de l'offre culturelle, à Mme Anne Kreps, chef du service études, évaluation et prospective, à M. Georges Martin, chef du service du développement des publics, à M. François Vaysse, chef du service des activités éducatives et culturelles, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Titre X : Délégation à la communication

Art. 28. - Délégation de signature est donnée à Mme Aggy Lerolle, déléguée à la communication, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aggy Lerolle, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Véronique Petitjean, déléguée adjointe à la communication.

Titre XI : Service informatique

Art. 29. - Délégation de signature est donnée à M. Bruno Zeitoun, chef du service informatique, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du

7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Christine Ronflé-Guin, chef adjoint du service informatique.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, délégation de signature est donnée à Mme Marlène Mathieu, chargée de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer :

- les actes de liquidation ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Titre XII : Département des Antiquités orientales

Art. 30. - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice André-Salvini, conservateur en chef chargé du département des antiquités orientales, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Béatrice André-Salvini, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Elisabeth Fontan, conservateur en chef, et à Mme Françoise Demange, conservateur en chef.

Titre XIII : Département des peintures

Art. 31. - Délégation de signature est donnée à M. Vincent Pomarède, conservateur général chargé du département des peintures, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Pomarède, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Cécile Bourdillat, responsable administrative et financière.

Titre XIV : Département des Antiquités égyptiennes

Art. 32. - Délégation de signature est donnée à Mme Christiane Ziegler, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités égyptiennes, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christiane Ziegler, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Marie-France Aubert, à Mme Dominique Benazeth, conservateurs en chef du patrimoine, et à Mme Marie-Hélène Rutschowskaya, conservateur général.

Titre XV : Département des arts de l'Islam

Art. 33. - Délégation de signature est donnée à M. Francis Richard, conservateur en chef du patrimoine chargé du département des arts de l'Islam, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis Richard, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Sophie Makariou, conservateur du patrimoine.

Titre XVI : Département des Antiquités grecques, étrusques et romaines

Art. 34. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Pasquier, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités grecques, étrusques et romaines, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvre d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Pasquier, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Sophie Descamps, Mme Françoise Gaultier et à M. Jean-Luc Martinez, conservateurs en chef du patrimoine et à M. Daniel Roger, conservateur du patrimoine.

Titre XVII : Département des arts graphiques

Art. 35. - Délégation de signature est donnée à M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, chef du département des arts graphiques à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

Art. 36. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, une délégation de signature identique à celle visée à l'article 35 de la présente décision est donnée à Mme Catherine Loisel et à M. Dominique Cordellier, conservateurs en chef du patrimoine.

Titre XVIII : Département des objets d'art

Art. 37. - Délégation de signature est donnée à M. Marc Bascou, conservateur général du patrimoine chef du département des objets d'art, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Bascou, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à Mme Anne Dion-Tenenbaum, conservateur en chef au département des objets d'art, ainsi qu'à Mme Sophie Baratte, conservatrice et M. Jannic Durand, conservateur.

Titre XIX : Département des sculptures

Art. 38. - Délégation de signature est donnée à Mme Geneviève Bresc-Bautier conservateur général du patrimoine chargé du département des sculptures, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait,

les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

Cette même délégation est concurremment donnée à M. Guilhem Scherf, conservateur en chef du patrimoine, pour les seules dépenses afférentes à des achats de livres.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Geneviève Bresc-Bautier, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donné à Mme Sophie Guillot de Suduiraut, conservateur en chef du patrimoine, à Mme Isabelle Leroy-Jay Lemaistre, conservateur en chef du patrimoine et à M. Guilhem Scherf, conservateur en chef du patrimoine.

Titre XX : Musée Eugène-Delacroix

Art. 39. - Délégation de signature est donnée à M. Carel Van Tuyll Van Serooskerken, directeur par intérim du musée Eugène-Delacroix à compter du 15 mars 2006, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Titre XXI : Chef du service de protection-sécurité-incendie

Art. 40. - Délégation de signature est donnée au Capitaine François Cesari, chef du service protection-sécurité-incendie à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Titre XXII : Dispositions finales

Art. 41. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Art. 42. - Cette décision prend effet à compter du 1^{er} juin 2006 et annule et remplace la décision DFJ/2006/01 en date du 30 janvier 2006.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

MUSÉE RODIN

Décision du 29 mai 2006 portant création de la commission de la conservation et des restaurations du musée Rodin.

Le directeur du musée Rodin,

Vu le code du patrimoine, notamment son livre IV, article L. 452-1 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France ;

Vu le décret n° 93-163 du 2 février 1993 relatif au musée Rodin ;

Vu le décret n° 2005-1507 du 6 décembre 2005 modifiant le décret n° 93-163 du 2 février 1993 relatif au musée Rodin ;

Vu l'approbation du conseil d'administration du musée Rodin lors de sa réunion du 11 avril 2006,

Décide :

Art. 1^{er}. - Une commission de la conservation et des restaurations est créée auprès du musée Rodin afin de donner un avis sur les programmes de conservation (environnement, conditionnement, sécurité, manipulation, préservation...) ainsi que sur les cahiers des charges des opérations de restauration des œuvres, collections de l'État dont le musée a la garde.

Art. 2. - La commission de la conservation et des restaurations est présidée par le directeur du musée Rodin.

Elle comprend, outre son président :

- 1° Le directeur des musées de France ou son représentant ;
- 2° Le conservateur chargé des collections au musée Rodin ;
- 3° Le chef d'un grand département ou son représentant ;
- 4° Le directeur du centre de recherche et de restauration des musées de France ou son représentant ;
- 5° Huit membres nommés par décision du directeur du musée Rodin pour une durée de trois ans renouvelable dont deux restaurateurs et deux conservateurs du patrimoine compétents dans les domaines de la sculpture et des arts graphiques.

Le président peut également inviter à participer aux séances de la commission avec voie consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

Art. 3. - Toute vacance, pour quelque cause que ce soit, ou perte de la qualité au titre de laquelle tous les

membres de la commission ont été nommés ou élus, donne lieu à remplacement pour la durée du mandat restant à courir, sauf si la vacance intervient moins de six mois avant l'échéance du mandat.

Art. 4. - La commission se réunit au moins trois fois par an, sur convocation de son président.

En cas de vacance ou d'empêchement du président, le conservateur chargé des sculptures au musée Rodin assure la présidence de la séance.

La commission ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée, avec le même ordre du jour, dans un délai de quinze jours. Elle délibère alors sans condition de quorum.

Les votes sont émis à bulletin secret. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Un membre de la commission peut, par écrit, donner mandat à un autre membre pour le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul mandat par séance.

Art. 5. - En cas d'urgence entre deux séances plénières de la commission, les projets sont examinés par une délégation permanente, constituée pour la durée du mandat de la commission. Cette délégation est réunie ou consultée par tous moyens par le président de la commission.

La délégation permanente est composée de trois membres :

- 1° Le président de la commission de la conservation et des restaurations ;
- 2° Le directeur des musées de France ou son représentant ;
- 3° Un membre élu par cette commission, parmi ceux mentionnés au 5° de l'article 2. Un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le membre titulaire. Si ce dernier est remplacé conformément à l'article 3, il est procédé à une nouvelle élection d'un membre titulaire et d'un membre suppléant.

Le président rend compte des avis de la délégation permanente à la commission de la conservation et des restaurations lors de la séance plénière suivante.

Art. 6. - La commission de la conservation et des restaurations examine les orientations générales de la politique du musée Rodin dans ces domaines.

Sur proposition des conservateurs et des responsables

scientifiques du musée, elle délibère sur le rapport du ou des conservateurs et des responsables scientifiques compétents des propositions de programme de conservation et du cahier des charges des opérations de restauration que lui soumet le président.

Chaque année, le président présente à la commission le bilan de la politique de conservation et de restauration de l'année précédente.

Art. 7. - Le directeur du musée Rodin est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le directeur du musée Rodin,
conservateur général du patrimoine,
Dominique Viéville

Décision du 29 mai 2006 relative à la commission des prêts et dépôts d'œuvres du musée Rodin.

Le directeur du musée Rodin,

Vu le code du patrimoine, notamment son livre IV, article L. 441.2 ;

Vu le décret n° 81-240 du 3 mars 1981 relatif aux prêts et dépôts d'œuvres des musées nationaux ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, notamment son titre VI, articles 27 et 28 ;

Vu le décret n° 2003-1303 du 26 décembre 2003 modifiant le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié, portant l'application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts ;

Vu le décret n° 93-163 du 2 février 1993, modifié par le décret n° 2005-1507 du 6 décembre 2005, relatif au musée Rodin ;

Vu l'approbation du conseil d'administration du musée Rodin lors de sa réunion du 11 avril 2006,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est institué une commission des prêts et dépôts d'œuvres du musée Rodin qui émet un avis :

1° Sur les demandes de prêts d'œuvres du musée Rodin pour des expositions temporaires :

- à la demande d'un professionnel responsable d'un musée de France,

- à la demande du responsable d'un établissement appartenant à une personne morale de droit public ou à une personne morale de droit privé à vocation culturelle et agissant sans but lucratif ;

2° Sur les demandes de dépôts d'œuvres du musée Rodin en vue de leur exposition au public :

- dans les musées de France,
- dans les musées étrangers,
- dans les monuments historiques à condition qu'ils soient ouverts au public,
- dans les parcs et jardins des musées nationaux.

Art. 2. - La commission des prêts et dépôts d'œuvres du musée Rodin est présidée par le directeur du musée Rodin.

Elle comprend, outre son président :

1° Les conservateurs du patrimoine et les responsables scientifiques des collections du musée Rodin ;

2° Le chef du service de l'inspection générale des musées de France ou son représentant.

Le président peut également inviter à participer aux séances de la commission avec voie consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

Art. 3. - La commission se réunit sur convocation de son président.

En cas de vacance ou d'empêchement du président, le conservateur chargé des sculptures au musée Rodin assure la présidence de la séance.

La commission ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres sont présents.

Les votes sont émis à bulletin secret à la demande du président ou à la demande de l'un de ses membres. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul mandat par séance.

Le prêt des chefs d'œuvre et des œuvres fragiles est consenti à titre exceptionnel et aux conditions approuvées par la commission. Les votes sont émis à bulletin secret. Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Art. 4. - La commission des prêts et dépôts examine les orientations générales de la politique du musée Rodin dans ces domaines.

Elle établit la liste des chefs d'œuvre et des œuvres fragiles du musée Rodin qu'elle approuve par un vote émis à bulletin secret. La liste des chefs d'œuvre et des œuvres fragiles est révisée dans les mêmes conditions une fois par an.

Sur proposition des conservateurs et des responsables scientifiques, la commission délibère sur les demandes de prêts ou de dépôts dont le directeur du

musée a été saisi par les responsables visés à l'article 2. L'un des membres de la commission rapporte le dossier de demande de prêt ou de dépôt auprès de la commission.

Le dossier comprend notamment les pièces suivantes :

- la demande de prêt ou de dépôt signée par le responsable visé à l'article 1^{er},
- la liste des œuvres et documents susceptibles d'être prêtés ou déposés, saisis dans le logiciel GAM,
- la photographie de chaque œuvre,
- le projet de contrat de prêt qui sera proposé au responsable visé à l'article 1^{er}.

Après avis de la commission des prêts et dépôts du musée Rodin et de la commission scientifique des musées nationaux, et après décision prise par arrêté du ministre de la culture, les prêts d'œuvres des collections du musée Rodin font l'objet d'un contrat de prêt signé par le responsable visé à l'article 1^{er} et par le directeur du musée Rodin.

Chaque année le président présente à la commission le bilan de la politique des prêts et dépôts de l'année précédente.

Le secrétariat de la commission est assumé par un chargé de mission auprès du directeur.

Art. 5. - Le directeur du musée Rodin est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le directeur du musée Rodin,
conservateur général du patrimoine,
Dominique Viéville

OPÉRA NATIONAL DE PARIS

Décision du 13 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 en date du 5 février 1994 et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination du directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à compter du 8 juin 2006 à M. Gérard Helwig, directeur des bâtiments et des investissements de l'Opéra national de Paris pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris :

En dépenses, dans la limite des budgets notifiés à la Direction des bâtiments et des investissements :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à la direction des bâtiments et des investissements.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Gerard Mortier

Signature du bénéficiaire :

Gérald Helwig

(Original : Service émetteur D.A.F.

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des procédures (G) ; Secrétariat D : MZ – NH ; Secrétariat DRSRH : CV ; Bénéficiaire de la délégation : GH.)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à M. Roland Sparfel, directeur administratif et financier, adjoint au directeur de l'Opéra national de Paris, à effet de signer au nom du directeur les contrats, décisions, bons d'engagement, bordereaux et tout document relatif :

- à l'engagement de dépenses et de recettes, lorsque la dépense et la recette concernée est inférieure à 150 000 euros HT ;
- aux attestations de présence des personnels de l'Opéra national de Paris ;
- aux liquidations et attestations de services faits de

contrats et de marchés, quel que soit leur montant.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'Opéra national de Paris, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation permanente de signature est donnée à M. Roland Sparfel, à effet de signer tout contrat de toute nature, décision, bon d'engagement ou autre document quel que soit le montant.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Roland Sparfel, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à M. Jean-Louis Blanco pour signer :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 50 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à la direction administrative et financière.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 50 000 euros HT.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Roland Sparfel et de M. Jean-Louis Blanco, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à M. Éric Thuillier pour signer dans le cadre des budgets réservés au service informatique :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Roland Sparfel et de M. Jean-Louis Blanco, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à M. Julien Nemoz pour signer dans le cadre des crédits réservés au service budget :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 6. - Cette délégation annule et remplace les délégations du 25 juillet 2004 et du 25 avril 2005.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier
Signature des bénéficiaires :
Roland Sparfel,
Jean-Louis Blanco,
Éric Thuillier,
Julien Nemoz.

(Original : Service émetteur D.A.F.)

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des
procédures (G) ; Secrétariat D : MZ, NH ; Secrétariat DRSRH :
CV ; Bénéficiaires de la délégation : RS - JLB - ET - JN.)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Yves Kaced, directeur du développement de l'Opéra national de Paris pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris et dans le cadre des budgets notifiés à la direction du développement :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à la Direction du développement.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - Cette délégation annule et remplace la délégation du 25 juillet 2004.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier
Signature du bénéficiaire :
Jean-Yves Kaced

(Original : Service émetteur D.A.F.)

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des
procédures (G) ; Secrétariat D : MZ, NH ; Secrétariat DRSRH :
CV ; Bénéficiaire de la délégation : JYK)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à Mme Sylvie Pionica, directrice de la scène et du planning de l'Opéra national de Paris, pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris :

- les attestations de présence des artistes ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à la direction de la scène et du planning.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sylvie Pionica, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à Mme Monique Chevojon dans les mêmes conditions visées à l'article 1^{er}.

Art. 3. - Cette délégation annule et remplace la délégation du 10 mai 2006.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier
Signature des bénéficiaires :
Sylvie Pionica, Monique Chevojon.

(Original : Service émetteur D.A.F.)

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des
procédures (G) ; Secrétariat D : MZ - NH ; Secrétariat DRSRH :
CV ; Bénéficiaires de la délégation : SP,MC)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Jacques Beclier, chef du service intérieur de l'Opéra national de Paris, pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris et dans le cadre des budgets notifiés au service intérieur :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché au service intérieur.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Beclier, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions visées à l'article 1^{er} à M. Gilles Djeraouane, sous-chef du service intérieur.

Art. 3. - Cette délégation annule et remplace la délégation du 25 juillet 2004.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :

Jean-Jacques Beclier, Gilles Djeraouane.

(Original : Service émetteur D.A.F.

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des
procédures (G) ; Secrétariat D : MZ, NH ; Secrétariat DRSRH :
CV ; Bénéficiaires de la délégation : JJB, GD)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à Mme Brigitte Lefèvre, directrice de la danse de l'Opéra national de Paris, pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris :

- les engagements de dépenses et de recettes d'un

montant inférieur à 50 000 euros HT relatifs au fonctionnement du corps de Ballet et à l'organisation des tournées ;

- toute attestation de service fait et les liquidations dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;

- les attestations de présence du personnel rattaché à la direction de la danse ;

- les attestations de présence des artistes pour le paiement de leurs rémunérations ;

- les demandes et les validations de remboursement des frais de voyage et/ou défraiements des artistes invités ;

- les modifications sans conséquence financière sur le montant brut hors charges et celles concernant les défraiements dans la limite de 5 000 euros prévus dans les contrats d'artistes déjà signés.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Brigitte Lefèvre, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions visées à l'article 1^{er}, à M. Olivier Aldeano, administrateur du Ballet de l'Opéra national de Paris.

Art. 3. - Cette délégation annule et remplace la délégation du 10 mai 2006.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :

Brigitte Lefèvre, Olivier Aldeano.

(Original : Service émetteur D.A.F.

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des
procédures (G) ; Secrétariat D : MZ – NH ; DRSRH : CV ;
Bénéficiaires de la délégation : BL, OA)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu l'arrêté du 10 juin 2004 portant nomination de Mlle Elisabeth Platel aux fonctions de directrice de l'école de danse de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à Mlle Elisabeth Platel, directrice de l'école de danse, pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris et dans le cadre des budgets notifiés à l'école de danse :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des frais liés à l'organisation des réceptions et des missions ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à l'école de danse ;
- les attestations de présence des artistes pour le paiement de leurs rémunérations liées aux activités de l'école de danse ;
- les demandes et les validations de remboursement des frais de voyage et/ou défraiements des artistes invités dans le cadre des activités de l'école de danse.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Elisabeth Platel, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions visées à l'article 1^{er} à Mme Marie-France Ribeiro.

Art. 3. - Cette délégation annule et remplace la délégation du 25 juillet 2004.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :

Élisabeth Platel, Marie-France Ribeiro.

(Original : Service émetteur D.A.F.

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des procédures (G) ; Secrétariat D : MZ, NH ; Secrétariat DRSRH : CV ; Bénéficiaire de la délégation : EP, M-FR)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à M. Jérôme Brunetière, directeur commercial et marketing de l'Opéra national de Paris pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris et dans le cadre des budgets notifiés à la direction commerciale et marketing :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des frais liés à l'organisation des réceptions ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à la Direction commerciale et marketing ;
- les autorisations de paiements différés sur factures et bons de commande relatifs à la billetterie spectacle ;
- les paiements différés sont limités aux collectivités territoriales et autres organismes publics ne pouvant régler que sur « service fait » ;
- les remboursements de billets (originaux et duplicatas) pour les représentations de spectacles annulées suite à des grèves ;
- les remboursements de billets dans les cas où les représentations de spectacles n'ont pas encore eu lieu ;
- les remboursements de billets dans les cas où les représentations de spectacles ont eu lieu mais où la salle (date de représentation) n'a pas été clôturée.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Brunetière, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions visées à l'article 1^{er} (à l'exception des prérogatives prévues à l'article 1.2) à M. Stéphane Löber.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Brunetière, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions définies à l'article 1.2 à Mme Françoise Roussel.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Brunetière, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à M. Yannick Heurtault pour signer les attestations de présence du personnel rattaché au contrôle accueil.

Art. 5. - Cette délégation annule et remplace les délégations du 25 juillet 2004 et du 2 mai 2006.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :
Jérôme Brunetière, Stéphane Löber,
Françoise Roussel, Yannick Heurtault.

(Original : Service émetteur D.A.F.

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des
procédures (G) ; Secrétariat D : MZ, NH ; Secrétariat DRSRH :
CV ; Bénéficiaires de la délégation : JB, SL, FR, YH)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à M. Dominique Legrand, directeur des ressources humaines de l'Opéra national de Paris, pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris :

1.1. - Pour l'engagement des dépenses :

- les contrats, décisions et tout document relatif aux personnels CDI, CDD et intermittents du spectacle recrutés par l'établissement (à l'exception des équipes de production invitées, des artistes lyriques et chorégraphiques invités, des chefs d'orchestre et des personnels permanents pour leur participation dans les spectacles) lorsque le niveau de contrat est inférieur à 50 000 euros bruts ;
- les prêts et secours consentis au personnel ;
- les engagements relatifs aux organismes sociaux ;
- les versements aux œuvres sociales.

1.2. - Pour la liquidation des dépenses :

- les documents relatifs aux dépenses de personnel citées à l'article 1.1.

1.3. - Pour la gestion courante des personnels :

- tous documents relatifs à cette gestion (certificats de travail, attestations de salaire, etc.), y compris ceux concernant le personnel non régi par la convention collective.

1.4. - Dans le cadre des budgets notifiés à la Direction des relations sociales et des ressources humaines :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à la direction des relations sociales et des ressources humaines.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique Legrand, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions visées à l'article 1^{er}, à José Martinez, chef du service de la paie.

Art. 3. - Cette délégation annule et remplace la délégation du 25 juillet 2004.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :
Dominique Legrand, José Martinez.

(Original : Service émetteur D.A.F.

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des
procédures (G) ; Secrétariat DRSRH : CV ; Secrétariat D : MZ,
NH ; Bénéficiaires de la délégation : DL, JM)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n°62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à M. Christian Schirm, directeur de l'atelier lyrique de l'Opéra national de Paris, pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris et dans le cadre des budgets notifiés à l'atelier lyrique :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial,

Les attestations de présence du personnel rattaché à l'atelier lyrique,

Les attestations de présence des artistes pour le paiement de leurs rémunérations liées aux activités de l'atelier lyrique ;

- les demandes et les validations de remboursement des frais de voyage et/ou défraiements des artistes invités dans le cadre des activités de l'atelier lyrique.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Schirm, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation est donnée à Mme Michèle Hmich à effet de signer les attestations de présence des artistes pour le paiement de leurs rémunérations et à valider les demandes de remboursements de frais de voyages et/ou défraiements pour les artistes invités, dans le cadre des activités de l'atelier lyrique.

Art. 3. - Cette délégation annule et remplace la délégation du 25 juillet 2004.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :

Christian Schirm, Michèle Hmich.

(Original : Service émetteur D.A.F.

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des procédures (G) ; Secrétariat D : MZ, NH ; Secrétariat DRSRH : CV ; Bénéficiaire de la délégation : CS, MH)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Alexander Neef pour signer dans le cadre des dépenses relatives aux artistes lyriques, chefs d'orchestre, responsables des études musicales, assistants et aux personnels permanents pour leur participation dans un spectacle lyrique, ainsi que pour les spectacles jeunes publics et ceux organisés à l'amphithéâtre et au studio :

- les engagements de dépenses (hors contrats de personnel) dans la limite de 5 000 euros HT ;

- toute attestation de service fait et les liquidations dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;

- les attestations de présence pour le paiement des rémunérations ;

- les validations de remboursement des frais de voyage et/ou défraiements ;

- les modifications sans conséquence financière sur le montant brut du cachet hors charges et celles concernant les défraiements dans la limite de 5 000 euros prévus dans les contrats de personnel déjà signés.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander Neef, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions visées à l'article 1^{er} à M. Viktor Schoner.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander Neef et de M. Viktor Schoner, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à Mme Élisabeth Pezzino pour signer les attestations de présence des artistes lyriques, des chefs d'orchestre, des responsables des études musicales, des assistants et des personnels permanents participant à un spectacle lyrique.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander Neef et de M. Viktor Schoner, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à Mme Agnès de Jacquilot pour signer les attestations de présence des artistes participant aux spectacles jeunes publics.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander Neef et de M. Viktor Schoner, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à Mme Élisabeth Türck pour signer les attestations de présence des artistes participant aux spectacles qui relèvent de sa responsabilité.

Art. 6. - Cette délégation annule et remplace la délégation du 25 avril 2006.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :

Alexander Neef, Viktor Schoner, Élisabeth Pezzino,

Agnès de Jacquilot, Élisabeth Türck.

(Original : Service émetteur D.A.F.

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des procédures (G) ; Secrétariat D : MZ, NH ; Secrétariat DRSRH : CV ; Secrétariat DCA : MC ; Bénéficiaires de la délégation : AN, EP, AdeJ, ET, VS)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Viktor Schoner pour signer dans le cadre des dépenses relatives aux équipes de production invitées (metteurs en scène, décorateurs, éclairagistes, costumiers, chorégraphes, dramaturges, assistants...) et aux personnels permanents pour leur participation dans un spectacle lyrique :

- les engagements de dépenses (hors contrats de personnel) dans la limite de 5 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence pour le paiement des rémunérations des artistes et celles des personnels rattachés à la direction de la coordination artistique ;
- les validations de remboursement des frais de voyage et/ou défraiements ;
- les modifications sans conséquence financière sur le montant brut hors charges et celles concernant les défraiements dans la limite de 5 000 euros prévus dans les contrats de personnel déjà signés.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Viktor Schoner, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à M. Alexander Neef.

Art. 3. - Cette délégation annule et remplace la délégation du 25 avril 2006.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :

Viktor Schoner, Alexander Neef.

(Original : Service émetteur D.A.F.

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des procédures (G) ; Secrétariat D : MZ, NH ; Secrétariat DRSRH : CV ; Secrétariat DCA : MC ; Bénéficiaire de la délégation : VS, AN)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à M. Jürgen Höfer, directeur technique de l'Opéra national de Paris, pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris et dans le cadre des budgets notifiés à la direction technique :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à la direction technique.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jürgen Höfer, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée dans les conditions visées à l'article 1^{er} à M. Michel Biesse, adjoint au directeur technique.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jürgen Höfer et Michel Biesse, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à M. Jean-Claude Hugue, directeur technique adjoint (Bastille), dans les conditions visées à l'article 1^{er}, pour signer tout document relatif aux budgets notifiés à la direction technique Bastille.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jürgen Höfer et Michel Biesse, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à M. Christian Martin, directeur technique adjoint (Garnier), dans les conditions visées à l'article 1^{er}, pour signer tout document relatif aux budgets notifiés à la direction technique Garnier.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jürgen Höfer et Michel Biesse, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à M. Romain Risset pour signer les attestations de présence du personnel rattaché à la direction technique Garnier.

Art. 6. - Cette décision annule et remplace la décision du 1^{er} février 2006.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :

Jürgen Höfer, Michel Biesse, Jean-Claude Hugue

Christian Martin, Romain Risset

(Original : Service émetteur D.A.F.)

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : recueil des
Procédures (G) ; Secrétariat D : MZ – NH ; Secrétariat DRSRH :
CV ; Bénéficiaire de la délégation : JH, MB, JCH, CM, RR)

Décision du 16 juin 2006 portant délégation de signature.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris et notamment son article 11 ;

Vu le décret du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Gerard Mortier aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à Mme Christine Neumeister, directrice des costumes de l'Opéra national de Paris pour signer au nom du directeur de l'Opéra national de Paris, dans la limite des budgets notifiés à la direction des costumes :

En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à la direction des costumes.

En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine Neumeister, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions visées à

l'article 1^{er} à l'exception des attestations de présence du personnel à M. Stéphane Pelletier.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine Neumeister, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à Mme Élsa Lelièvre pour signer les attestations de présence du personnel rattaché à la direction des costumes.

Art. 4. - M. Stéphane Pelletier en tant que régisseur d'avances n'est pas autorisé à signer les engagements de dépenses et les attestations de service fait imputés sur la régie d'avances.

Art. 5. - Cette décision annule et remplace la décision du 2 janvier 2006.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Gerard Mortier

Signature des bénéficiaires :

Christine Neumeister, Stéphane Pelletier, Élsa Lelièvre

(Original : Service émetteur D.A.F.)

Copies : Agent Comptable : JYR ; D.A.F. : Recueil des
procédures (G) ; Secrétariat D : MZ – NH ; Secrétariat DRSRH :
CV ; Bénéficiaires de la délégation : CN, SP, EL)

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES

Décision n° 2006-SAJ/06/005/D du 23 mai 2006 portant délégation de signature à la directrice de l'administration et des finances et au chef du service du budget et des affaires financières de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, modifié par l'article 89 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, modifié par le décret n° 2002-1099 du 28 août 2002 ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 12 novembre 2003 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nicole Pot, directrice générale, délégation de signature est donnée à Mme Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

1) d'une part :

- les engagements comptables ;
 - les ordres de dépenses et de recettes ;
 - les factures émises par l'établissement public ;
 - les certificats administratifs ;
 - les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du code du patrimoine susvisé ;
 - les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'établissement public, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du code du patrimoine susvisé ;
 - les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
 - les ordres de service, les décisions de poursuivre, les bons de commande, et tous les actes d'exécution afférents aux marchés publics passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, notifiés et mis en œuvre par la direction de l'administration et des finances ;
 - les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public placés sous l'autorité de la directrice de l'administration et des finances ;
 - les demandes d'avance afférentes aux agents de l'INRAP placés sous l'autorité de la directrice de l'administration et des finances ;
 - les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'administration et des finances ;
- 2) et d'autre part, les actes relatifs à l'exécution des décisions d'attribution de subventions de l'État et des

décisions de prise en charge financées par le Fonds national pour l'archéologie préventive, ainsi que toute autre décision afférente à la gestion du Fonds, notamment :

- les engagements comptables ;
- les ordres de dépenses et de recettes.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances, délégation de signature est donnée à M. Didier Lemoine, chef du service du budget et des affaires financières, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er} - 1), à l'exception :

- des commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, et actes d'engagement juridique des dépenses d'un montant supérieur à 90 000 euros hors taxes ;
- des commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, imputés sur la section d'investissement du budget de l'INRAP.

Art. 3. - La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Nicole Pot

DOCUMENTS SIGNALÉS

Direction des archives de France

Instruction DAF/DPACI/RES/2006/005 du 24 avril 2006. Étude statistique des demandes de dérogation aux règles de communicabilité des archives publiques formulées en 2005.

Instruction DITN/RES/2006/003 du 14 juin 2006. Étude sur les CD-R conservés par les services publics d'archives.

(documents disponibles sur www.archivesdefrance.culture.gouv.fr et/ou à la direction des archives de France)

Mesures d'information

Relevé de textes parus au Journal officiel

MAI

J.O n° 103 du 3 mai 2006

Transports, équipement, tourisme et mer

Texte n° 56 Arrêté du 24 avril 2006 portant détachement (administrateurs civils) (M. Noël Olivier)
Commission nationale de l'informatique et des libertés
Texte n° 62 Délibération n° 2006-066 du 16 mars 2006 portant adoption d'une recommandation relative à la mise en œuvre de dispositifs destinés à géolocaliser les véhicules automobiles utilisés par les employés d'un organisme privé ou public.

Texte n° 63 Délibération n° 2006-067 du 16 mars 2006 portant adoption d'une norme simplifiée concernant les traitements automatisés de données à caractère personnel mis en œuvre par les organismes publics ou privés destinés à géolocaliser les véhicules utilisés par leurs employés (norme simplifiée n° 51).

J.O n° 104 du 4 mai 2006

Fonction publique

Page 6599 Décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Culture et communication

Page 6603 Décret n° 2006-502 du 3 mai 2006 portant création du comité stratégique pour le numérique.

Texte n° 66 Arrêté du 20 avril 2006 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Cailleteau Jacques).

Texte n° 67 Arrêté du 20 avril 2006 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (Mme Scheurer Marie-Philippe).

J.O n° 105 du 5 mai 2006

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 6674 Arrêté du 2 mai 2006 fixant le nombre de postes mis aux concours d'entrée à l'École nationale des chartes en 2006.

Culture et communication

Page 6693 Arrêté du 24 avril 2006 modifiant l'arrêté du 24 juin 2002 portant création d'un comité du patrimoine culturel au ministère de la culture et de la communication.

Page 6698 Arrêté du 24 avril 2006 portant nomination au comité du patrimoine culturel au ministère de la culture et de la communication.

Économie, finances et industrie

Page 6694 Arrêté du 25 avril 2006 portant désignation de l'autorité chargée de l'exercice du contrôle financier sur des établissements publics administratifs du secteur de la culture.

J.O n° 106 du 6 mai 2006

Culture et communication

Page 6737 Décret du 5 mai 2006 portant nomination au comité stratégique pour le numérique.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Page 6754 Avis de vacance de l'emploi d'adjoint aux publications de l'École française d'Athènes.

J.O n° 107 du 7 mai 2006

Économie, finances et industrie

Page 6783 Arrêté du 26 avril 2006 relatif à l'octroi de la garantie de l'État accordée à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition *Cézanne en Provence*.

Justice

Page 6786 Arrêté du 24 avril 2006 portant nomination à la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 111 Avis de vacance d'un poste de directeur de centre interministériel de renseignements administratifs.

J.O n° 108 du 10 mai 2006

Intérieur et aménagement du territoire

Page 6809 Décret du 9 mai 2006 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique (Fondation Jérôme Seydoux – Pathé).

J.O n° 109 du 11 mai 2006

Culture et communication

Page 6872 Arrêté du 3 mai 2006 fixant la composition ainsi que les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité d'experts prévu à l'article 7 du décret n° 2006-324 du 20 mars 2006

relatif au soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel.

Page 6872 Arrêté du 5 mai 2006 fixant le barème des subventions de fonctionnement du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale pour l'année 2006.

Page 6879 Décret du 10 mai 2006 portant nomination au conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie (M. Hébert Jean-François, Mme Haigneré Claudie).

Page 6879 Décret du 10 mai 2006 portant nomination au conseil d'administration de la Cité de la musique (M. Josse Philippe).

Page 6880 Décret du 10 mai 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (MM. Josse Philippe et Bied-Charreton Hugues).

Texte n° 114 Arrêté du 2 mai 2006 portant détachement (administrateurs civils) (M. Besse André-Michel).

Page 6880 Décision du 27 février 2006 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles (Mme Goupil Sophie).

Page 6880 Décision du 24 mars 2006 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles (M. Lallaoui Mehdi).

Premier ministre

Texte n° 52 Arrêtés du 2 mai 2006 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Faivre d'Arcier Bernard).

Conventions collectives

Page 6882 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

J.O n° 110 du 12 mai 2006

Fonction publique

Texte n° 43 Décret n° 2006-536 du 11 mai 2006 relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'État du congé de présence parentale.

Culture et communication

Texte n° 44 Arrêté du 24 avril 2006 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2006 aux concours pour le recrutement d'adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Texte n° 45 Arrêté du 24 avril 2006 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2006 aux concours

pour le recrutement de chargés d'études documentaires (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 6938 Arrêté du 26 avril 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Berthe Morisot, féminins pluriels*, au musée de Lodève).

Texte n° 108 Arrêté du 18 avril 2006 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (Mme Pillon Marie-Hélène).

Page 6941 Décision du 26 avril 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Rifai Fadi).

Page 6941 Décision du 26 avril 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Saheb Yahia Samir).

Page 6941 Décision du 26 avril 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Hung Chi-Yang).

Page 6941 Décision du 26 avril 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Oualalou Tarik).

Page 6941 Décision du 26 avril 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ben Hamida Jalel).

Page 6941 Décision du 26 avril 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Rukphanichmanee Weerakiat).

Page 6941 Décision du 27 avril 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chiniara Autoun).

Page 6941 Décision du 27 avril 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Andric Branka).

Page 6941 Décision du 27 avril 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Bartolini Cornelia).

Conventions collectives

Page 6943 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

J.O n° 111 du 13 mai 2006

Avis divers

Page 7072 Vocabulaire du droit.

Page 7072 Vocabulaire de l'informatique.

Page 7073 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Information et communication : télécommunications).

J.O n° 112 du 14 mai 2006

Culture et communication

Page 7100 Arrêté du 4 mai 2006 modifiant l'arrêté du 6 juillet 1992 relatif aux mesures d'aide en faveur de

la production cinématographique des pays en développement.

J.O n° 113 du 16 mai 2006

Ordre national du Mérite

Page 7120 Décret du 15 mai 2006 portant promotion et nomination.

Page 7152 Décret du 15 mai 2006 portant nomination.

Transports, équipement, tourisme et mer

Page 7161 Arrêté du 25 avril 2006 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14 [5°] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié).

Culture et communication

Page 7187 Décision du 4 mai 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. El Atouani Amine).

Page 7187 Décision du 4 mai 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Sbaï Taoufik).

Page 7187 Décision du 4 mai 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Appel Noa).

Page 7187 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Page 7188 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

J.O n° 114 du 17 mai 2006

Culture et communication

Page 7245 Arrêté du 12 avril 2006 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service municipal d'archéologie de la ville d'Eu.

Page 7245 Arrêté du 19 avril 2006 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (tableau de Jean Auguste Dominique Ingres, *Portrait du comte Mathieu-Louis Molé*).

Texte n° 75 Décision du 11 mai 2006 portant délégation de signature (direction de l'architecture et du patrimoine).

Premier ministre

Texte n° 80 Arrêté du 16 mai 2006 portant affectation (administrateurs civils) (pour le ministère de la culture : M. Gestin Benjamin).

Conventions collectives

Page 7249 Arrêté du 4 mai 2006 portant élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 7249 Arrêté du 4 mai 2006 portant élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre

de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 7252 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 7253 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Avis divers

Page 7291 Avis n° 2006-05 de la Commission consultative des trésors nationaux (tableau de Jean Auguste Dominique Ingres, *Portrait du comte Mathieu-Louis Molé*).

J.O n° 115 du 18 mai 2006

Emploi, cohésion sociale et logement

Page 7308 Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.

Page 7315 Arrêté du 17 mai 2006 relatif aux caractéristiques techniques relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées lors de la construction et de l'aménagement des bâtiments d'habitation.

Page 7316 Arrêté du 17 mai 2006 relatif aux caractéristiques techniques relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées lors de la construction ou de la création d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public.

Économie, finances et industrie

Texte n° 26 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours.

Texte n° 27 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours.

Texte n° 28 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours.

Texte n° 29 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours.

Culture et communication

Page 7346 Arrêté du 2 mai 2006 fixant la liste des publications périodiques visées à l'article 1er du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Texte n° 88 Arrêté du 20 avril 2006 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (M. Verron Guy, Louis, Michel).

Premier ministre

Texte n° 61 Arrêté du 10 mai 2006 portant inscription à un tableau d'avancement et promotion à la hors-classe au titre de l'année 2006 (administrateurs civils) (pour le ministère de la culture : Mme Ibarra Florence et Mme Fendt Anne).

Avis divers

Page 7365 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'Etat d'un trésor national dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du code général des impôts.

J.O n° 116 du 19 mai 2006**Culture et communication**

Page 7401 Arrêté du 2 mai 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.
 Page 7401 Arrêté du 2 mai 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.
 Page 7401 Arrêté du 2 mai 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.
 Page 7401 Arrêté du 2 mai 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.
 Page 7401 Arrêté du 2 mai 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.
 Page 7401 Arrêté du 2 mai 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.
 Page 7402 Arrêté du 2 mai 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.
 Page 7405 Décret du 18 mai 2006 portant nomination du président de la Cité des sciences et de l'industrie (M. Hébert Jean-François).
 Texte n° 76 Arrêté du 6 avril 2006 portant nomination (chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine) (SDAP Lot-et-Garonne : Mme Zvenigorosky Camille).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 7403 Arrêté du 10 mai 2006 conférant le diplôme d'archiviste paléographe à des élèves de l'École nationale des chartes.

J.O n° 117 du 20 mai 2006**Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 27 Arrêté du 12 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre d'emplois offerts aux concours pour le recrutement de techniciens de recherche et de formation.

Texte n° 28 Arrêté du 12 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre d'emplois offerts aux concours pour le recrutement d'assistants ingénieurs de recherche et de formation.

Texte n° 29 Arrêté du 12 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre d'emplois offerts aux concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études de recherche et de formation.

Texte n° 30 Arrêté du 12 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre d'emplois offerts aux concours pour le recrutement d'ingénieurs de recherche et de formation de 2^e classe.

Texte n° 31 Arrêté du 12 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre d'emplois offerts aux concours pour le recrutement d'ingénieurs de recherche et de formation de 1^{re} classe.

Texte n° 32 Arrêté du 12 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre d'emplois offerts aux concours pour le recrutement d'ingénieurs de recherche et de formation hors classe.

Texte n° 33 Arrêté du 17 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre d'emplois offerts aux concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

J.O n° 119 du 23 mai 2006**Culture et communication**

Page 7542 Arrêté du 11 mai 2006 portant transfert de propriété de biens de l'État au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (Lille).

Économie, finances et industrie

Page 7546 Arrêté du 5 mai 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'Agence nationale des fréquences (Mme Bermann Sylvie).

J.O n° 120 du 24 mai 2006**Fonction publique**

Texte n° 37 Arrêté du 17 mai 2006 fixant les modalités et le calendrier d'affectation des lauréats des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration organisés au titre de l'année 2005 (scolarité : 1er septembre 2006 - 31 août 2007).

Culture et communication

Page 7702 Arrêté du 4 mai 2006 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *David Smith*, au musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou de Paris).

Page 7702 Arrêté du 4 mai 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Georges Braque et le paysage de l'Estaque : de l'Estaque à Varengeville 1906-1963*, au musée Cantini de Marseille).

Page 7708 Arrêté du 1^{er} mars 2006 portant nomination du vice-président du Conseil supérieur des musiques actuelles (M. Vilcocq Frédéric).

Page 7708 Arrêté du 1^{er} mars 2006 portant nomination au Conseil supérieur des musiques actuelles (Mme Genevard Annie).

Avis divers

Page 7714 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : radio, vidéo numérique).

J.O n° 121 du 25 mai 2006

Page 7730 Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Culture et communication

Page 7787 Arrêté du 17 mai 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Qu'est-ce qu'un corps ?* à l'établissement public du musée du quai Branly).

Page 7817 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Page 7893 Avis d'examen en vue de l'obtention du diplôme d'État de professeur de musique (session 2006-2007).

Petites et moyennes entreprises, commerce, artisanat et professions libérales

Page 7788 Décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label « entreprise du patrimoine vivant ».

Premier ministre

Texte n° 47 Arrêté du 16 mai 2006 relatif à une situation administrative (administrateurs civils) (M. Rogulski Andrzej).

Conventions collectives

Page 7823 Arrêté du 12 mai 2006 portant extension d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 7824 Arrêté du 12 mai 2006 portant extension d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

J.O n° 122 du 27 mai 2006

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 7953 Arrêté du 17 mai 2006 fixant la composition de la commission chargée de vérifier les titres et d'apprécier les aptitudes des candidats à la section artistique de la Casa de Velázquez pour l'année 2006-2007.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 89 Avis de vacance d'un emploi de sous-directeur (DMDTS).

Texte n° 94 Avis de vacance de postes de conservateur du patrimoine.

J.O n° 123 du 28 mai 2006

Culture et communication

Texte n° 19 Arrêté du 26 mai 2006 portant cessation de fonctions et nomination (administration centrale) (DAPA : Mme Maréchal Isabelle).

Texte n° 20 Arrêté du 26 mai 2006 portant cessation de fonctions et nomination (administration centrale) (DAPA : M. Braize François).

J.O n° 124 du 30 mai 2006

Intérieur et aménagement du territoire

Page 8021 Décret n° 2006-617 du 29 mai 2006 modifiant le décret n° 92-895 du 2 septembre 1992 relatif aux modalités d'organisation de l'examen professionnel d'accès par voie de promotion interne au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique.

Page 8022 Décret n° 2006-618 du 29 mai 2006 modifiant le décret n° 92-897 du 2 septembre 1992 relatif aux modalités d'organisation de l'examen professionnel d'accès par voie de promotion interne au cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique.

Page 8023 Arrêté du 29 mai 2006 portant abrogation de l'arrêté du 2 septembre 1992 fixant le programme des matières des épreuves de l'examen professionnel d'accès par voie de promotion interne au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique.

Culture et communication

Page 8089 Arrêté du 4 mai 2006 portant affectation de parcelles domaniales (Vincennes, Val-de-Marne).

Page 8089 Arrêté du 16 mai 2006 portant reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers (Liban).

Page 8100 Arrêté du 26 avril 2006 portant nomination du président et du vice-président du conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux (MM. Brochet Olivier et Tournier Jean-Noël).

Page 8100 Arrêté du 27 avril 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture de Montpellier (MM. Allet Claude, Dreyfus Jacques, Fontes François, Huertas Jean-Marc, Troncin Michel).

Page 8100 Arrêté du 2 mai 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture de Versailles (M. Caille Emmanuel).

Page 8100 Arrêté du 3 mai 2006 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école

nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (M. Falk Etienne).

Page 8100 Arrêté du 4 mai 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine (M. Moreno Jean-Claude).

Page 8100 Arrêté du 4 mai 2006 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille (M. Legros Philippe).

Page 8100 Arrêté du 4 mai 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille (Mme Debrock Pascale, MM. Lenglard Michel, Mousquet François-Xavier, Paris Didier, Starkman Nathan et Wittevrongel Bernard).

Page 8100 Arrêté du 4 mai 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture de Marseille (Mme Belliard-Roman Christine, MM. Fanzutti Daniel, Jollivet André, Maltret Jean-Louis, Morel Bernard et Mme Reyre Monique).

Page 8100 Arrêté du 4 mai 2006 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture de Bretagne (M. Revert Jean-François).

J.O n° 125 du 31 mai 2006

Culture et communication

Page 8141 Arrêté du 17 mai 2006 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Titien : le pouvoir en face*, au musée du Luxembourg, Paris).

Page 8141 Arrêté du 17 mai 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Georges Rouault, forme, couleur et harmonie*, au musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg).

Page 8141 Arrêté du 17 mai 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Venise et l'Orient*, à l'Institut du monde arabe, Paris).

Texte n° 81 Arrêté du 21 avril 2006 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (Mme Guttinger, épouse Reydellet Chantal).

Texte n° 82 Arrêté du 11 mai 2006 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Pabois Marc).

Page 8145 Arrêté du 17 mai 2006 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 (Mme Gardin Pascale).

Conventions collectives

Page 8147 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 8148 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 8148 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 8148 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 8149 Avis relatif à l'extension d'un accord départemental (Haute-Marne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

JUIN

J.O n° 126 du 1^{er} juin 2006

Culture et communication

Page 8207 Arrêté du 19 mars 2006 fixant le taux de l'indemnité spéciale allouée aux intervenants extérieurs nécessaires au déroulement des épreuves pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur ou de directeur dans les écoles municipales de musique agréées, les conservatoires nationaux de région ou les écoles nationales de musique, de danse et d'art dramatique ainsi qu'aux personnels spécialisés apportant leur concours au déroulement des épreuves de l'examen du diplôme d'État de professeur de musique en qualité d'accompagnateur.

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 8212 Arrêté du 17 mai 2006 fixant la composition de la commission spécifique chargée d'émettre un avis motivé sur les candidatures au poste de directeur de la Casa de Velázquez.

J.O n° 127 du 2 juin 2006

Culture et communication

Page 8369 Décret n° 2006-645 du 1^{er} juin 2006 portant modification des cahiers des charges des sociétés France 2, France 3, France 4, France 5, Réseau France Outre-mer, Radio France et Radio France Internationale.

Page 8372 Arrêté du 23 janvier 2006 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (manuscrit autographe signé de Jean Cocteau, *La Belle et la Bête*, 90 pages in-folio avec 8 pages de dessins originaux, 1944-1945, accompagné de documents relatifs au film : album de 89 photographies de plateau et manuscrit autographe signé de Cocteau, Reconnaissance à publier).

Page 8382 Décret du 1^{er} juin 2006 portant nomination de la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles (Mme Albanel Christine).
Page 8382 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

Avis divers

Page 8388 Vocabulaire de l'automobile (liste de termes, expressions et définitions adoptés).
Page 8393 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Information et communication : télécommunications et imagerie électronique).
Page 8398 Avis n° 2006-02 de la Commission consultative des trésors nationaux (manuscrit autographe signé de Jean Cocteau, *La Belle et la Bête*, 90 pages in-folio avec 8 pages de dessins originaux, 1944-1945, accompagné de documents relatifs au film : album de 89 photographies de plateau et manuscrit autographe signé de Cocteau, Reconnaissance à publier).

J.O n° 128 du 3 juin 2006

Culture et communication

Page 8448 Décret n° 2006-655 du 2 juin 2006 modifiant le décret n° 2005-703 du 24 juin 2005 relatif à l'établissement public du domaine national de Chambord.
Page 8449 Décret n° 2006-656 du 2 juin 2006 modifiant le décret n° 99-79 du 5 février 1999 modifié relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale et à la distribution de la presse quotidienne nationale d'information politique et générale.
Page 8450 Décret n° 2006-657 du 2 juin 2006 relatif à la cessation d'activité de certains salariés relevant des conventions collectives de la presse quotidienne régionale et de la presse quotidienne départementale.
Page 8451 Arrêté du 2 juin 2006 pris pour l'application de l'article 9 du décret n° 99-79 du 5 février 1999 modifié relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.
Page 8456 Arrêté du 2 juin 2006 portant nomination au comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

Conventions collectives.

Page 8457 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 110 Avis de vacance d'emplois de directeur régional des affaires culturelles.

J.O n° 129 du 4 juin 2006

Premier ministre

Page 8502 Arrêté du 2 juin 2006 fixant la liste des secteurs d'activités d'importance vitale et désignant les ministres coordonnateurs desdits secteurs.

J.O n° 130 du 7 juin 2006

Emploi, cohésion sociale et logement

Page 8554 Arrêté du 18 mai 2006 portant attribution de licences d'agent artistique, non-renouvellement de licences d'agent artistique et transfert de sièges.

Fonction publique

Page 8566 Arrêté du 2 juin 2006 fixant le contenu de la déclaration annuelle au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.
Page 8571 Arrêté du 2 juin 2006 portant nomination du directeur du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (M. Allart René).
Page 8571 Arrêté du 2 juin 2006 portant nomination au Comité national du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Culture et communication

Texte n° 49 Décret du 6 juin 2006 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (Mme Arlot Ann-José).
Page 8572 Décision du 16 mai 2006 portant nomination à la commission prévue aux articles 17 et 18 de l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier automatique à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée (M. Hadida Victor).
Page 8572 Décision du 19 mai 2006 portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 7 du décret n° 2006-324 du 20 mars 2006 relatif au soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel.

Avis divers

Page 8615 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : télévision et télécommunications pour la circulation et le transport routiers).

J.O n° 131 du 8 juin 2006

Économie, finances et industrie

Page 8636 Décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives.

Culture et communication

Page 8671 Arrêté du 31 mars 2006 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du

service archéologique départemental d'Eure-et-Loir.
Page 8671 Arrêté du 23 mai 2006 relatif à la procédure d'aide aux ensembles musicaux professionnels, à la création chorégraphique et à la création théâtrale en Guadeloupe, Martinique et Guyane et modifiant l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif à la procédure d'aide à la création chorégraphique.

Page 8678 Décret du 7 juin 2006 portant nomination du président du conseil d'administration de la Cité de la musique (M. Billarant Jean-Philippe).

Page 8678 Arrêté du 22 mai 2006 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette (M. Cornu Vincen).

Page 8678 Arrêté du 22 mai 2006 portant nomination du conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette (Mme Demichel Francine, MM. Deutsch Jean-Claude, Laurent Maurice, Massiah Gustave, Mlle Zahia Rahmani, Mmes Michèle Sabban et Mme Agnès Vince).

J.O n° 132 du 9 juin 2006

Économie, finances et industrie

Page 8706 Décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif.

Culture et communication

Page 8760 Arrêté du 31 mai 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (l'exposition *Balenciaga Paris*, au musée de la mode et du textile, les arts décoratifs, Paris).

Page 8760 Arrêté du 31 mai 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Ingres et l'Antique*, au musée Ingres, à Montauban, puis au musée de l'Arles et de la Provence antiques, en Arles)

Page 8760 Arrêté du 6 juin 2006 portant création d'une commission d'études de la reconstruction des Tuileries.

Page 8765 Décret du 8 juin 2006 portant nomination du président du conseil d'administration du domaine national de Chambord (M. Blangy Michel).

Conventions collectives

Page 8767 Arrêté du 29 mai 2006 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 8769 Arrêté du 29 mai 2006 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications (n° 2148).

Page 8772 Arrêté du 30 mai 2006 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des mannequins adultes et mannequins enfants de moins de seize ans employés par les agences de mannequins (n° 2397).

Page 8776 Arrêté du 30 mai 2006 portant

élargissement d'un accord régional (Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 8777 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

J.O n° 133 du 10 juin 2006

Emploi, cohésion sociale et logement

Page 8847 Arrêté du 31 mai 2006 portant extension d'un accord interbranche conclu dans le secteur du spectacle vivant.

J.O n° 134 du 11 juin 2006

Culture et communication

Page 8871 Arrêté du 2 juin 2006 portant nomination à la commission pour l'expansion de la presse française à l'étranger.

J.O n° 135 du 13 juin 2006

Culture et communication

Page 8916 Arrêté du 30 mai 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Vija Celmins*, au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou).

Page 8919 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme de paysagiste DPLG.

Avis divers

Page 8927 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Information et communication : télécommunications).

J.O n° 136 du 14 juin 2006

Économie, finances et industrie

Texte n° 8 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours.

Culture et communication

Page 8967 Arrêté du 22 mai 2006 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive d'Oxford Archaeology.

Page 8967 Arrêté du 2 juin 2006 modifiant l'arrêté du 31 janvier 2005 portant définition du contenu de la demande de prise en charge du coût de la fouille et des pièces à produire pour la constitution du dossier.

Page 8967 Arrêté du 2 juin 2006 portant fixation de la part du produit de la redevance d'archéologie préventive affectée au Fonds national pour l'archéologie préventive.

Page 8967 Arrêté du 2 juin 2006 portant définition du contenu de la demande de subvention pour une opération de fouille archéologique préventive et des

pièces à produire pour la constitution du dossier.
Texte n° 64 Arrêté du 6 juin 2006 portant nomination au cabinet du ministre (M. Rechter Paul et Mlle Lecointre Marjorie).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 86 Avis de vacance d'un emploi offert au titre de la mobilité statutaire des membres des corps recrutés par la voie de l'École nationale d'administration et des administrateurs des postes et télécommunications (chef de la mission de la politique des personnels au sein de la sous-direction des statuts et du développement professionnel et social du service du personnel et des affaires sociales du ministère de la culture et de la communication).

J.O n° 137 du 15 juin 2006

Fonction publique

Page 9021 Arrêté du 18 mai 2006 portant ouverture de concours d'accès au grade de technicien territorial supérieur, spécialité « paysage et gestion des espaces naturels ».

Page 9021 Arrêté du 30 juin 2006 portant ouverture de concours pour l'accès au cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine (session 2006).

Culture et communication

Page 9022 Décret n° 2006-696 du 13 juin 2006 modifiant le décret n° 93-1429 du 31 décembre 1993 relatif au dépôt légal.

Texte n° 37 Arrêté du 8 juin 2006 autorisant au titre de l'année 2005 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens d'art (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

J.O n° 138 du 16 juin 2006

Économie, finances et industrie

Texte n° 12 Arrêté du 30 mai 2006 portant désignation de la mission du service du contrôle général économique et financier des organismes chargés de la réalisation des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme pour exercer le contrôle financier sur l'établissement public du campus de Jussieu.

Culture et communication

Page 9079 Arrêté du 29 mars 2006 définissant le référentiel d'activités et de compétences du diplôme d'État de professeur de danse et fixant les conditions de son obtention par la validation des acquis de l'expérience.
Texte n° 36 Décision du 31 mai 2006 modifiant la décision du 16 décembre 2005 portant délégation de signature (délégation au développement et aux affaires internationales).

Texte n° 37 Décision du 8 juin 2006 modifiant la décision du 29 septembre 2005 modifiée portant

délégation de signature (direction des musées de France).

J.O n° 139 du 17 juin 2006

Intérieur et aménagement du territoire

Page 9124 Arrêté du 6 juin 2006 portant approbation de la modification des statuts d'un établissement d'utilité publique (Fondation pour l'action culturelle internationale en montagne).

Fonction publique

Page 9138 Arrêté du 30 mai 2006 portant ouverture de concours pour l'accès au cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine (session 2006) (rectificatif).

Conventions collectives

Page 9142 Avis relatif à l'élargissement d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 9142 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 9142 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 95 Avis de vacance d'un emploi de sous-directeur (DAPA : sous-directeur des monuments historiques et des espaces protégés).

J.O n° 141 du 20 juin 2006

Culture et communication

Texte n° 50 Arrêté du 8 juin 2006 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (M. Putfin Guy).

Page 9225 Décision du 25 avril 2006 portant nomination à la commission prévue à l'article 5 du décret n° 2002-568 du 22 avril 2002 portant définition et classement des établissements de spectacles cinématographiques d'art et d'essai (Mme Colette Perinet, pour les régions Auvergne, Bourgogne, Franche-Comté et Rhône-Alpes ; M. Claude Brasseur, pour les régions Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne ; M. Alain Durand, pour les régions Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie, Haute-Normandie ; M. Patrick Pointes, pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Avis divers

Page 9240 Avis portant attribution d'une licence d'agence de mannequins (M. Chevalier Henry, agence Focus Model).

Page 9241 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Frimouse).

J.O n° 142 du 21 juin 2006

Petites et moyennes entreprises, commerce, artisanat et professions libérales

Page 9275 Arrêté du 26 mai 2006 relatif à la procédure d'attribution du label « entreprise du patrimoine vivant ».

Culture et communication

Page 9289 Arrêté du 19 mai 2006 portant nomination des pensionnaires de l'Académie de France à Rome au titre de l'année 2006.

J.O n° 143 du 22 juin 2006

Culture et communication

Texte n° 31 Arrêté du 16 juin 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement de maîtres ouvriers (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 73 Avis de vacance de l'emploi de directeur de l'école française d'Athènes.

J.O n° 144 du 23 juin 2006

Page 9427 Loi n° 2006-723 du 22 juin 2006 modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle.

Emploi, cohésion sociale et logement

Page 9430 Arrêté du 14 juin 2006 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles (dont : technicien audiovisuel, administrateur d'entreprise culturelle, régisseur de spectacles).

Culture et communication

Texte n° 53 Arrêté du 12 juin 2006 modifiant l'arrêté du 16 juin 2003 relatif à l'examen du diplôme d'État de professeur de musique sur épreuves.

Page 9456 Arrêté du 15 juin 2006 portant nomination au comité d'administration de la Comédie-Française (Mlle Mayette Muriel, MM. Podalydès Denis et Seweryn Andrzej, Mlles de Bayser Clotilde, Constanza Dominique et Hiegel Catherine, MM. Raffaelli Bruno et Vial Pierre).

Premier ministre

Texte n° 58 Arrêté du 15 juin 2006 portant inscription à un tableau d'avancement et promotion (architectes et urbanistes en chef de l'État).

Économie, finances et industrie

Page 9454 Arrêté du 14 juin 2006 modifiant l'arrêté du 20 avril 2006 portant nomination à la commission

spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux (M. Champion Paul).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 9455 Décret du 21 juin 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national d'histoire de l'art (enseignements supérieurs) (Mme Le Normand-Romain Antoinette).

Conventions collectives

Page 9458 Arrêté du 12 juin 2006 portant extension d'une annexe à la convention collective nationale de la production de films d'animation (n° 2412).

Page 9459 Arrêté du 12 juin 2006 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique (n° 1307).

Page 9461 Arrêté du 12 juin 2006 portant extension d'un accord interbranche conclu dans le secteur du spectacle vivant.

Page 9462 Arrêté du 12 juin 2006 portant extension d'un accord conclu dans le cadre des conventions collectives nationales de la distribution des films de l'industrie cinématographique du 1^{er} mars 1973 (employés et ouvriers) et du 30 juin 1976 (cadres et agents de maîtrise) (n°s 716 et 892).

J.O n° 145 du 24 juin 2006

Conventions collectives

Page 9558 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Avis divers

Page 9568 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (M. Barre Florent, SARL Totem).

J.O n° 146 du 25 juin 2006

Culture et communication

Texte n° 13 Arrêté du 29 mars 2006 définissant le référentiel d'activités et de compétences du diplôme d'État de professeur de musique et fixant les conditions de son obtention par la validation des acquis de l'expérience.

J.O n° 148 du 28 juin 2006

Page 9672 Loi n° 2006-737 du 27 juin 2006 visant à accorder une majoration de pension de retraite aux fonctionnaires handicapés.

Premier ministre

Page 9673 Arrêté du 26 juin 2006 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

Économie, finances et industrie

Page 9673 Décision du 6 juin 2006 rééchelonnant l'avance de 23 millions d'euros consentie à l'Institut national de recherches archéologiques préventives le 25 février 2002 et l'avance de 10 millions d'euros consentie à l'Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture le 22 juin 2005.

Culture et communication

Page 9692 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

J.O n° 149 du 29 juin 2006**culture et de la communication**

Page 9746 Décret n° 2006-746 du 27 juin 2006 portant abrogation de dispositions relatives au contentieux en matière d'archéologie préventive.

Page 9746 Arrêté du 1^{er} juin 2006 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Page 9746 Arrêté du 8 juin 2006 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par le musée de la Renaissance (château d'Écouen).

Page 9747 Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant.

Page 9748 Arrêté du 19 juin 2006 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (sculpture de Jacques François Joseph Saly, *L'Amour essayant une de ses flèches*).

Page 9748 Arrêté du 19 juin 2006 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (fauteuil du grand cabinet de l'empereur Napoléon I^{er} au Grand Trianon, attribué à François-Honoré-Georges Jacob dit Jacob-Desmalter).

Texte n° 79 Arrêté du 8 juin 2006 portant inscription à

un tableau d'avancement (enseignement artistique) (M. Kaepelin Olivier).

Texte n° 80 Arrêté du 8 juin 2006 portant inscription à un tableau d'avancement (enseignement artistique) (MM. Bauchard Franck, Colin Jean-Marie et Mme Dupuy-Baylet Marie-France).

Avis divers

Page 9764 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Marilyn Agency).

Page 9766 Avis n° 2006-08 de la Commission consultative des trésors nationaux (sculpture de Jacques François Joseph Saly, *L'Amour essayant une de ses flèches*).

Page 9766 Avis n° 2006-09 de la Commission consultative des trésors nationaux (fauteuil du grand cabinet de l'empereur Napoléon I^{er} au Grand Trianon, attribué à François-Honoré-Georges Jacob dit Jacob-Desmalter).

J.O n° 150 du 30 juin 2006**Fonction publique**

Page 9819 Décret n° 2006-759 du 29 juin 2006 portant majoration à compter du 1^{er} juillet 2006 des rémunérations de la fonction publique et attribution de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'État, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Culture et communication

Texte n° 87 Arrêté du 29 juin 2006 portant nomination (administration centrale) (DMF : Mme Riche Marielle).

Avis divers

Page 9858 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : publication en série).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN (Q) n° 18 du 2 mai 2006

Réponse aux questions de :

- M. Bruno Bourg-Broc sur les **initiatives** mises en œuvre suite à la réunion des ministres de la culture de l'**ASEM** (Asie-Europe Meeting).
(Question n° 72677-06.09.2005).
- M. Axel Poniatowski sur le **bilan** de la TNT sur les six premier mois de sa mise en place.
(Question n° 73536-13.09.2005).
- M. Gabriel Biancheri sur les **recommandations** de la **Commission européenne** concernant le fonctionnement actuel des **sociétés de gestion collectives des droits de propriétés littéraires et artistiques** en Europe et notamment en France.
(Question n° 78432-22.11.2005).
- M. Gérard Léonard sur la possibilité de payer un **forfait annuel** à la **SACEM** pour les **fêtes** organisées par des **associations** ou des **petites communes**.
(Question n° 80640-13.12.2005).
- M. Jean-Marie Geveaux sur les **conséquences** du **projet de loi** relatif au **droit d'auteur** et aux droits voisins dans la société de l'information pour l'usage de la **copie privée**.
(Question n° 81221-20.12.2005).
- Mme Martine Carrillon-Couvreur sur la possibilité d'une **réduction** sur la **contribution** versée à la **SACEM** pour les manifestations au profit de résidents d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (**EHPAD**).
(Question n° 81405-20.12.2005).
- M. René Dosière sur la contribution du ministère pour la **commémoration** du centenaire de la réhabilitation et la réintégration dans l'armée du capitaine **Alfred Dreyfus**.
(Question n° 88751-14.03.2006).
- MM. Victorin Lurel et René-Paul Victoria sur les **aides** du Centre national de la cinématographie (**CNC**) pour les **productions ultra-marines**.
(Questions n° 89481-21.03.2006 ; 89482-21.03.2006).
- MM. Claude Evin et Pierre Morel-A-L'Huissier sur le **maintien** des **informations régionales** sur **France 3** dans la **tranche horaire 12-14**.
(Questions n° 90955-04.04.2006 ; 91180-04.04.2006).

JO AN (Q) n° 19 du 9 mai 2006

Réponse aux questions de :

- M. Jérôme Rivière sur la **rémunération des stages** dans les établissements publics à caractère industriel et commercial (**EPIC**) (question transmise).
(Question n° 53673-21.12.2004).
- M. Yves Jégo sur la **concurrence déloyal** qu'exercent des **associations** qui se vendent en spectacle par rapport aux **entreprises traditionnelles de spectacle**.
(Question n° 71394-02.08.2005).
- M. Marc Le Fur sur les différentes **majorations de pension de retraite** et sur le nombre de retraités de **Radio France** bénéficiant d'une majoration de pension de retraite.
(Question n° 79740-06.12.2005).
- M. Marc Le Fur sur les mesures prises à **Radio France** pour l'**archivage** et la **conservation** des **documents administratifs**.
(Question n° 80668-13.12.2005).
- M. Dino Cinieri sur les mesures à prendre pour le **basculement** de la **télévision analogique** à la **télévision numérique** et les modalités et échéances de ce basculement.
(Question n° 84900-07.03.2006).
- M. Jean-Claude Flory sur la possibilité d'**exonérer** les **petites associations** du paiement des droit à la **SACEM**.
(Question n° 88395-14.03.2006).
- M. Philippe Briand sur les difficultés des **non voyants** à l'**accès à la lecture** d'un livre qui n'a pas été l'objet d'une traduction en alphabet Braille.
(Question n° 89146-21.03.2006).
- M. Jean-Marie Morisset sur les **difficultés** rencontrées par la profession des **facteurs d'orgues** suite à la baisse des crédits alloués à la culture.
(Question n° 89747-21.03.2006).
- M. Jacques Desallangre sur la **situation alarmante** des secteurs de la **création et de la diffusion du spectacle vivant** en **Picardie**.
(Question n° 90228-28.03.2006).

JO AN (Q) n° 20 du 16 mai 2006

Réponse aux questions de :

- Mme Maryse Joissains-Masini sur la sélection pour l'entrée en première année du cursus de

l'enseignement de l'architecture et le nombre d'architectes diplômés issus des écoles nationales supérieures d'architecture.

(Question n° 36731-30.03.2004).

- M. Jean-Luc Warsmann sur les difficultés rencontrées par la république d'Iran pour récupérer des objets archéologiques provenant du site de Jiroft, en raison de la mise en application incomplète de la **convention Unidroit**.

(Question n° 55437-18.01.2006).

- Mme Christiane Taubira sur le **conflit social** de la station guyanaise de Réseau France Outre-mer (**RFO**).

(Question n° 64305-03.05.2005).

- M. Noël Mamère sur le **conflit social** de la station guyanaise de Réseau France Outre-mer (**RFO**).

(Question n° 64358-03.05.2005).

- M. Daniel Paul sur les difficultés pour les **jeunes étudiants diplômés en architecture** à s'insérer dans la **vie professionnelle**.

(Question n° 70520-19.07.2005).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur les intentions du Gouvernement pour développer un puissant **groupe audiovisuel à diffusion mondiale**.

(Question n° 72288-16.08.2005).

- M. Philippe-Armand Martin sur les **retards** et les **amputations budgétaires** des directions régionales des affaires culturelles (**DRAC**).

(Question n° 83177-17.01.2006).

- M. Maxime Gremetz sur la transposition de la **directive européenne** 2001/84/CE qui entraîne une modification des conditions d'application du **droit de suite**.

(Question n° 83583-24.01.2006).

- M. Jacques Péliard sur le **financement** des **associations** de chantiers **bénévoles** de **restauration du patrimoine** (question transmise).

(Question n° 85523-14.02.2006).

- M. Christian Kert sur la mise en œuvre de l'**article 101 de la loi n° 2004-809** notamment sur l'état d'avancement des **schémas territoriaux** et sur le **transfert des financements** de l'État aux **collectivités territoriales**.

(Question n° 86036-14.02.2006).

- MM. Jean-Luc Warsmann et Alfred Trassy-Paillogues sur les raisons du **gel des crédits** alloués aux travaux de **restauration des monuments historiques** classés.

(Questions n° 88098-07.03.2006 ; 90230-28.03.2006).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur le développement d'un **réseau de salles** adaptées à l'**accueil**, à la **résidence permanente** et au **développement des**

activités artistiques d'une formation symphonique **en province**.

(Question n° 89153-21.03.2006).

JO AN (Q) n° 21 du 23 mai 2006

Réponse aux questions de :

- M. Bruno Bourg-Broc sur les perspectives de concrétisation des nouveaux **moyens** annoncés **en faveur de l'Observatoire de la musique** et la mise en place d'un **fonds d'avance** pour les très petites entreprises et **PME** du disque.

(Question n° 86489-21.02.2006).

- MM. Jean-Pierre Balligand et François Rochebloine sur les modalités du **transfert** aux conseils régionaux des **personnels des services régionaux de l'inventaire**.

(Questions n° 86655-21.02.2006 ; 87956-07.03.2006).

- M. Jacques Remiller sur la pérennisation du régime d'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle**.

(Question n° 88479-14.03.2006).

- M. Paul-Henri Cugnenc sur la **situation de la culture en région Languedoc-Roussillon**.

(Question n° 89291-21.03.2006).

- M. Alain Bocquet sur le rapport de M. Michel Berthod sur la question de l'**exploitation cinématographique** dite « **non commerciale** ».

(Question n° 91021-04.04.2006).

- M. Jean-Luc Warsmann sur les **nombreux films** contenant des **scènes de violence** qui se trouvent diffusés par les médias.

(Question n° 91090-04.04.2006).

JO AN (Q) n° 22 du 30 mai 2006

Réponse aux questions de :

- M. Bruno Bourg-Broc sur les **perspectives** actuelles de concrétisation du **fonctionnement** du Fonds national pour l'archéologie préventive (**FNAP**).

(Question n° 72517-30.08.2005).

- Mme Marcelle Ramonet sur l'état d'avancement de la **mission de récolement** mise en place par l'État en vue d'établir un **inventaire général du mobilier national** et sur le nombre d'œuvre dont la destination n'a pas été clairement identifiée à ce jour et sur les mesures engagées pour en recouvrer la pleine propriété (questions transmises).

(Questions n° 76788-01.11.2005 ; 76789-01.11.2005).

- MM. Laurent Hénart, Gérard Lorgeoux, Yvan Lachaud, Jean-François Régère, François-Xavier Villain, Alain Bocquet, André Chassaigne, Yvan Lachaud, Jean-Marc Roubaud, Jean Launay et Henri Nayrou sur les attributions des **subventions**, au titre

de l'année **2005**, du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (**FSER**).

(Questions n° 83032-17.01.2006 ; 83853-24.01.2006 ; 84238-31.01.2006 ; 84577-31.01.2006 ; 84877-07.02.2006 ; 85241-07.02.2006 ; 86018-14.02.2006 ; 87385-28.02.2006 (question transmise) ; 89779-21.03.2006 ; 89783-21.03.2006 ; 91312-04.04.2006).

- M. Jean-Luc Warsmann sur l'éventuel **renforcement de la tutelle du ministère** sur l'Institut national de recherches archéologiques (**INRAP**), proposé dans le récent rapport sur l'archéologie préventive, pour l'amélioration du fonctionnement et de la vocation de cette institution. (Question n° 85199-07.02.2006).

- M. Gilbert Le Bris sur les conséquences d'une **ratification du protocole de Londres** prévoyant que la France renonce à l'exigence d'une traduction intégrale en français des brevets européens rédigés en anglais ou en allemand. (Question n° 88789-14.03.2006).

- M. Joël Giraud sur la contribution des service du ministère pour la **célébration** du centenaire de la réhabilitation et la réintégration dans l'armée du capitaine **Alfred Dreyfus**. (Question n° 93409-02.05.2006).

JO AN (Q) n° 23 du 6 juin 2006

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Luc Warsmann sur le **bilan des Journées du patrimoine** en France pour **2005**. (Question n° 81126-20.12.2005).

- M. Jean-Claude Flory sur la nécessité pour les services départementaux de l'architecture et du patrimoine (**SDAP**) de développer leur **rôle de conseil** et de **disponibilité** vis-à-vis des élus et de la population. (Question n° 84394-31.01.2006).

- M. Bruno Bourg-Broc sur la décision d'encourager le **maintien durable de livres de référence** dans les **librairies indépendantes** et d'accompagner la **prise de ces librairies**. (Question n° 85355-07.02.2006).

- M. Bruno Bourg-Broc sur le premier bilan de l'extension du champ des missions du **bureau export de la musique française** à la musique classique. (Question n° 85358-07.02.2006).

- M. Christian Kert sur le **transfert aux collectivités territoriales** de certains **monuments historiques** notamment dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. (Question n° 86029-14.02.2006).

- MM. Jean-Marc Roubaud, Alain Bocquet et Jacques Desallangre sur les difficultés de l'**application** de la

loi relative à l'emploi de la langue française.

(Questions n° 89500-21.03.2006 ; 91189-04.04.2006 ; 92714-18.04.2006).

- Mme Maryse Joissains-Masini sur la **féménisation des noms de métiers, fonctions, grade ou titre** (question transmise). (Question n° 89869-28.03.2006).

- M. René-Paul Victoria sur les **conséquences**, dans le **domaine culturel**, de la **crise sanitaire** qui touche la **Réunion**. (Question n° 90234-28.03.2006).

- M. Marc Le Fur sur le **fonctionnement** de la délégation générale à la langue française et aux langues de France (**DGLFLF**). (Question n° 91407-11.04.2006).

- M. Marc Le Fur sur le **fonctionnement de l'Observatoire des pratiques linguistiques**. (Question n° 91410-11.04.2006).

- M. Bernard Brochand sur la **ratification de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel** adoptée par l'UNESCO. (Question n° 92025-18.04.2006).

- M. Marc Le Fur sur la **rémunération des heures supplémentaires** des agents du Centre historiques des archives nationales (**CHAN**). (Question n° 92044-18.04.2006).

- MM. Alain Rodet et Daniel Boisserie sur l'**insuffisance** du produit de la **taxe sur les recettes publicitaires** qui alimentent le Fonds de soutien à l'expression radiophonique (**SFER**). (Questions n° 92781-25.04.2006 ; 94062-09.05.2006).

JO AN (Q) n° 24 du 13 juin 2006

Réponse aux questions de :

- M. Michel Bouvard sur la **démographie des entreprises** bénéficiant de la qualification « **monuments historiques** » qui les autorise à intervenir sur des monuments classés ou inscrits. (Question n° 85038-07.02.2006).

- M. Armand Jung sur la **rénovation de la cathédrale de Strasbourg**. (Question n° 92009-18.04.2006).

JO AN (Q) n° 25 du 20 juin 2006

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Marie Morisset sur les lourdes **répercussions financières** supportées par les **communes** possédant un important **patrimoine classé** (entretien, restauration...). (Question n° 60471-15.03.2005).

- M. Jean-Luc Warsmann sur les mesures à prendre pour assurer l'**équilibre financier** de chaque activité

de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (**INRAP**).

(Question n° 85888-14.02.2006).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'action concrète de conseil supérieur pour les musiques actuelles (**CSMA**).

(Question n° 86490-21.02.2006).

- M. Jean-Marc Roubaud sur les **programmes informatiques** vendus sur *Internet* et pour lesquels il n'est pas précisé que les **instructions** ne sont **pas traduites en français**.

(Question n° 89081-21.03.2006).

- M. Marc Le Fur sur l'**activité et le fonctionnement** du Conseil supérieur de la langue française (**CSLF**) (question transmise).

(Question n° 91406-11.04.2006).

- M. Michel Destot sur la situation préoccupante de certaines **bibliothèques municipales classées** du fait de la vacance de leur poste de direction.

(Question n° 92002-18.04.2006).

- M. Francis Saint-Léger sur l'avancée des **négociations** sur l'**assurance chômage** des **intermittents**.

(Question n° 92298-18.04.2006).

- M. Francis Saint-Léger les **menaces** qui pèsent sur la **culture en région Languedoc-Roussillon**.

(Question n° 92300-18.04.2006).

- M. Léonce Deprez sur l'étude d'un **projet de grand auditorium** proposé à **Paris** et à la région **Ile-de-France** (question transmise).

(Question n° 92779-25.04.2006).

- M. Robert Lecou sur le **bilan de son action et ses projets** concernant la promotion de la **langue occitane**.

(Question n° 93936-09.05.2006).

- M. Jean-Marc Roubaud sur l'**ouverture au public** des **réunions** des établissements publics de coopération culturelle (**EPCC**).

(Question n° 94193-16.05.2006).

JO AN (Q) n° 26 du 27 juin 2006

Réponse aux questions de :

- M. Michel Bouvard sur les **zones de réception de France 3 Régions**.

(Question n° 74407-27.09.2005).

- MM. Marc Le Fur, Jean-Luc Warsmann et Francis Falala sur le **bilan** de la mise en œuvre de la loi sur la confiance dans l'économie numérique concernant la **lutte contre les « spams »**.

(Questions n° 82494-27.12.2005 ; 83962-24.01.2006 ; 85266-07.02.2006).

- M. Jacques Domergue sur les mesures prévues contre le **piratage**, par *Internet*, des **œuvres** d'auteurs, dans les domaines **audio et vidéo**.

(Question n° 84729-31.01.2006).

- M. Jean-Luc Warsmann sur les mesures à prendre pour que l'Institut national de recherches archéologiques préventives (**INRAP**) concentre son activité sur les **missions de diagnostics et de fouilles**.

(Question n° 85889-14.02.2006).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur le fait que certaines **communes de Lorraine**, comme Lafrimbolle, **ne reçoivent pas France 3** par les ondes hertziennes.

(Question n° 86444-21.02.2006).

- M. Bernard Perrut sur la possibilité d'étendre la **TNT** pour assurer la diffusion de la chaîne **KTO**.

(Question n° 87095-28.02.2006).

- M. Bruno Bourg-Broc sur les propositions de l'audit sur l'archéologie préventive pour l'**équilibre financier de l'INRAP**.

(Question n° 88180-07.03.2006).

- M. Bruno Bourg-Broc sur les mesures à prendre pour que l'Institut national de recherches archéologiques préventives (**INRAP**) concentre son activité sur les **missions de diagnostics et de fouilles**.

(Question n° 88184-07.03.2006).

- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont sur la **réforme** envisagée par le Gouvernement du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (**SFER**) (question signalée).

(Question n° 89966-28.03.2006).

- M. Francis Saint-Léger sur les **mesures** prises pour la **lutte contre le piratage informatique**.

(Question n° 90399-28.03.2006).

- M. Marc Le Fur sur le projet de travaux de **rénovation** prévus dès les prochaines années pour le **centre Georges-Pompidou à Paris**.

(Question n° 94185-16.05.2006).

- Mme Martine Aurillac sur la nécessité de **protéger les enfants** contre les images susceptibles de heurter leur sensibilité, en particulier celles des **bandes annonces dans les cinémas**.

(Question n° 94301-16.05.2006).

- M. Jean-Marc Roubaud sur la nécessité de **protéger les enfants** contre les images susceptibles de heurter leur sensibilité, en particulier celles des **bandes annonces dans les cinémas**.

(Question n° 94829-23.05.2006).

SÉNAT

JO S (Q) n° 18 du 4 mai 2006

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Pierre Demerliat sur les conséquences de la mise en place de la **TNT** dans le Limousin pour la **réception** des programmes de **France 3 Limousin**.

(Question n° 17821-26.05.2005).

- M. Bernard Piras sur le désintérêt des **chaînes publiques** pour l'**outre-mer**.

(Question n° 18696-14.07.2005).

- M. Michel Moreigne sur l'avenir du **service public décentralisé de la radio**.

(Question n° 19370-15.09.2005).

- M. Bernard Piras sur la **commémoration** du bicentenaire de la mort du **général Dumas**.

(Question n° 22187-16.03.2006).

- M. Jean-François Picheral sur la situation des **bibliothèques municipales classées**.

(Question n° 22349-23.03.2006).

JO S (Q) n° 20 du 18 mai 2006

Réponse à la question de :

- Mme Françoise Férat sur les mesures envisagées par le ministère pour **sécuriser la démarche artistique de choristes amateurs**, mis en œuvre sous l'impulsion du grand théâtre de Reims et du centre d'art polyphonique de Champagne-Ardenne.

(Question n° 21812-23.02.2006).

JO S (Q) n° 22 du 1^{er} juin 2006

Réponse aux questions de :

- Mme Patricia Schillinger sur l'**accès des associations de handicapés aux médias télévisuels** (question transmise).

(Question n° 21566-09.02.2006).

- M. Georges Mouly sur la numérisation et la place

sur **Internet des ouvrages en langue française**.

(Question n° 22735-13.04.2006).

JO S (Q) n° 24 du 15 juin 2006

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur le **projet de construction d'une salle de concert à Paris**.

(Question n° 20294-10.11.2005).

- M. Bernard Murat sur le projet d'actualisation du **décret du 19 décembre 1953** relatif à la **participation d'amateurs à des spectacles**.

(Question n° 21956-02.03.2006).

JO S (Q) n° 25 du 22 juin 2006

Réponse à la question de :

- M. Jacques Legendre sur la **commémoration** du centenaire de la **catastrophe minière de Courrières** (question transmise).

(Question n° 21542-09.02.2006).

JO S (Q) n° 26 du 29 juin 2006

Réponse à la question de :

- M. Jean-Louis Masson sur l'attitude de **TDF** qui demande à la commune de **Lafrimbolle**, qui ne reçoit pas France 3 par les ondes hertziennes, de financer une **étude** d'un montant de **plusieurs milliers d'euros** pour examiner l'**opportunité** d'un projet d'**installation** d'un **réémetteur pour France 3 Lorraine** sur un pylône en cours de mise en place pour le téléphone mobile.

(Question n° 21791-23.02.2006).

Divers

Annexe de l'arrêté n°14 du 2 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 116* du 19 mai 2006).

Liste des biens transférés à la ville de Elers

Direction des musées de France :

Chalcographie du Louvre :

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
	MORSE Auguste-Achille ; GERÔME Jean Léon (d'après)	Une Collaboration	gravure	H. : 51 ; L. : 62	1879	récolé-vu

Délégation aux Arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain :

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
FNAC PFH-2105	BALZE Anne-Marie-Annie (Melle) ; RAPHAËL, Sanzio dit (d'après)	L'Archange saint Michel	peinture à l'huile ; toile	H. : 300 ; L. : 195	1876	récolé-vu
FNAC PFH-3165	CHAMPOLLION Eugène-André ; BOUCHER François (d'après)	Le Nid	eau-forte	H. : 71 ; L. : 83	1905	récolé-vu
FNAC 273	CHAMPOLLION Eugène-André ; BOUCHER François (d'après)	Scène champêtre	gravure sur papier japon	H. : 71 ; L. : 81	1905	récolé-vu
FNAC 1721	DARIEN Henri-Gaston	Nature morte	peinture à l'huile ; toile	H. : 80 ; L. : 100	1905	récolé-vu
FNAC PFH-3166 (1)	DEBLOIS Charles-Théodore ; CHASSERIAU Théodore (d'après)	Le tepidarium	eau-forte et burin	H. : 71 ; L. : 83	1905	récolé-vu
FNAC PFH-3167 (1)	DESMOULIN Fernand ; RIBOT Théodule-Augustin (d'après)	Les empiriques	eau-forte sur papier	H. : 71 ; L. : 83	1905	récolé-vu
FNAC PFH-4293	DIRMER-SEVRIN Jeanne ; METSYS Quentin (d'après)	Le prêteur et sa femme	eau-forte et burin	H. : 39, 5 ; L. : 36	1905	récolé-vu
FNAC PFH-3162 (1)	GIROUX Charles ; DETAILLE Edouard (d'après)	La Revue de Châlons, le 9 octobre 1896, par Nicolas II et Félix Faure	eau-forte et burin	H. : 73 ; L. : 120	1905	récolé-vu
FNAC PFH-2311	GLAIZE Auguste-Barthélémy	Salomé ; La mort de saint Jean-Baptiste ; Hérodiade	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 195	1874	récolé-vu
FNAC 564	HOMBRON Henri ; TROY Jean-François de (d'après)	Entrevue de Jason et de Médée	gouache sur papier	H. : 110 ; L. : 100	1886	récolé-vu
FNAC PFH-3164 (1)	JACQUET Achille	Le courage militaire	gravure	H. : 83 ; L. : 65	1879	récolé-vu
FNAC PFH-3168 (1)	JACQUET Achille ; MERCIÉ Antonin (d'après)	Gloria Victis	gravure	H. : 78 ; L. : 63	1879	récolé-vu
FNAC PFH-3161 (1)	LE COUTEUX Lionel-Aristide ; REMBRANDT Harmensz (d'après)	Titus van Ryn ou Le fils de Rembrandt	eau-forte	H. : 108 ; L. : 79	1905	récolé-vu
FNAC 554	PERRAUD Jean-Joseph	Buste de Victor Schnetz	marbre	H. : 70 ; L. : 42 ; P. : 40	1909	récolé-vu
FNAC 1516	PETITGRAND Louis-Victor	Vue du Mont-Saint-Michel	aquarelle	H. : 48 ; L. : 62	1905	récolé-vu

Annexe de l'arrêté n°16 du 2 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 116* du 19 mai 2006).

Liste des biens transférés à la ville de Lectoure

Délégation aux arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain :

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
FNAC 1972	CARL-ROSA Mario	Village franc-comtois	peinture à l'huile ; toile	H. : 39 ; L. : 55	1908	récolé vu
FNAC 1947	CARPENTIER Marie-Paule	Le Gros massif	aquarelle et fusain sur papier	H. : 73 ; L. : 60	1908	récolé vu
FNAC 758	GREGORIAN Armenae ; ANTONELLO DE MESSINE (d'après)	Portrait	peinture à l'huile; bois	H. 41; L. 33	1897	récolé vu

Annexe de l'arrêté n°17 du 2 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 116* du 19 mai 2006).

Liste des biens transférés à la ville de Lisle-sur-Tarn

Direction des musées de France :

Musée du Louvre, département des arts graphiques :

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
INV 27345	LA FAGE Raymond de	Jonas vomit par la baleine	papier; encre brune		1890	récolé-vu
INV 27342	LA FAGE Raymond de	Prédication de saint Jean-Baptiste dans le désert	papier; encre brune	H. 27,6; L. 41,8	1890	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures :

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
FNAC FH 865-113	GIACOMOTTI Félix-Henri	L'Enlèvement d'Amymoné	peinture à l'huile ; toile	H. : 225 ; L. : 165	1895	récolé-vu

Délégation aux arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain :

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
FNAC 1683 ; FNAC 632	SAUNIER Noël	Le Tambour de village	peinture à l'huile ; toile	H. : 86 ; L. : 135	1893	récolé-vu
FNAC PFH-2778	RABOUILLE Charles-André-François ; GROLLERON Paul-Louis-Narcisse (d'après)	Convoi de blessés (1870)	gravure	H. : 33,6 ; L. : 43,8	1909	récolé-vu
FNAC 493 ; FNAC 78	LECLERE Théodore ; MULLER Charles-Louis (d'après)	L'Appel des condamnés, les dernières victimes de la Terreur	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 190	1898	récolé-vu
FNAC 1380	LACHENAL Edmond ; VIRION Charles-Louis-Eugène (d'après)	Poule et couleuvre	céramique	H. : 63 ; L. : 64 ; P. : 40	1902	récolé-vu
FNAC 1841	JOSEPH-RIGNAULT Emile ; WATTEAU Jean-Antoine (d'après)	Jupiter et Antiope	peinture à l'huile ; toile	H. : 70 ; L. : 105	1906	récolé-vu
FNAC PFH-1499	FATTORINI Eugène-Justin ; GUILLON Adolphe-Irénée (d'après)	Arrivée du Pardon de Sainte-Anne de Fouenant, Concarneau	eau-forte	H. : 34,1 ; L. : 27,7	1909	récolé-vu
FNAC 278 ; FNAC 2000	BAUDRAN Auguste-Alexandre ; LEONARDO DA VINCI (d'après)	La Joconde	peinture à l'huile ; toile	H. : 77 ; L. : 52	1909	récolé-vu

Annexe de l'arrêté n°18 du 2 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 116* du 19 mai 2006).

Liste des biens transférés à la ville de Verdun

Direction des musées de France :

Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines :

INV. ÉTAT	INV. MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
34 (n° d'envoi)	54.9.94	Oenoché à embouchure trilobée	bucchero ; décor incisé	H. : 20	1875	récolé-vu
53 (n° d'envoi)	54.9.86	Oenoché à embouchure trilobée	bucchero ; décor incisé	H. : 22 ; L. : 14	1875	récolé-vu
203 (n° d'envoi)	54.9.90	Olpe	bucchero	H. : 15	1875	récolé-vu
361 (n° d'envoi)	54.9.93	Canthare	bucchero	L. : 18	1875	récolé-vu
362 (n° d'envoi)	54.9.82	Canthare	bucchero ; décor incisé	H. : 80 ; L. : 17	1875	récolé-vu
480 (n° d'envoi)		Coupe	bucchero ; décor incisé	L. : 6,5	1875	récolé-vu
561 (n° d'envoi)	54.9.102	Oenoché à bec cylindrique	terre cuite orangée	H. : 23 ; L. : 11	1875	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures :

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
FNAC 1972	CARL-ROSA Mario	Village franc-comtois	peinture à l'huile ; toile	H. : 39 ; L. : 55	1908	récolé vu
INV 2001 ; B 335	anonyme (Flandres, XVIIe s.)	Saint François en prière	peinture à l'huile ; toile	H. : 56 ; L. : 45 (ovale)	1872	récolé-vu
INV 9362	anonyme (France, XVIIe s.) ; RIGAUD (d'après)	Portrait de Louis, duc de Bourgogne	peinture à l'huile ; toile	H. : 80 ; L. : 63	1872	récolé-vu
INV 6376 ; B 1826	anonyme ; VAN LOO (d'après)	Portrait en buste d'Etienne-François, duc de Choiseul, marquis de Stainville, en armure, portant le cordon bleu	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 60	1872	récolé-vu

Délégation aux arts plastiques :
Fonds national d'art contemporain :

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPOT	NOTES
FNAC PFH-2350	BASTIEN-LEPAGE Jules	la Chanson du Printemps	peinture à l'huile ; toile	H. : 149 ; L. : 101	1875	récolé-vu
FNAC 1093	BLOCH Alexandre	La Prise d'un drapeau prussien à Rezonville par le lieutenant Chabal ; Le drapeau de Mars-la-Tour	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 165	1903	récolé-vu
FNAC PFH-2352	BONNEFOY Henry-Arthur	Saint-Cassien, l'hiver	peinture à l'huile ; toile	H. : 128 ; L. : 150	1875	récolé-vu
FNAC PFH-2353	BOQUET Marie-Virginie ; BARTHOLOSE (d'après)	Vénus et les Amours	peinture sur porcelaine	H. : 22,5 ; L. : 19,5	1858	récolé-vu
FNAC 1461	CARL Jules-Antoine	Buste de Ligier-Richier	plâtre	H. : 58 ; L. : 55 ; P. : 30	1903	récolé-vu
FNAC FH 865-67	CUNY François-Eugène	Saint Sébastien	peinture à l'huile ; toile	H. : 163 ; L. : 130	1865	récolé-vu
FNAC 1613	DELOBRE Emile ; RIBERA (d'après)	Le Pied-bot	peinture à l'huile ; toile	H. : 162 ; L. : 93	1903	récolé-vu
FNAC PFH-2687 (3)	PREMIET Emmanuel	Un Sapeur	fonte ; bronze	H. : 26,5 ; L. : 9,5 ; P. : 9,5	1858	récolé-vu
FNAC PFH-2686 (3)	PREMIET Emmanuel	Un Zouave	fonte ; bronze	H. : 21	1858	récolé-vu
FNAC FH 868-207	KIENLIN Jules-Georges	Marie Stuart distribuant ses bijoux la veille de sa mort	peinture à l'huile ; toile	H. : 102 ; L. : 160	1868	récolé-vu
FNAC PFH-2355	LANCON Auguste-André	Morts en ligne, bataille de Bazeilles	peinture à l'huile ; toile	H. : 161 ; L. : 213	1875	récolé-vu
FNAC 56	LEFEBVRE Charles	L'Annonciation	peinture à l'huile ; toile	H. : 190 ; L. : 155	1879	récolé-vu
FNAC FH 862-159	LEROUX Louis-Hector	Une nouvelle vestale	peinture à l'huile ; toile	H. : 220 ; L. : 190	1863	récolé-vu
FNAC 1306	LEROUX Louis Hector	Frère et soeur	peinture à l'huile ; toile	H. : 212 ; L. : 111	1889	récolé-vu
FNAC 679	LEROUX-REVAULT Laura	L'Heure de l'attente	peinture à l'huile ; toile	H. : 148 ; L. : 93	1903	récolé-vu
FNAC 940	MARCHAL Léonide	Le Vaincu	peinture à l'huile ; toile	H. : 235 ; L. : 115	1887	récolé-vu
FNAC 215	MARCHAL Léonide	Tête de paysan ; étude	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 75	1883	récolé-vu
FNAC FH 866-231	ORTMANS François- Auguste	Souvenir des environs de Rome, effet du soir	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 150	1866	récolé-vu
FNAC FH 867-222	OUVRIE Pierre-Justin	Etretat	peinture à l'huile ; toile	H. : 78,5 ; L. : 133,5	1867	récolé-vu
FNAC PFH-2356	PATERNOSTRE Louis	Chevaux à l'écurie ; Intérieur d'écurie	peinture à l'huile ; toile	H. : 92 ; L. : 154	1874	récolé-vu
FNAC PFH-2357	PERREY Léon	L'Avare	taille ; marbre		1876	récolé-vu
FNAC PFH-2359	VALADON Jules-Emmanuel	Frère et soeur	peinture à l'huile ; toile	H. : 100,5 ; L. : 81,5	1875	récolé-vu

Annexe de l'arrêté n° 5 du 11 mai 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État, pris en application des dispositions de l'article L. 451-8 du code du patrimoine, au profit de la ville de Lille (arrêté publié au *J.O. n° 119* du 23 mai 2006).

N° D'INVENTAIRE DMF	ARTISTE	TITRE
DMF. 2004.1.5	Barocci Federico	Tête de saint Joseph
DMF. 2004.1.6	Barocci Federico	Sainte Femme
DMF. 2004.1.7	Barocci Federico	Enée portant Anchise sur ses épaules
DMF. 2004.1.31	Cavaliere d'Arpino	Moïse tenant les Tables de la Loi
DMF. 2004.1.32	Cavaliere d'Arpino	David et Goliath
DMF. 2004.1.33	Daniele da Volterra	Homme drapé assis
DMF. 2004.1.34	Daniele da Volterra	Massacre des Innocents
DMF. 2004.1.42	Ecole romaine, fin XVe siècle	Scène de bataille
DMF. 2004.1.43	Ecole romaine, XVIe siècle	Vierge à l'Enfant
DMF. 2004.1.52	Giovanni da Udine ou Perino del Vaga	Deux études de tête d'aigle
DMF. 2004.1.53	Giulio Romano	L'enlèvement d'Europe
DMF. 2004.1.54	Giulio Romano	Neptune sur son char
DMF. 2004.1.73	Perino del Vaga	Dessin pour une lunette
DMF. 2004.1.74	Perino del Vaga	Dessin pour un plat : personnages mythologiques et animaux marins
DMF. 2004.1.75	Perino del Vaga	Etudes de femmes richement vêtues et d'un homme
DMF. 2004.1.80	Polidoro da Caravaggio	La Sainte Famille et le petit saint Jean
DMF. 2004.1.81	Polidoro da Caravaggio	Groupes de figures
DMF. 2004.1.82	Polidoro da Caravaggio	<i>recto</i> : Etude de deux figures, l'une assise de profil <i>Verso</i> : Etude d'une jambe et d'une figure assise
DMF. 2004.1.87	Raffaellino da Reggio	Apelle peignant Campaspe
DMF. 2004.1.88	Raphaël, atelier de (Giovanni da Udine ?)	Le Sacrifice de Caïn et Abel
DMF. 2004.1.89	Roncalli Cristoforo Atelier	Figure drapée
DMF. 2004.1.101	Zuccaro Federico	Le pape Alexandre III recevant l'empereur Frédéric Barberousse devant la basilique Saint Marc
DMF. 2004.1.102	Zuccaro Federico	Groupe de personnages debout et agenouillés
DMF. 2004.1.103	Zuccaro Taddeo	Soldats pesant leur butin
DMF. 2004.1.104	Zuccaro Taddeo	<i>recto</i> : Etude de personnage drapé tenant un sceptre <i>Verso</i> : Etude de personnage drapé tenant un sceptre
DMF. 2004.1.105	Zuccaro Taddeo ?	Scène d'après l'antique



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Sous-direction de l'Archéologie, de l'Ethnologie, de l'Inventaire et du Système d'Information

L'AGRÈMENT POUR LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

1. L'agrément délivré par l'État aux opérateurs d'archéologie préventive

1.1. A quoi sert l'agrément d'opérateur d'archéologie préventive ?

Délivré par l'État, l'agrément garantit la qualité scientifique et opérationnelle d'une entité, publique ou privée, afin qu'elle puisse procéder à la réalisation d'opérations d'archéologie préventive.

L'agrément diffère selon la nature de ces opérations :

- Le diagnostic

Le diagnostic vise, par des études, prospections ou travaux de terrain, à mettre en évidence et à caractériser les éléments du patrimoine archéologique éventuellement présents sur le site et à en présenter les résultats dans un rapport.

Le diagnostic est prescrit par un arrêté du préfet de région territorialement compétent qui l'attribue à un opérateur, conformément à l'article 27 du décret n°2004-90 du 3 juin 2004. L'opérateur ainsi désigné assure la maîtrise d'ouvrage du diagnostic, réalisé en fonction des prescriptions édictées par l'État (arrêté du préfet de région).

Le diagnostic est financé par une redevance prélevée, indépendamment de l'existence d'une prescription de diagnostic, sur des projets d'aménagement publics ou privés qui affectent le sous-sol.

Les opérations de diagnostics archéologiques ne peuvent être confiées qu'à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) ou à un service archéologique de collectivité territoriale bénéficiant de l'agrément de l'État.

- La fouille d'archéologie préventive

La fouille d'archéologie préventive vise, par des études, des travaux de terrain et de laboratoire, à recueillir les données archéologiques présentes sur le site, à en faire l'analyse, à en assurer la compréhension et à en présenter les résultats dans un rapport final.

Les prescriptions de fouille archéologique sont édictées par l'État (arrêté du préfet de région) et assorties d'un cahier des charges scientifique.

La prescription de fouille est notifiée à l'aménageur qui porte le projet de travaux générant la fouille. Cet aménageur est le maître d'ouvrage de la fouille. A ce titre, il choisit un opérateur, le cas échéant après une mise en concurrence dans les conditions prévues par l'article 39 du décret du 3 juin 2004.

Les opérations de fouilles d'archéologie préventive peuvent donc être réalisées soit :

- par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP),
- par un service archéologique de collectivité territoriale bénéficiant de l'agrément délivré par l'État,
- par toute personne ou structure de droit public ou privé titulaire de l'agrément délivré par l'État.

1.2. *Qui peut demander l'agrément pour la réalisation d'opérations d'archéologie préventive ?*

La réalisation d'opérations d'archéologie préventive (diagnostics et fouilles) par un organisme autre que l'INRAP suppose l'obtention de l'agrément délivré par l'État. On distingue deux catégories de candidats à l'agrément.

1.2.1 Les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales

Une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales peut solliciter, auprès du ministre chargé de la culture, la délivrance d'un agrément pour la réalisation de **diagnostics** et/ou pour la réalisation de **fouilles**.

L'agrément pour diagnostics : l'article 73 du décret du 3 juin 2004 limite explicitement la portée de l'agrément pour la réalisation de diagnostics au territoire de la collectivité concernée.

Cette limitation territoriale s'entend strictement. Ainsi, une commune dotée d'un service archéologique agréé ne peut réaliser que les diagnostics prescrits sur son propre territoire. Le fait que cette commune soit incluse dans un groupement de communes (communautés de communes...) ne lui permet pas d'intervenir pour la réalisation d'un diagnostic prescrit sur le territoire d'une autre commune membre de ce groupement.

Les services archéologiques de collectivités territoriales agréés peuvent opter soit pour la réalisation de l'ensemble des diagnostics, et ce pendant une durée minimale de 3 ans, soit seulement pour des réalisations au cas par cas (cf. Code du patrimoine, livre V, art. L. 523-4). Il n'est pas obligatoire de préciser ce choix lors de la demande d'agrément, mais cela est vivement conseillé.

L'agrément pour fouilles : l'article 74 du décret n'assortit l'agrément pour l'exécution de fouilles d'aucune limitation territoriale, le service qui en dispose peut donc valablement réaliser des fouilles sur l'ensemble du territoire national.

Cas particuliers des services de collectivités ou groupements de collectivités agréés antérieurement en application de l'article 9 de la loi du 17 janvier 2001.

Dans sa version initiale, la loi de 2001 avait instauré une forme d'agrément permettant à des services de collectivités territoriales de réaliser, à la demande de l'INRAP, les opérations d'archéologie préventive générées par des travaux d'aménagement réalisés par cette collectivité pour elle-même.

La suppression du monopole de l'INRAP issue de la loi du 1^{er} août 2003 a conduit à la mise en place d'une nouvelle forme d'agrément dont les titulaires deviennent des opérateurs d'archéologie préventive à part entière (nouvel article 3-1 introduit dans la loi de 2001 par la loi de 2003, devenu article L. 522-8 du code du patrimoine).

La loi du 1^{er} août 2003 organise, pour les collectivités territoriales, une certaine forme de continuité entre ces deux types d'agrément. Ainsi, l'article 16-I de la loi du 1^{er} août 2003 dispose que : « L'agrément prévu au troisième alinéa de l'article 3-1 de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 précitée est attribué aux services agréés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi dès lors que la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales dont ils relèvent en fait la demande ».

L'actualisation de l'agrément délivré en application des dispositions initiales de la loi du 17 janvier 2001 pour correspondre aux nouvelles conditions posées par la loi du 1^{er} août 2003 est un droit pour le service concerné. Il est toutefois indispensable que la collectivité dont il relève en fasse la demande. A défaut, l'agrément délivré sur le fondement des dispositions initiales (article 9 de la loi de 2001) n'est plus valide et le service archéologique ne peut être regardé comme un opérateur agréé au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Toutefois, le libellé de l'article 16-I ne fait pas obstacle à ce que le service intéressé présente sa demande de confirmation pendant la durée de validité de l'agrément initialement délivré.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 78 du décret du 3 juin 2004, selon lesquelles l'opérateur doit informer le ministre de tout changement substantiel affectant les conditions au vu desquelles l'agrément a été délivré, s'appliquent également à ces services.

1.2.2 Les personnes et/ou organismes de droit public ou privé

Les personnes et/ou organismes autres que les collectivités territoriales ne peuvent solliciter **que l'agrément pour la réalisation de fouilles** d'archéologie préventive.

Selon l'article L. 523-8 du code du patrimoine, cet agrément peut être délivré à « toute autre personne de droit public ou privé » ; il peut donc s'agir d'une personne physique ou morale, d'un établissement public, d'une association, d'une société commerciale, d'une structure de droit étranger...

Organismes appartenant à un État membre de l'Union Européenne

L'organisme archéologique originaire d'un État membre de l'Union Européenne peut réaliser des fouilles préventives sur le territoire français, dans la mesure où il aura obtenu l'agrément nécessaire à tout opérateur. Toutefois, si un système d'agrément est déjà prévu par son État d'origine, le demandeur pourra s'en prévaloir sous réserve de l'appréciation de l'équivalence de cet agrément à celui prévu par la réglementation française. La circonstance selon laquelle le demandeur ne possède pas de résidence administrative en France ne peut constituer un motif de refus de l'agrément.

En outre, le mobilier archéologique issu d'une fouille d'archéologie préventive est provisoirement classé au titre des monuments historiques pendant le temps de son étude, dont la durée ne peut excéder 2 ans, jusqu'à sa remise au représentant de l'État pour règlement de son attribution définitive. A ce titre les conditions de sortie du territoire national sont strictement encadrée et sont rarement réunies lors de la phase d'étude.

Il est donc vivement recommandé aux organismes étrangers souhaitant obtenir l'agrément pour la réalisation de fouilles de disposer des infrastructures nécessaires à l'étude du mobilier sur le territoire national.

2. Demander un agrément pour devenir opérateur d'archéologie préventive

2.1 Formalisation et contenu de la demande

La demande d'agrément doit être rédigée en français et doit contenir les pièces justificatives correspondant aux critères fixés par l'article 76 du décret du 3 juin 2004.

Pour le détail des pièces à fournir, cf. ci-après « Dossiers de candidature : principales recommandations »

La demande, faite à l'attention du ministre chargé de la Culture, est adressée en 2 exemplaires, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'adresse suivante :

Direction de l'architecture et du patrimoine
Sous-direction de l'archéologie, de l'ethnologie, de l'inventaire et du système d'information
182, rue Saint-Honoré
75033 Paris Cedex 01

Une copie de la demande doit également être transmise au préfet de région territorialement compétent.

Le candidat doit préciser explicitement la nature de l'agrément sollicité : diagnostics et/ou fouilles.

Rappel : s'il s'agit d'une collectivité territoriale, la demande peut porter sur les diagnostics et/ou les fouilles. S'il s'agit d'une autre personne publique ou privée, la demande ne peut porter que sur les fouilles.

Concernant l'agrément pour diagnostic, bien que cela ne soit pas obligatoire, la collectivité territoriale peut indiquer si elle entend opter pour la réalisation de tous les diagnostics prescrits sur son territoire ou seulement pour des réalisations au cas par cas.

La demande d'agrément pour la réalisation de fouilles préventives peut être limitée à une période chronologique ou à un domaine de l'archéologie préventive, selon les compétences de l'opérateur. Il est donc indispensable de détailler les champs de compétence scientifique de l'équipe constituant le service/la structure spécialisée en archéologie préventive.

Si le dossier est incomplet, le ministre sollicite les pièces manquantes par lettre recommandée avec avis de réception. Les pièces complémentaires doivent avoir été produites dans un délai d'un mois, sinon le demandeur est réputé avoir renoncé tacitement à la demande.

2.2 Dossier de candidature : principales recommandations

2.2.1 La constitution du dossier

Le contenu des dossiers de demande d'agrément des opérateurs d'archéologie préventive est énoncé par l'article 76 du chapitre IX du décret du 3 juin 2004 (*cf. infra 4.4*).

Il est vivement conseillé aux candidats à l'agrément de préciser le plus clairement possible chacun des points constitutifs du dossier afin d'en faciliter l'examen par l'État pour ce qui concerne les documents de type administratif et par le Conseil national de la recherche archéologique (CNRA) pour les informations d'ordre scientifique.

Les recommandations qui suivent détaillent les points essentiels qui doivent être développés.

2.2.2 Recommandations

Offre fonctionnelle

- Historique et conditions de la création du service/de la structure d'archéologie préventive, nature de la structure (place du service dans l'organigramme d'une collectivité territoriale ; organigramme du service).
- Copie du *Journal Officiel* ou de la décision de création et statuts pour les associations.
- Expérience passée en matière d'archéologie programmée, préventive, diagnostics, prospections... collaborations diverses...
- Objectifs du service/de la structure en tant qu'opérateur agréé (préciser clairement si l'agrément porte sur la réalisation de diagnostics et/ou fouilles pour les services de collectivités territoriales ; sur la réalisation de fouilles pour les autres entités avec l'aire géographique pressentie pour la réalisation des fouilles s'il n'est pas envisagé de couvrir tout le territoire ; préciser aussi les périodes et domaines techniques de prédilection en fonction de la qualification des membres de l'équipe...).
- Profil scientifique et technique du futur opérateur.
- Qualifications générales et profil précis envisagé pour chacun des membres au sein de la structure.

Ressources humaines

- Organigramme détaillé du personnel, avec synthèse des qualifications par périodes et domaines de spécialités techniques et scientifiques.
- Statut des personnes au sein du service/de la structure :
 - * titulaire/contractuel ; corps/grade pour les collectivités territoriales,
 - * CDI/CDD ; temps plein/temps partiel... pour les structures de droit public ou privé,
 - * modalités précises du recrutement (profil de poste ; inscription budgétaire ; promesse d'embauche...) dans le cas de services/structures en cours de création.
- *Curriculum vitae* détaillés
 - * cursus de formation, titres universitaires...,
 - * expérience professionnelle en matière de prospections, diagnostics, archéologie programmée et surtout en archéologie préventive,
 - * détail des opérations (lieu, dates, période et nature du site, responsable de la direction de l'opération, fonction et responsabilités réelles sur le terrain et éventuellement en post-fouille...),
 - * activités scientifiques annexes, participation et communication à des colloques, congrès...,
 - * formation technique et scientifique complémentaire, notamment pour la sécurité des chantiers...,
 - * liste des rapports d'opérations et/ou de PCR..., en tant qu'auteur principal ou participant, avec intitulé complet y compris n° de site, pagination, avis de la CIRA si possible ou date d'examen par celle-ci,
 - * bibliographie hiérarchisée et paginée, avec la part de contribution en cas de collaboration,
 - * exemple(s) de rapports et/ou de publications (à fournir en un seul exemplaire).

Ressources opérationnelles

- Budget financier prévisionnel propre au service/à la structure, détaillant les ressources spécifiquement consacrées à l'archéologie.
- Bilan financier de l'année précédente.
- Rapport moral et financier de la dernière assemblée générale pour les associations / rapport d'activité / comptes de résultat.
- Déclaration sur l'honneur (art. 45/4 du code des marchés publics) pour les personnes de droit privé, EPIC, associations.

- Présentation détaillée des moyens techniques dont dispose la structure, pour la réalisation des diagnostics et opérations d'archéologie préventive :

- * locaux (adresse, surfaces de travail, de stockage, éventuellement plan(s) et photographies...),
- * équipement informatique, dessin, photo...,
- * équipement topographique, relevé...,
- * ressources documentaires...,
- * matériel de chantier, matériel de sécurité...,
- * matériel d'analyse,
- * véhicules.

Activités annexes d'étude, de valorisation et d'animation du patrimoine

Cette part de l'activité des services/structures, souvent non négligeable, est à distinguer de l'activité fondamentale pour laquelle les opérateurs sont agréés.

2.3 Examen du dossier et décision

L'instruction administrative et la vérification du caractère complet des dossiers est assuré par la sous-direction de l'archéologie, de l'ethnologie, de l'inventaire et du système d'information.

2.3.1. Consultation obligatoire : examen par le CNRA

Le Conseil national de la recherche archéologique (CNRA) est plus particulièrement chargé de l'examen des compétences scientifiques des postulants à l'agrément.

Les dossiers de demande d'agrément, une fois qu'ils sont réputés complets, sont adressés pour expertise à deux des membres du CNRA lequel peut également entreprendre des consultations annexes complémentaires. Lors de ses séances plénières (quatre fois par an) ou de la tenue de ses délégations permanentes, le CNRA prend connaissance de l'expertise des dossiers et se prononce sur les capacités scientifiques des services/structures indispensables pour mener à bien des opérations de diagnostic et/ou de fouilles d'archéologie préventive.

A l'issue des débats, un vote à bulletin secret a lieu. Selon les résultats du vote, un avis du CNRA (favorable ou défavorable) et formulé, assorti le cas échéant, sur l'agrément pour fouilles, de prescriptions sur les périodes et domaines techniques pour lesquels l'agrément peut être accordé.

2.3.2. Consultation du service régional de l'archéologie

Le service régional de l'archéologie est systématiquement consulté sur la base du dossier de demande.

2.3.3. Décision

La décision est prise conjointement par le ministre chargé de la Culture et par le ministre chargé de la Recherche. Elle doit être prise dans un délai de trois mois à compter de la réception du dossier complet qui est signifiée officiellement par un accusé de réception émanant des services de l'État.

À défaut de décision prise dans le délai de 3 mois

- l'agrément est accordé tacitement pour la réalisation des diagnostics,
- la demande pour la réalisation de fouilles d'archéologie préventive est tacitement rejetée.

Motivation de la décision

L'arrêté délivrant l'agrément énonce les conditions au vu desquelles il est accordé.

Il précise notamment, pour la réalisation de fouilles d'archéologie préventive, les périodes chronologiques pour lesquelles les membres de l'équipe archéologique sont réputés compétents et ont obtenu l'agrément :

- * Paléolithique
- * Néolithique
- * Protohistoire / âges des Métaux
- * Gallo-romain
- * Moyen Âge
- * Époque moderne
- * Époque contemporaine

L'agrément peut aussi être délivré pour des domaines spécifiques tels que :

- * archéologie subaquatique/sous-marine
- * archéologie minière
- * archéologie du bâti...

Publicité de la décision

La décision d'agrément est notifiée au demandeur et l'arrêté est publié au *Journal officiel* de la République française.

Les refus d'agrément ne font pas l'objet d'une publication au Journal officiel de la République française. La liste des opérateurs agréés est consultable sur le site internet institutionnel du ministère de la culture : <http://www.culture.gouv.fr>

3. Conditions de la modification de l'agrément d'opérateur d'archéologie préventive**3.1 Changement substantiel des conditions au vu desquelles l'agrément a été accordé****3.1.1. Notion de « changement substantiel »**

L'agrément est délivré au vu des conditions détaillées dans le dossier de demande d'agrément.

Le changement peut donc porter sur les qualifications des personnels, sur de nouveaux recrutements élargissant le champ opératoire, sur l'organisation administrative, les capacités techniques, financières...

La notion de changement substantiel recouvre en tout état de cause toute modification conséquente pour la réalisation des diagnostics et/ou fouilles telle que définie dans l'agrément.

3.1.2. Conséquences

Le titulaire de l'agrément est tenu d'informer le ministre chargé de la Culture dans un délai de deux mois suivant le changement.

Le changement substantiel peut entraîner une modification de l'agrément, notamment, dans le cas des fouilles, une extension ou une diminution des périodes pour lesquelles le service est réputé compétent. Il peut aussi donner lieu à un retrait de l'agrément. Toutefois, le retrait n'est pas automatique ; il convient en effet d'apprécier les conséquences du changement.

Extension, réduction ou retrait d'agrément sont décidés dans les mêmes formes que la décision délivrant l'agrément.

3.2 Modification, renouvellement et retrait de l'agrément

L'agrément est valable 5 ans et est renouvelable dans les mêmes conditions que l'agrément initial, sur demande du bénéficiaire.

Les périodes chronologiques ou domaines spécifiques peuvent être modifiés à la demande du bénéficiaire et selon la même procédure.

L'agrément peut être retiré par décision conjointe des ministres chargés de la Culture et de la Recherche, si l'une des modifications suivantes est constatée :

- * l'organisme ne remplit plus l'une des conditions de l'agrément,
- * les obligations prévues par le décret n'ont pas été respectées,
- * des manquements graves et répétés dans l'exécution des opérations archéologiques ont été constatés,
- * des mises en demeure, prononcées par le service régional de l'archéologie dans le cadre de la mission de contrôle, sont restées infructueuses.

La procédure du retrait se déroule comme suit :

- * information préalable de l'intention de retirer l'agrément et des motifs,
- * délai minimum d'un mois laissé à l'organisme afin qu'il puisse présenter ses observations écrites,
- * consultation du CNRA,
- * arrêté publié au *Journal officiel* de la République française.

4. Les textes de référence

4.1. Code du patrimoine, livre V

Article L522-7

Les services archéologiques des collectivités territoriales sont organisés et financés par celles-ci. Ces services sont soumis au contrôle scientifique et technique de l'État.

Article L522-8

Pour pouvoir réaliser des opérations de diagnostic et de fouilles d'archéologie préventive selon les modalités prévues aux articles L. 523-4, L. 523-5 et L. 523-7 à L. 523-10, les services mentionnés à l'article L. 522-7 doivent avoir été préalablement agréés. L'agrément est attribué, à la demande de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales dont relève le service, par l'autorité administrative. A défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, l'agrément est réputé attribué.

Article L523-4

Les services archéologiques qui dépendent d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales établissent, sur décision de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement, dans les mêmes conditions que l'établissement public, les diagnostics d'archéologie préventive relatifs à : a) Soit une opération d'aménagement ou de travaux réalisée sur le territoire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales ; b) Soit, pendant une durée minimale de trois ans, l'ensemble des opérations d'aménagement ou de travaux réalisées sur le territoire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales. Lorsque son organe délibérant en a ainsi décidé, une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, doté d'un service archéologique, est compétent pour se livrer aux opérations mentionnées au présent article sur son territoire alors même que ce dernier serait inclus dans le ressort d'une autre collectivité territoriale également dotée d'un service archéologique.

Article L523-6

Les collectivités territoriales peuvent recruter pour les besoins de leurs services archéologiques, en qualité d'agents non titulaires, les agents de l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1 qui bénéficient d'un contrat à durée indéterminée. Les agents ainsi recrutés conservent, sur leur demande, le bénéfice des stipulations de leur contrat antérieur relatives à sa durée indéterminée, à la rémunération qu'ils percevaient et à leur régime de retraite complémentaire et de prévoyance. Ils conservent, en outre, le bénéfice des stipulations de leur contrat antérieur qui ne dérogent pas aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

Article L523-8

La réalisation des opérations de fouilles d'archéologie préventive mentionnées à l'article L. 522-1 incombe à la personne projetant d'exécuter les travaux ayant donné lieu à la prescription. Celle-ci fait appel, pour leur mise en œuvre, soit à l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1, soit à un service archéologique territorial, soit, dès lors que sa compétence scientifique est garantie par un agrément délivré par l'État, à toute autre personne de droit public ou privé. Lorsque la personne projetant d'exécuter les travaux est une personne privée, l'opérateur de fouilles ne peut être contrôlé, directement ou indirectement, ni par cette personne ni par l'un de ses actionnaires. Pour un lotissement ou une zone d'aménagement concerté, la personne publique ou privée qui réalise ou fait réaliser le projet d'aménagement assure les opérations de fouilles pour l'ensemble du projet d'aménagement.

4.2. Décret du 3 juin 2004, chapitre IX : Agrément des opérateurs d'archéologie préventive

Agrément pour la réalisation de diagnostics

Art. 73. - L'agrément pour la réalisation de diagnostics ne peut être délivré qu'aux services archéologiques de collectivités territoriales ou de groupement de collectivités territoriales. Il permet de réaliser tous types d'opérations de diagnostic prescrites dans le ressort territorial de la collectivité ou du groupement de collectivités dont relève le service archéologique.

Agrément pour la réalisation des fouilles

Art. 74. - L'agrément pour l'exécution des fouilles peut être délivré aux services archéologiques de collectivités territoriales ou de leurs groupements ainsi qu'à toute personne de droit public ou privé. Il peut être limité à certains domaines de la recherche archéologique.

La demande d'agrément précise éventuellement les domaines souhaités.

Dispositions communes

Art. 75. - Les agréments prévus aux articles 73 et 74 sont délivrés par arrêté conjoint du ministre chargé de la Culture et du ministre chargé de la Recherche aux services et personnes de droit public ou privé mentionnés auxdits articles, qui disposent de personnels permanents justifiant des qualifications requises en matière d'archéologie et de conservation du patrimoine, ainsi que de la capacité administrative, technique et financière de réaliser les opérations d'archéologie préventive susceptibles de leur être confiées, dans les conditions exigées par le présent décret. Les qualifications requises sont fixées par arrêté du ministre chargé de la Culture.

Art. 76. - Le dossier de demande d'agrément comporte**I. - Pour l'ensemble des demandeurs**

1° Les qualifications, le statut, les spécialités et l'expérience professionnelle, dans le domaine de la recherche archéologique, des personnels employés par le service ou l'entité dont l'agrément est demandé ;

2° La capacité technique et financière du service ou de l'entité ;

3° L'organisation administrative du service ou de l'entité ainsi que sa place dans l'organisme dont il relève.

II. - Pour les personnes de droit privé et les établissements publics industriels et commerciaux

1° La présentation générale de l'organisme et le bilan financier ;

2° Un descriptif de l'activité de l'entreprise dans le domaine de l'archéologie ;

3° La déclaration sur l'honneur prévue à l'article 45 (4°) du code des marchés publics ;

4° Et lorsque l'agrément est sollicité par une association :

a) Un exemplaire ou une copie du *Journal officiel* de la République française contenant l'insertion mentionnée à l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, ou, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, une copie de la décision du tribunal d'instance ou de la juridiction supérieure inscrivant l'association ;

b) Le rapport moral et le rapport financier approuvés lors de la dernière assemblée générale.

Art. 77. - La demande d'agrément est adressée au ministre chargé de la Culture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Une copie du dossier est adressée au préfet de région territorialement compétent. Lorsque le dossier est incomplet, le ministre sollicite les pièces manquantes dans les mêmes formes.

À défaut de production de ces pièces dans le mois suivant la réception de la lettre du ministre, le demandeur est réputé avoir renoncé à sa demande.

Le ministre chargé de la Culture et le ministre chargé de la recherche se prononcent, après consultation du Conseil national de la recherche archéologique, dans un délai de trois mois à compter de la réception du dossier complet.

En cas de demande d'agrément pour la réalisation de diagnostic, l'absence de décision expresse à l'expiration de ce délai vaut agrément. Dans les autres cas, l'absence de notification de décision dans ce délai vaut rejet de la demande.

L'arrêté délivrant l'agrément énonce les conditions au vu desquelles l'agrément est accordé. Il est notifié au demandeur et publié au *Journal officiel* de la République française.

Art. 78. - L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans.

Il est renouvelable à la demande du bénéficiaire dans les mêmes conditions que l'agrément initial. Les époques ou domaines pour lesquels l'agrément a été attribué peuvent être modifiés, à la demande du bénéficiaire et selon la même procédure.

Le ministre chargé de la Culture est informé par l'organisme dans un délai de deux mois de tout changement substantiel affectant les conditions au vu desquelles l'agrément a été accordé.

Art. 79. - L'agrément peut être retiré par arrêté conjoint du ministre chargé de la culture et du ministre chargé de la recherche lorsque l'organisme agréé ne remplit plus l'une des conditions au vu desquelles il a été agréé, ainsi qu'en cas de non-respect des obligations prévues par le présent décret, de manquements graves ou répétés dans l'exécution des opérations archéologiques ou de mises en demeure prononcées en application de l'article 55 et demeurées infructueuses.

Le ministre chargé de la Culture notifie au titulaire les raisons pour lesquelles il est envisagé de retirer l'agrément et lui impartit un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, pour présenter ses observations écrites, qui sont portées à la connaissance du Conseil national de la recherche archéologique, consulté préalablement à la décision de retrait. L'arrêté de retrait est publié au *Journal officiel* de la République française.

4.3. Arrêté du 8 juillet 2004 portant définition des qualifications requises des personnels des services et personnes de droit public ou privé candidats à l'agrément d'opérateur d'archéologie préventive

Le ministre de la culture et de la communication, vu le code du patrimoine, notamment son livre V, articles L. 522-8 et L. 523-8 ; vu le décret no 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment son article 75, arrête :

Art. 1^{er}. - Les personnels permanents dépendant des services archéologiques de collectivités territoriales ou d'autres personnes de droit public ou privé candidats à l'agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive en application des articles 73 et 74 du décret du 3 juin 2004 susvisé doivent présenter les qualifications définies par le présent arrêté.

Art. 2. - Présentent les qualifications requises pour exercer les responsabilités scientifiques liées à la réalisation des opérations d'archéologie préventive dans un service archéologique dépendant d'une collectivité territoriale :

- a) Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois de conservateur territorial du patrimoine ou d'attaché territorial de conservation du patrimoine ;
- b) Les agents contractuels titulaires d'un diplôme d'archéologie sanctionnant soit un second cycle d'études supérieures, soit un master, soit un travail de recherche de type doctorat, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, inscrit au répertoire national de la certification professionnelle, ou d'un diplôme d'enseignement supérieur de même niveau homologué ;
- c) Les agents contractuels justifiant d'une formation initiale autre que celle définie à l'alinéa précédent, complétée par une expérience professionnelle de responsabilité d'au moins trois ans sur des chantiers ou dans des services archéologiques, ayant donné lieu à des publications archéologiques ;
- d) Les agents contractuels qui ont exercé des responsabilités scientifiques équivalentes pendant au moins trois ans antérieurement à la date de publication du présent arrêté dans un service archéologique, en France ou à l'étranger.

Art. 3. - Présentent les qualifications requises pour exercer les responsabilités scientifiques liées à la réalisation des opérations d'archéologie préventive au sein d'un établissement public de recherche ou d'enseignement supérieur :

- a) Les fonctionnaires appartenant aux corps de directeurs de recherche, chargés de recherche, professeurs ou assimilés, maîtres de conférences, conservateurs du patrimoine, ingénieurs de recherche ou ingénieurs d'étude ;
- b) Les agents contractuels titulaires d'un diplôme d'archéologie sanctionnant soit un second cycle d'études supérieures, soit un master, soit un travail de recherche de type doctorat, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, inscrit au répertoire national de la certification professionnelle, ou d'un diplôme d'enseignement supérieur de même niveau homologué ;
- c) Les agents contractuels justifiant d'une formation initiale autre que celle définie à l'alinéa précédent, complétée par une expérience professionnelle de responsabilité d'au moins trois ans sur des chantiers ou dans des services archéologiques, en France ou à l'étranger, ayant donné lieu à des publications archéologiques ;
- d) Les agents contractuels qui ont exercé des responsabilités scientifiques équivalentes pendant au moins trois ans antérieurement à la date de publication du présent arrêté dans un service archéologique, en France ou à l'étranger.

Art. 4. - Présentent les qualifications requises pour exercer les responsabilités scientifiques liées à la réalisation des opérations de fouilles dans un service archéologique dépendant d'une personne de droit privé :

- a) Les personnes titulaires d'un diplôme d'archéologie sanctionnant soit un second cycle d'études supérieures, soit un master, soit un travail de recherche de type doctorat, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, inscrit au répertoire national de la certification professionnelle, ou d'un diplôme d'enseignement supérieur de même niveau homologué ;
- b) Les personnes justifiant d'une formation initiale autre que celle définie à l'alinéa précédent, complétée par une expérience professionnelle de responsabilité d'au moins trois ans sur des chantiers ou dans des services archéologiques, en France ou à l'étranger, ayant donné lieu à des publications archéologiques ;
- c) Les personnes qui ont exercé des responsabilités scientifiques équivalentes pendant au moins trois ans antérieurement à la date de publication du présent arrêté dans un service archéologique, en France ou à l'étranger.

Art. 5. - Présentent les qualifications requises pour exercer les activités techniques liées à la réalisation des opérations d'archéologie préventive dans un service archéologique dépendant d'une collectivité territoriale :

- a) Les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois d'assistant territorial qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques et d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques ;
- b) Les agents contractuels justifiant soit d'un diplôme de niveau au moins égal au brevet de technicien supérieur, au diplôme universitaire de technologie ou au baccalauréat de l'enseignement secondaire, soit d'un certificat d'aptitude professionnelle dans leur spécialité et d'une expérience professionnelle d'au moins une année sur des chantiers archéologiques.

Art. 6. - Présentent les qualifications requises pour exercer les activités techniques liées à la réalisation des opérations d'archéologie préventive au sein d'un établissement public de recherche ou d'enseignement supérieur :

- a) Les fonctionnaires relevant d'un corps de techniciens de recherche ;
- b) Les agents contractuels justifiant soit d'un diplôme de niveau au moins égal au brevet de technicien supérieur, au diplôme universitaire de technologie ou au baccalauréat de l'enseignement secondaire, soit d'un certificat d'aptitude professionnelle dans leur spécialité et d'une expérience professionnelle d'au moins une année sur des chantiers archéologiques.

Art. 7. - Présentent les qualifications requises pour exercer les activités techniques liées à la réalisation des opérations d'archéologie préventive dans un service archéologique dépendant d'une personne de droit privé les personnes justifiant soit d'un diplôme de niveau au moins égal au brevet de technicien supérieur, au diplôme universitaire de technologie ou au baccalauréat de l'enseignement secondaire, soit d'un certificat d'aptitude professionnelle dans leur spécialité et d'une expérience professionnelle d'au moins une année sur des chantiers archéologiques.

4.4. Pour mémoire, concernant les services de collectivités territoriales agréés avant l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} août 2003 : art. 16-I

« L'agrément prévu au troisième alinéa de l'article 3-1 de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 précitée est attribué aux services agréés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi dès lors que la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales dont ils relèvent en fait la demande. »

Annexe de l'arrêté du 12 juin 2006 (publié au J.O n° 144 du 23 juin 2006 texte n° 53) relatif à l'examen du diplôme d'État de professeur de musique sur épreuves modifiant l'annexe de l'arrêté du 16 juin 2003 publiée au *Bulletin officiel* n° 137 du ministère de la culture et de la communication, modifiée par l'annexe de l'arrêté du 22 avril 2004 publiée au *Bulletin officiel* n° 142 du ministère de la culture et de la communication et l'annexe de l'arrêté du 9 mai 2005 publiée au *Bulletin officiel* n° 149 du ministère de la culture et de la communication.

Nature des épreuves de l'examen du diplôme d'État de professeur de musique

2 - ENSEIGNEMENT DE LA FORMATION MUSICALE

I.- Épreuves d'admissibilité

1 - Épreuve d'interprétation

Cette épreuve fait appel à la spécialité musicale du candidat et s'entend toutes esthétiques confondues : classique, musique ancienne, jazz, musiques actuelles, musique traditionnelle. Le candidat choisit une dominante. Ce choix est précisé lors de l'inscription.

a) Dominante vocale ou instrumentale : le candidat présente un programme libre, vocal ou instrumental, en soliste ou accompagné par un ou plusieurs musiciens de son choix.

Durée de l'épreuve : quinze minutes ; coefficient 3.

b) Dominante direction de chœur : séance de travail avec un ensemble vocal (enfants ou adultes), sur une œuvre choisie par le jury dans une liste de trois œuvres, communiquée au candidat deux mois avant la date des épreuves. Cette séance se termine par un enchaînement de l'œuvre. Un piano est mis à la disposition du candidat.

Durée de l'épreuve : quinze minutes ; coefficient 3.

c) Dominante direction d'ensemble instrumental : séance de travail avec un petit ensemble instrumental sur une œuvre choisie par le jury dans une liste de trois œuvres, communiquée au candidat deux mois avant la date des épreuves. Cette séance se termine par un enchaînement de l'œuvre.

Durée de l'épreuve : quinze minutes ; coefficient 3.

d) Dominante écriture :

- réalisation d'un choral

- orchestration ou arrangement d'un texte musical court

Durée de l'épreuve : une heure ; coefficient 3.

e) Dominante culture :

- dissertation sur un sujet imposé au moment de l'épreuve

Durée de l'épreuve : une heure ; coefficient 3.

2 - Épreuves de culture musicale

A - Analyse écrite, guidée par un questionnaire, d'une œuvre ou d'un extrait d'œuvre. Le candidat dispose de la partition. Deux œuvres sont proposées au choix du candidat : l'une d'écriture classique, l'autre de caractère jazz ou musiques actuelles.

Durée de l'épreuve : deux heures ; coefficient 1.

B - Entretien portant sur les connaissances musicales du candidat.

Durée de l'épreuve : dix minutes ; coefficient 1.

II. - Épreuves d'admission

1 - Épreuve écrite d'écoute

À partir de l'audition d'un court fragment d'une œuvre instrumentale polyphonique diffusé cinq fois, le candidat doit compléter un texte présentant des parties manquantes : rythmes, fragments mélodiques et harmoniques, timbres, dynamiques.

Le temps de reconstitution du texte est égal au triple de la durée du fragment d'œuvre, coefficient 1.

2 - Épreuves techniques

A - Déchiffrage au piano ou au synthétiseur de l'accompagnement d'une courte pièce chantée par un élève.

B - Harmonisation sur un instrument polyphonique au choix du candidat, d'un texte musical simple chanté par un élève. Un piano, un synthétiseur et une harpe sont mis à la disposition du candidat.

C - Déchiffrage rythmique parlé, frappé ou joué, d'une séquence écrite à deux voix. Temps de préparation pour l'ensemble de ces trois épreuves : quinze minutes.

D - Lecture à vue chantée avec paroles, vocalises ou nom de notes, au choix du candidat, d'un texte tiré du répertoire. Le candidat est accompagné au piano. Temps de préparation égal à trois fois la durée du texte.

Pour l'ensemble des épreuves techniques : coefficient 2.

3 - Épreuves pédagogiques

Ces deux épreuves pédagogiques doivent permettre d'apprécier les compétences musicales et pédagogiques du candidat dans tous les domaines requis par l'enseignement de la formation musicale.

Le niveau musical et le cursus suivi par les élèves présents sont précisés au candidat une heure avant l'épreuve. Le candidat prévoit le matériel nécessaire à tout le groupe (partitions, enregistrements, instruments éventuels,...). Un piano, un synthétiseur, un matériel d'écoute et un tableau sont mis à la disposition du candidat.

A - Le premier cours est donné à un groupe d'élèves du premier cycle. Le candidat s'appuie pour construire son cours sur des extraits d'œuvres. Il peut utiliser son instrument principal. Le travail vocal est obligatoirement accompagné au piano.

Durée de l'épreuve : trente minutes ; coefficient 3.

B - Le deuxième cours est à choisir parmi les trois options proposées. Ce choix est à préciser lors de l'inscription.

a) Éveil musical : cours donné à un groupe d'enfants d'âge homogène (quatre à sept ans).

b) Formation musicale chanteurs : cours donné à un groupe d'élèves chanteurs.

c) Atelier de réalisation ou de création musicale, vocal et/ou instrumental : avec un groupe d'élèves de second ou troisième cycle, le candidat propose un atelier sur un thème de son choix dans lequel peuvent apparaître sa spécialité musicale et / ou sa dominante. Les élèves peuvent utiliser leur instrument.

Durée de l'épreuve : vingt-cinq minutes ; coefficient 2.

4 - Entretien

Entretien avec le jury, permettant d'apprécier la culture musicale du candidat, ses connaissances pédagogiques portant, entre autres sur les liens de la formation musicale avec la pratique instrumentale ou vocale.

Durée de l'épreuve : quinze minutes ; coefficient 2.

(Suite pages suivantes)



Cachet du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication
pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

concernant

**le Diplôme d'État de Professeur de Musique - DE -
délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication**

P.J.: Note d'information



Cachet du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication pour
mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

concernant

**le Diplôme d'État de Professeur de Musique - DE -
délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication**

1^{ère} partie du dossier



adresse du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication
pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

Date limite de dépôt de la première partie du dossier :
30 novembre 2006

(cachet de la poste faisant foi)

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

1^{ère} partie du dossier

Partie à remplir par le candidat

NOM – PRÉNOMS (*en lettres majuscules d'imprimerie*) : _____

Diplôme pour lequel le dossier est constitué :

Diplôme d'État de Professeur de Musique - DE -

Discipline concernée : _____

Partie réservée au centre instructeur du dossier

Date limite de réception de la première partie du dossier : |3|0| |1|1| |2|0|0|6|

Date de réception de la première partie du dossier : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

1^{ère} partie du dossier : complète : oui • ☐ non • ☐

Date limite de la notification de la recevabilité : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

Notification envoyée le : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|



Cachet du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

Nom (en lettres majuscules d'imprimerie), **prénoms** : _____

Né(e) le : □□ □□ □□□□

Adresse : _____

Téléphone fixe : —/—/—/—/—

Téléphone portable : —/—/—/—/—

Adresse e-mail : _____

Diplôme visé : Diplôme d'État de professeur de musique – DE –

Préciser la discipline (consulter la liste des disciplines) :

Inscription dans l'année civile à d'autres diplômes par la VAE :

OUI •

NON •

Si oui lesquels :

Dépôt simultané d'une demande de validation des études supérieures
(décret n°2002-590 du 24 avril 2002) :

OUI • laquelle ?

NON •



Parcours de formation

*NB : Les périodes de formation du candidat seront données à titre informatif mais **ne seront pas prises en compte dans la durée de l'expérience requise.***

Formation initiale

Descriptif des formations suivies : pour chacune des formations, y compris les formations pour les diplômes étrangers et les formations ayant un caractère professionnel, suivre le schéma de description suivant :

- ◆ *Intitulé,*
- ◆ *Contenu,*
- ◆ *Volume horaire,*
- ◆ *Période de suivi (dates précises...)*
- ◆ *Diplôme présenté (préciser l'intitulé exact, la date et s'il a été obtenu)*

- si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivi de la mention bis.



Parcours de formation

*NB : Les périodes de formation du candidat seront données à titre informatif mais **ne seront pas prises en compte dans la durée de l'expérience requise.***

Formation continue

Descriptif des formations suivies : pour chacune des formations suivre le schéma de description suivant :

- ◆ *Intitulé,*
- ◆ *Contenu,*
- ◆ *Volume horaire,*
- ◆ *Durée et dates,*
- ◆ *Connaissances, aptitudes, compétences que vous estimez avoir acquises,*
- ◆ *Préciser si les acquis de ces formations ont fait l'objet d'une évaluation sous quelque forme que ce soit ou s'ils ont été sanctionnés par un diplôme ou autre certification.*

- si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivi de la mention bis.

Formations de longue durée :

Formations de courte durée :



Parcours de formation

*NB : Les périodes de formation du candidat seront données à titre informatif mais **ne seront pas prises en compte dans la durée de l'expérience requise.***

Stages en entreprise ou organisation professionnelle

Descriptif des formations suivies : pour chaque stage suivre le schéma de description suivant :

- ◆ Entreprise,
- ◆ Secteur d'activités,
- ◆ Lieu,
- ◆ Durée et période,
- ◆ Rôle précis en tant que stagiaire au sein de l'entreprise,
- ◆ Connaissances, aptitudes, compétences que vous estimez avoir acquises.

- si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivi de la mention bis.

Pendant un cursus de formation initiale :

En situation professionnelle, en recherche d'emploi ou en reconversion : (préciser)



Travaux et publications, titres, brevets, interventions dans des colloques, séminaires, actions de formation (en tant qu'intervenant)...



Parcours professionnel en rapport avec le diplôme visé : (par ordre chronologique)

si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivie de la mention bis

EMPLOYEUR : Entreprise Administration, Activité individuelle...	Secteur d'activité	Emplois occupés et fonctions exercées	Statut (1)	Nature du contrat en précisant les dates (2)	Nombre d'heures (3)
I)		a) b) etc.			
II)					
III)					

1) Préciser si vous faites partie du secteur privé (cadre ou non cadre) ou du secteur public (catégorie : A, B, C, titulaire ou contractuel) ou si vous êtes en exercice libéral ou artisan.

2) - Contrat à durée indéterminée : préciser la date de début, dans le cas où vous ne seriez plus en emploi, préciser la date de fin.

- Contrat à durée déterminée (préciser la durée et les dates).

3) Préciser si le nombre d'heures est par semaine, par mois ou bien par année.



Activités bénévoles dont pratiques artistiques et culturelles non rémunérées en rapport avec le diplôme visé : (par ordre chronologique)

si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivie de la mention bis

Associations, service, Collectivité locale ou autre	Secteur d'activité	Activités et/ou responsabilités exercées	Période d'activités bénévoles (1)	Nombre d'heures (2)
I)		a) b) etc.		
II)				
III)				

1) mentionner les dates de début et de fin des activités.

2) Précisez si le nombre d'heures est par semaine, par mois ou par année



Lettre de motivation

- ◆ Indiquer notamment la nature de votre projet personnel et/ou professionnel, la place de la VAE au sein de ce projet.
- ◆ Donner des éléments sur votre parcours professionnel, les raisons et les apports liés aux changements d'emploi, ...



DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné(e),

né(e) le à
déclare sur l'honneur :

- que les informations transmises dans le présent dossier sont sincères et véritables ;
- ne pas déposer au cours de cette année civile une autre candidature au titre de la validation des acquis de l'expérience pour le même diplôme ;
- ne pas dépasser le nombre maximum de candidatures au Diplôme d'État de professeur de musique fixé par la réglementation (trois au total quelle que soit la voie d'obtention suivie : examen sur épreuve, formation, ou VAE) ;
- ne pas déposer plus de trois demandes pour des diplômes différents au cours de cette année civile.

Fait à :

le :

signature

La loi rend passible d'amende et d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou fausses déclarations (article L. 441–7 du code pénal). Toute fausse déclaration entraînera par ailleurs l'annulation de la procédure de demande de diplôme par la VAE ou l'annulation de la décision d'attribuer le diplôme.



DEMANDE D'INSCRIPTION À LA PROCÉDURE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

Je, soussigné(e) :

né(e) le : à :

demeurant :

.....

sollicite l'inscription à la procédure de validation des acquis de l'expérience dans le cadre du
DIPLÔME D'ÉTAT DE PROFESSEUR DE MUSIQUE

discipline :

délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication

Fait à :

le :

signature



**Accusé de réception
de la première partie du dossier de validation des acquis de l'expérience par le
centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication pour
mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE**

Partie à remplir par le candidat

NOM – Prénoms (*en lettres majuscules d'imprimerie*) : _____

Adresse à laquelle doit être renvoyé l'accusé de réception : _____

Partie réservée au centre instructeur du dossier

Nous accusons réception de la première partie de votre dossier de demande de validation des acquis de l'expérience.

Une notification de recevabilité ou de non recevabilité vous sera envoyée dans un délai de deux mois maximum.

Fait à :

le :

Cachet et visa du centre chargé de la procédure VAE sous l'autorité et la responsabilité de l'État



PIÈCES Á JOINDRE Á LA PREMIÈRE PARTIE DU DOSSIER

- attestations d'emplois (précisant le nombre d'heures) ou contrats de travail ou éventuellement bulletins de salaires (cf. justificatifs indiqués page 1 point n° 1 de la note d'information jointe),
- attestations d'activités bénévoles (précisant le nombre d'heures), y compris pratiques artistiques et culturelles non rémunérées (cf. justificatifs indiqués page 1 point n° 3 de la note d'information jointe),
- attestations d'affiliation à un organisme de protection sociale pour les activités non salariées (cf. justificatifs indiqués page 1 point n° 2 de la note d'information jointe),
- liste des travaux de recherche, d'études, publications, communications,
- photocopies des diplômes ainsi que tout document justifiant des contenus détaillés des enseignements et volumes horaires des formations mentionnées dans le dossier,
- attestations de formation continue avec si possible les contenus ainsi que les modalités des éventuelles vérifications d'acquisitions des connaissances,
- attestations de stages,
- photocopie de la carte nationale d'identité ou d'un passeport en cours de validité, ou toute pièce justifiant de l'identité du candidat, notamment pour les candidats étrangers,
- 3 enveloppes 162 X 229 format A5 libellées à votre adresse,
- 6 timbres au tarif en cours (actuellement 0,53 euro).

En outre, la 1^{ère} partie du dossier de demande de validation des acquis de l'expérience sera accompagnée du montant des droits pour étude de la recevabilité (cf. page 2 point n° 1 de la note d'information jointe). Le chèque sera établi à l'ordre de :



Date :
 NOM, Prénom :
 Adresse du candidat :

Après étude de la première partie de votre dossier, **nous vous informons de la recevabilité de votre demande.**

Si vous souhaitez poursuivre votre projet de validation des acquis de l'expérience concernant le :

DIPLÔME D'ÉTAT DE PROFESSEUR DE MUSIQUE

Discipline :

délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication

nous vous invitons à nous retourner l'imprimé ci-dessous complété et accompagné du montant des droits d'inscription (*cf. note d'information jointe page 2 - point 2*) ; règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :

Dès réception de ces documents, votre inscription sera enregistrée. Vous pourrez, si vous le souhaitez, bénéficier d'un accompagnement dans la finalisation de la 2^{ème} partie du dossier et la préparation à l'entretien. Votre inscription deviendra définitive après réception de la 2^{ème} partie du dossier.

La 2^{ème} partie du dossier devra être retournée à l'établissement représentant l'autorité certificatrice :

Au plus tard le (*cachet de la poste faisant foi*)

Je soussigné(e) :

demeurant :

demande ma pré-inscription en vue de l'obtention du **Diplôme d'État de Professeur de Musique** dans la **discipline** :

Je pourrai bénéficier, si je le souhaite, d'un accompagnement pour la finalisation du dossier VAE - 2^{ème} partie - et la préparation à l'entretien devant le jury.

Je m'engage à transmettre mon dossier VAE - 2^{ème} partie - complet :

Au plus tard le (*cachet de la poste faisant foi*)

Je joins un chèque de : à l'ordre de : CeFEdeM Ile-de-France

(*cf. note d'information jointe page 2 - point 2*)

Fait à : le

Document à retourner à l'adresse suivante :

Signature



Cachet du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication
pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

concernant

**le Diplôme d'État de Professeur de Musique - DE -
délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication**

2^{ème} partie du dossier



adresse du centre à laquelle doit être renvoyé le dossier :

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

2^{ème} partie du dossier

Partie à remplir par le candidat

NOM – Prénoms (*en lettres majuscules d'imprimerie*) : _____

Diplôme pour lequel le dossier est constitué :

Diplôme d'État de Professeur de Musique - DE -

Discipline concernée : _____

Partie réservée au centre instructeur du dossier

Date limite de réception de la 1^{ère} partie du dossier : |3|0| |1|1| |2|0|0|6|

Date de réception de la 1^{ère} partie du dossier : | | | | | | | | | |

Notification envoyée le : | | | | | | | | | |

Pré-inscription reçue le : | | | | | | | | | |

Date limite de réception de la 2^{ème} partie du dossier : |1|5| |0|5| |2|0|0|7|

Date de réception de la 2^{ème} partie du dossier : | | | | | | | | | |

Dossier complet : oui • ☐ non • ☐



Parcours professionnel

Description des différents emplois

- ◆ Vous pouvez soit décrire successivement l'ensemble des emplois salariés ou non salariés exercés durant votre parcours professionnel, soit choisir parmi ces emplois ceux qui vous paraissent les plus porteurs des connaissances, compétences et aptitudes correspondant au diplôme visé.
- ◆ Pour chaque emploi, vous suivrez le schéma descriptif des pages 19 à 26 de cette seconde partie du dossier.
- ◆ L'espace prévu pour chaque réponse n'a pas un caractère limitatif ; des éléments complémentaires peuvent être joints en annexes sur papier libre (descriptifs de postes ou d'emplois, critères de recrutement, ... préciser le numéro de la page suivie de bis).



Parcours professionnel

Emploi (s)

⇒ reprendre le tableau complété page 8 de la 1^{ère} partie du dossier et préciser :

Description de l'organisme employeur (entreprise, administration, association, etc.), de l'activité individuelle, ... : secteur et domaine d'activité, effectif, organisation hiérarchique et fonctionnelle, localisation.

Description du service auquel appartient l'emploi :

Missions, contribution aux missions globales de l'organisme employeur, importance stratégique (au sein d'un quartier, d'une collectivité, d'un département, d'une région, etc.), résultats attendus, organigramme, effectifs, qualification des personnels, organisation du travail.



Parcours professionnel

Description de l'emploi

* **Salarié**

- ✓ période
- ✓ travail à temps plein ou à temps partiel : 100 %, 80 %, ...
- ✓ classification dans la branche professionnelle
- ✓ salaires (primes et avantages compris), revenus, honoraires (< 1 500 euros ; 1 500 à 2 500 euros ; 2 500 à 3 500 euros ; > 3 500 euros), intéressement au résultat
- ✓ définition des activités exercées :
 - nature des activités (conception, exécution, programmation, activité en rapport avec des enfants, des adultes etc.)
 - nombre et qualification des personnes placées éventuellement sous votre responsabilité
 - budget géré
- ✓ missions liées à l'emploi :
 - résultats attendus
 - contraintes
 - contexte social, financier, organisationnel

* **Non salarié**

- ✓ période
- ✓ pluri-activité oui/non
- ✓ description des autres activités
- ✓ domaine d'expression
- ✓ nombre et qualification des collaborateurs éventuels



Parcours professionnel

Description détaillée des activités et tâches liées à l'emploi

0 0 0 0 0 0 0 0 0

Décrire les activités professionnelles en les contextualisant, en spécifiant les résultats attendus ou produits et en explicitant les ressources mobilisées. Cette description s'effectuera de la phase amont (conception, préparation) à la phase aval (résultats, bilans, valorisation) en passant par la mise en œuvre. Indiquer la place occupée au sein des activités (utiliser le "je" : je réalise, j'anime...).

Veiller à :

- * expliciter le choix de la méthode de travail, de la technique, des "outils" utilisés, en précisant les contraintes (techniques, économiques, sociales...) ayant entraîné ce choix ;
- * indiquer les autres choix possibles ; les conséquences d'un mauvais choix...
parler des difficultés rencontrées le plus fréquemment, occasionnellement ; des solutions apportées par vous-même, par d'autres, ...
- * décrire les améliorations que vous avez pu proposer concernant les activités décrites ; ont-elles été retenues ? quels résultats apportés ? quels réinvestissements des résultats obtenus ? quelle valorisation pour l'entreprise, la structure, l'établissement ?
- * s'il s'agit d'une activité de création, préciser l'évolution de votre travail depuis le début de votre activité ;
- * indiquer votre éventuelle activité de conception de programme ou de définition de cahiers des charges.

Vous pouvez utiliser le nombre de pages que vous souhaitez en prenant soin de les numéroter.



Parcours professionnel

Quelles sont les connaissances, compétences, aptitudes mobilisées dans les activités décrites ?

Comment avez-vous acquis ces connaissances, compétences, aptitudes ?

Utilisez-vous une ou plusieurs langues étrangères au sein de vos activités professionnelles ?

Dans quelles situations ? orales, écrites ?

Détailler ces situations

Comment avez-vous acquis ces connaissances ?



Parcours professionnel

Qu'avez-vous à utiliser et à gérer dans l'emploi en terme d'information, d'équipement, de matériel ?

Avez-vous participé au choix des moyens ? Quels sont les avantages et inconvénients liés à ces moyens ? Nécessitent-ils une adaptation importante pour leur utilisation ?

Autres missions ou activités exercées parallèlement à cet emploi

Participation à des jurys de concours, formation, représentant dans des instances paritaires, des associations professionnelles, etc.

Eléments complémentaires que vous souhaitez communiquer au jury



Parcours professionnel

Les relations liées à l'emploi décrit

Relations hiérarchiques

- * de qui recevez-vous vos objectifs, vos instructions ?

- * sous quelle(s) forme(s) ?

- * qui évalue votre travail ?

- * à qui donnez-vous des objectifs, des instructions, des consignes ? sous quelle(s) forme(s) ?

- * comment évaluez-vous l'activité de vos collaborateurs ?



Parcours professionnel

Les relations liées à l'emploi décrit

Relations transversales

- * avec quels services ou personnels internes à l'établissement, êtes-vous en relation dans le cadre de votre emploi ?

- * sous quelle(s) forme(s), décrivez le contenu d'actions engagées en partenariat avec ces services ou personnels ?

Relations extérieures

- * avec quel(s) partenaire(s) êtes-vous en relation dans le cadre de votre emploi ?

- * sous quelle(s) forme(s) ?

- * avec quelle fréquence ?



Parcours professionnel

Description d'activités exercées à titre bénévole

→ joindre les justificatifs établis par une autorité reconnue de l'association ou de la structure précisant la nature et la durée des activités bénévoles effectuées.

* Organisme :

* Période :

* Durée :

* Description :

* Connaissances, aptitudes, compétences mises en œuvre :

* Relations internes et externes :



DEMANDE D'INSCRIPTION À UN DIPLÔME DANS LE CADRE DE LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

Je, soussigné(e) :

né(e) le : à :

demeurant :

.....

sollicite l'inscription au :

DIPLÔME D'ÉTAT DE PROFESSEUR DE MUSIQUE

discipline :

délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication

Fait à :

le :

signature



Accusé de réception
de la deuxième partie du dossier de validation des acquis de l'expérience
par le centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication
pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

Partie à remplir par le candidat

NOM – Prénoms (*en lettres majuscules d'imprimerie*) : _____

Adresse à laquelle doit être renvoyé l'accusé de réception : _____

Partie réservée au centre instructeur du dossier

Nous accusons réception de la deuxième partie de votre dossier de validation des acquis de l'expérience.

Un Jury compétent examinera votre dossier. Votre convocation pour l'entretien obligatoire vous parviendra ultérieurement.

Fait à :

le :

Cachet et visa du centre chargé de la de la procédure VAE sous l'autorité et la responsabilité de l'État



Note d'information

Pour accéder à la validation des acquis de l'expérience, vous devez remplir les conditions suivantes :

I. Justifier d'une ou plusieurs activité(s) égale(s) à une durée de :

trois années d'enseignement de la musique dans la discipline correspondant au Diplôme d'État sollicité

Cette activité continue ou non, sera salariée, non salariée ou bénévole, soit le cumul des trois possibilités.

Elle devra correspondre à un enseignement dans la discipline du diplôme sollicité égale à trois années scolaires.

- Une année scolaire sera calculée sur une base d'au moins 30 semaines, à raison de 20 heures hebdomadaires minimum sur chacune des trois années.

soit au minimum un total de 1800 heures d'enseignement dans la discipline réparties sur 90 semaines au moins et sur une durée de trois années minimum ; les activités exercées à temps partiel seront prises en compte au prorata du temps travaillé.

1. une activité professionnelle en tant que salarié(e)

Justificatifs : certificats de travail ou contrats de travail, bulletins de salaire, relevés annuels délivrés par la caisse des congés spectacles.

Conditions : les activités salariées sont des activités professionnelles exercées dans le cadre d'un lien de subordination avec un employeur.

2. une activité professionnelle en tant que non salarié(e)

Justificatifs : déclaration fiscale 2035 et son annexe ou déclaration 2342 pour chaque année considérée, déclaration d'existence URSSAF, déclaration à l'AGESSA, au régime des auteurs à la Maison des Artistes, extrait Kbis (pour les activités commerciales), extrait D1 (pour les activités artisanales) ; les mentions de début et de fin d'activité devront apparaître sur les documents présentés.

Conditions : les activités non salariées sont des activités professionnelles exercées en dehors d'un lien de subordination avec un employeur. Il s'agit d'activités libérales ou artisanales, mais aussi d'activités exercées dans le cadre de l'objection de conscience ou du volontariat civil.

3. une expérience en tant que bénévole

Justificatifs : attestation du président ou de toute autre personne ayant reçu mandat à cet effet (secteur associatif) ou d'une autorité compétente (service public). Cette attestation est accompagnée d'un document validé démocratiquement (procès verbal de Conseil d'Administration ou d'Assemblée Générale, etc.) ou décision du Conseil Municipal ou autre commission pour le service public. Cette attestation devra faire apparaître la date de début et de fin de l'activité, la période d'activité sur l'année et la durée moyenne hebdomadaire.

Conditions : l'exercice bénévole d'une activité correspond à la situation d'une personne qui s'engage librement pour mener en direction d'autrui une activité non rémunérée en dehors de son activité professionnelle ou familiale dans le champ d'une association déclarée ou d'un service public. Dans ce cas, vous présentez tous les documents en votre possession (attestations, catalogues, articles de presse, ...) témoignant de cette expérience.

Ne seront pas prises en compte dans le calcul de la durée de l'activité considérée pour juger de la recevabilité de la demande, les activités exercées à titre personnel ou dans un cadre familial.

II. Demander une validation des acquis de l'expérience correspondant en tout ou partie des connaissances ou aptitudes exigées pour l'obtention du diplôme postulé :

La demande de validation se fait en plusieurs temps :

1. la première partie du dossier de demande de validation est destinée à évaluer la recevabilité de la demande. Elle est à adresser au centre désigné par le ministère de la culture et de la communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure de validation des acquis de l'expérience. La recevabilité est prononcée dans un délai maximum de deux mois après sa réception.

Coût du dépôt de dossier pour étude de la recevabilité : 180 euros non remboursable* à l'ordre du centre désigné par le ministère de la culture et de la communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure de validation des acquis de l'expérience (*montant réduit à 120 euros* pour les demandeurs d'emploi, sur présentation d'une attestation établie par l'ANPE*).

2. Après réception de l'accord de la recevabilité et dans le cas où le candidat souhaite donner suite à sa demande de VAE, il transmet au centre désigné par le ministère de la culture et de la communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure de validation des acquis de l'expérience son engagement écrit (imprimé de pré-inscription transmis au candidat en même temps que l'attestation de recevabilité). L'inscription sera définitive qu'à réception de la deuxième partie du dossier. A cet engagement sera joint un chèque d'un montant de 720 euros* (*montant réduit à 480 euros* pour les demandeurs d'emploi, sur présentation d'une attestation établie par l'ANPE*). Ce 2^{ème} versement, outre les frais d'inscription en vue de l'obtention du diplôme, inclut, si le candidat le souhaite, un accompagnement pour la finalisation du dossier et la préparation de l'entretien.

****il appartient aux candidats de faire les démarches nécessaires pour la prise en charge des droits d'inscription auprès des différents acteurs et organismes qui participent aux dépenses de la formation professionnelle continue.***

3. Le candidat transmet la deuxième partie du dossier au centre désigné par le ministère de la culture et de la communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure de validation des acquis de l'expérience avant la date limite qui lui est notifiée. Dans un délai compatible avec le temps nécessaire au jury pour examiner le dossier, le candidat est convoqué par courrier à un entretien devant le jury constitué conformément à la réglementation en vigueur.

4. Évaluation et validation du jury :

- Le jury peut décider d'une validation totale, auquel cas le candidat devient titulaire du Diplôme d'Etat de professeur de musique dans la discipline considérée.
- Le jury peut décider de compléter l'entretien par une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée,
- Le jury peut décider d'une validation partielle ; le candidat disposera de cinq ans pour acquérir les compétences complémentaires,
- Le jury peut décider de ne valider aucune compétence.

Avant de constituer la 1^{ère} partie de votre dossier, n'hésitez pas à vous informer auprès du centre chargé de la mise en place de la procédure.

Contact :

Annexe

Le Ministère de la Culture et de la Communication – Direction de la Musique, de la Danse du Théâtre et des Spectacles - a chargé sous sa responsabilité :

LE CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE MUSIQUE ET DE DANSE CESMD DE TOULOUSE

pour les disciplines musicales suivantes : piano, harpe, accompagnement, instruments anciens (orgue, clavecin, flûte à bec...), musique traditionnelle, direction d'ensembles instrumentaux, violon, alto, violoncelle, contrebasse, chant, danse (classique, contemporaine, jazz).

et

LE CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA MUSIQUE CEFEDM ILE DE FRANCE

pour les disciplines musicales suivantes : percussions, guitare, accordéon, flûte traversière, clarinette, hautbois, cor anglais, basson, fagott, saxophone, cor, trompette, cornet, trombone, tuba, formation musicale, jazz, musiques actuelles amplifiées, direction d'ensembles vocaux.

de la mise en œuvre de la procédure de validation des acquis de l'expérience.



Cachet du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication
pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

concernant

le Diplôme d'État de Professeur de Danse - DE -

délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication

P.J.: Note d'information



Cachet du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication pour
mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

concernant

**le Diplôme d'État de Professeur de Danse - DE -
délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication**

1^{ère} partie du dossier



adresse du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication
pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

Date limite de dépôt de la première partie du dossier :
30 novembre 2006

(cachet de la poste faisant foi)

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

1^{ère} partie du dossier

Partie à remplir par le candidat

NOM – PRÉNOMS (*en lettres majuscules d'imprimerie*) : _____

Diplôme pour lequel le dossier est constitué :

Diplôme d'État de Professeur de Danse - DE -

Option concernée : _____

Partie réservée au centre instructeur du dossier

Date limite de réception de la première partie du dossier : |3|0| |1|1| |2|0|0|6|

Date de réception de la première partie du dossier : | | | | | | | |

1^{ère} partie du dossier : complète : oui • ☐ non • ☐

Date limite de la notification de la recevabilité : | | | | | | | |

Notification envoyée le : | | | | | | | |



Cachet du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

Nom (en lettres majuscules d'imprimerie), **prénoms** : _____

Né(e) le :

Adresse : _____

Téléphone fixe : —/—/—/—/—

Téléphone portable : —/—/—/—/—

Adresse e-mail : _____

Diplôme visé : Diplôme d'État de professeur de danse – DE –

Préciser l'option : _____

Inscription dans l'année civile à d'autres diplômes par la VAE :

OUI •

NON •

Si oui lesquels :

Dépôt simultané d'une demande de validation des études supérieures

(décret n°2002-590 du 24 avril 2002) :

OUI • laquelle ?

NON •



Parcours de formation

*NB : Les périodes de formation du candidat seront données à titre informatif mais **ne seront pas prises en compte dans la durée de l'expérience requise.***

Formation initiale

Descriptif des formations suivies : pour chacune des formations, y compris les formations pour les diplômes étrangers et les formations ayant un caractère professionnel, suivre le schéma de description suivant :

- ◆ *Intitulé,*
- ◆ *Contenu,*
- ◆ *Volume horaire,*
- ◆ *Période de suivi (dates précises)*
- ◆ *Diplôme présenté (préciser l'intitulé exact, la date et s'il a été obtenu)*

- si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivi de la mention bis.



Parcours de formation

*NB : Les périodes de formation du candidat seront données à titre informatif mais **ne seront pas prises en compte dans la durée de l'expérience requise.***

Formation continue

Descriptif des formations suivies : pour chacune des formations suivre le schéma de description suivant :

- ◆ *Intitulé,*
- ◆ *Contenu,*
- ◆ *Volume horaire,*
- ◆ *Durée et dates,*
- ◆ *Connaissances, aptitudes, compétences que vous estimez avoir acquises*
- ◆ *Préciser si les acquis de ces formations ont fait l'objet d'une évaluation sous quelque forme que ce soit ou s'ils ont été sanctionnés par un diplôme ou autre certification.*

- si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivi de la mention bis.

Formations de longue durée :

Formations de courte durée :



Parcours de formation

*NB : Les périodes de formation du candidat seront données à titre informatif mais **ne seront pas prises en compte dans la durée de l'expérience requise.***

Stages en entreprise ou organisation professionnelle

Descriptif des formations suivies : pour chaque stage suivre le schéma de description suivant :

- ◆ Entreprise,
- ◆ Secteur d'activités,
- ◆ Lieu,
- ◆ Durée et période,
- ◆ Rôle précis en tant que stagiaire au sein de l'entreprise,
- ◆ Connaissances, aptitudes, compétences que vous estimez avoir acquises.

- si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivi de la mention bis.

Pendant un cursus de formation initiale :

En situation professionnelle, en recherche d'emploi ou en reconversion : (préciser)

Travaux et publications, titres, brevets, interventions dans des colloques, séminaires, actions de formation (en tant qu'intervenant)...



Travaux et publications, titres, brevets, interventions dans des colloques, séminaires, actions de formation (en tant qu'intervenant)...



Parcours professionnel en rapport avec le diplôme visé : (par ordre chronologique)

si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivie de la mention bis

EMPLOYEUR : Entreprise, Administration, Activité individuelle...	Secteur d'activité	Emplois occupés et fonctions exercées	Statut (1)	Nature du contrat en précisant les dates (2)	Temps plein ou partiel (3)
I)		a) b) etc.			
II)					
III)					

1) Préciser si vous faites partie du secteur privé (cadre ou non cadre) ou du secteur public (catégorie : A, B, C, titulaire ou contractuel) ou si vous êtes en exercice libéral ou artisan.

2) - Contrat à durée indéterminée : préciser la date de début, dans le cas où vous ne seriez plus en emploi, préciser la date de fin.

- Contrat à durée déterminée (préciser la durée et les dates).

3) Mentionner « temps plein » pour un minimum de 20 heures hebdomadaires ou bien préciser le nombre d'heures par semaine, par mois ou par année lorsque l'activité n'est pas à temps plein.



Activités bénévoles dont pratiques artistiques et culturelles non rémunérées en rapport avec le diplôme visé : (par ordre chronologique)

si nécessaire, insérer une feuille libre au dossier en indiquant le numéro de la page concernée suivie de la mention bis

Associations, service, Collectivité locale ou autre	Secteur d'activité	Activités et/ou responsabilités exercées	Période d'activités bénévoles (1)	Temps plein ou partiel (2)
I)		a) b) etc.		
II)				
III)				

1) mentionner les dates de début et de fin des activités.

2) mentionner « temps plein » pour un minimum de 20 heures hebdomadaires ou bien précisez le nombre d'heures par semaine, par mois ou par année lorsque l'activité n'est pas à temps plein.



Lettre de motivation

- ♦ Indiquer notamment la nature de votre projet personnel et/ou professionnel, la place de la VAE au sein de ce projet.
- ♦ Donner des éléments sur votre parcours professionnel, les raisons et les apports liés aux changements d'emploi, ...



DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné(e),

né(e) le à
déclare sur l'honneur :

- que les informations transmises dans le présent dossier sont sincères et véritables ;
- ne pas déposer au cours de cette année civile une autre candidature au titre de la validation des acquis de l'expérience pour le même diplôme ;

Fait à :

le :

signature

La loi rend passible d'amende et d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou fausses déclarations (article L. 441-7 du code pénal). Toute fausse déclaration entraînera par ailleurs l'annulation de la procédure de demande de diplôme par la VAE ou l'annulation de la décision d'attribuer le diplôme.



DEMANDE D'INSCRIPTION À LA PROCÉDURE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

Je, soussigné(e) :

né(e) le : à :

demeurant :

.....

sollicite l'inscription à la procédure de validation des acquis de l'expérience dans le cadre du
DIPLÔME D'ÉTAT DE PROFESSEUR DE DANSE

option :

délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication

Fait à :

le :

signature



**Accusé de réception
de la première partie du dossier de validation des acquis de l'expérience par le
centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication pour
mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE**

Partie à remplir par le candidat

NOM – Prénoms (*en lettres majuscules d'imprimerie*) : _____

Adresse à laquelle doit être renvoyé l'accusé de réception : _____

Partie réservée au centre instructeur du dossier

Nous accusons réception de la première partie de votre dossier de demande de validation des acquis de l'expérience.

Une notification de recevabilité ou de non recevabilité vous sera envoyée dans un délai de deux mois maximum.

Fait à :

le :

Cachet et visa du centre chargé de la procédure VAE sous l'autorité et la responsabilité de l'État



PIÈCES À JOINDRE À LA PREMIÈRE PARTIE DU DOSSIER

- attestations d'emplois (précisant le nombre d'heures) ou contrats de travail ou éventuellement bulletins de salaires (cf. justificatifs indiqués page 1 point n° 1 de la note d'information jointe),
- dispense du diplôme d'État de professeur de danse dans le cas où celle-ci est requise pour pouvoir enseigner la danse conformément aux dispositions du code de l'éducation (article L.362-1),
- attestations d'activités bénévoles (précisant le nombre d'heures), y compris pratiques artistiques et culturelles non rémunérées (cf. justificatifs indiqués page 1 point n° 3 de la note d'information jointe),
- attestations d'affiliation à un organisme de protection sociale pour les activités non salariées (cf. justificatifs indiqués page 1 point n° 2 de la note d'information jointe),
- liste des travaux de recherche, d'études, publications, communications,
- photocopies des diplômes ainsi que tout document justifiant des contenus détaillés des enseignements et volumes horaires des formations mentionnées dans le dossier,
- attestations de formation continue avec si possible les contenus ainsi que les modalités des éventuelles vérifications d'acquisitions des connaissances,
- attestations de stages,
- photocopie de la carte nationale d'identité ou d'un passeport en cours de validité, ou toute pièce justifiant de l'identité du candidat, notamment pour les candidats étrangers,
- 3 enveloppes 162 X 229 format A5 libellées à votre adresse,
- 6 timbres au tarif en cours (actuellement 0,53 euro).

En outre, la 1^{ère} partie du dossier de demande de validation des acquis de l'expérience sera accompagnée du montant des droits pour étude de la recevabilité (cf. page 2 point n° 1 de la note d'information jointe). Le chèque sera établi à l'ordre de :



Date :
 NOM, Prénom :
 Adresse du candidat :

Après étude de la première partie de votre dossier, **nous vous informons de la recevabilité de votre demande.**

Si vous souhaitez poursuivre votre projet de validation des acquis de l'expérience concernant le :

DIPLÔME D'ÉTAT DE PROFESSEUR DE DANSE

Option :

délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication

nous vous invitons à nous retourner l'imprimé ci-dessous complété et accompagné du montant des droits d'inscription (*cf. note d'information jointe page 2 - point 2*) ; règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :

Dès réception de ces documents, votre inscription sera enregistrée. Vous pourrez, si vous le souhaitez, bénéficier d'un accompagnement dans la finalisation de la 2^{ème} partie du dossier et la préparation à l'entretien. Votre inscription deviendra définitive après réception de la 2^{ème} partie du dossier.

La 2^{ème} partie du dossier devra être retournée à l'établissement représentant l'autorité certificatrice :

Au plus tard le (*cachet de la poste faisant foi*)

Je soussigné(e) :

demeurant :

demande ma pré-inscription en vue de l'obtention du **Diplôme d'État de Professeur de danse** dans l'**option** :

Je pourrai bénéficier, si je le souhaite, d'un accompagnement pour la finalisation du dossier VAE - 2^{ème} partie - et la préparation à l'entretien devant le jury.

Je m'engage à transmettre mon dossier VAE - 2^{ème} partie - complet :

Au plus tard le (*cachet de la poste faisant foi*)

Je joins un chèque de : à l'ordre de : CeFEdeM Ile-de-France

(*cf. note d'information jointe page 2 - point 2*)

Fait à : le

Document à retourner à l'adresse suivante :

Signature



Cachet du centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication
pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

concernant

**le Diplôme d'État de Professeur de Danse - DE -
délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication**

2^{ème} partie du dossier



adresse du centre à laquelle doit être renvoyé le dossier :

DOSSIER DE DEMANDE DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

2^{ème} partie du dossier

Partie à remplir par le candidat

NOM – Prénoms (*en lettres majuscules d'imprimerie*) : _____

Diplôme pour lequel le dossier est constitué :

Diplôme d'État de Professeur de Danse - DE -

Option concernée : _____

Partie réservée au centre instructeur du dossier

Date limite de réception de la 1^{ère} partie du dossier : |3|0| |1|1| |2|0|0|6|

Date de réception de la 1^{ère} partie du dossier : | | | | | | | | | |

Notification envoyée le : | | | | | | | | | |

Inscription reçue le : | | | | | | | | | |

Date limite de réception de la 2^{ème} partie du dossier : |1|5| |0|5| |2|0|0|7|

Date de réception de la 2^{ème} partie du dossier : | | | | | | | | | |

Dossier complet : oui • ☐ non • ☐



Parcours professionnel

Description des différents emplois

- ◆ Vous pouvez soit décrire successivement l'ensemble des emplois salariés ou non salariés exercés durant votre parcours professionnel, soit choisir parmi ces emplois ceux qui vous paraissent les plus porteurs des connaissances, compétences et aptitudes correspondant au diplôme visé.
- ◆ Pour chaque emploi, vous suivrez le schéma descriptif des pages 19 à 26 de cette seconde partie du dossier.
- ◆ L'espace prévu pour chaque réponse n'a pas un caractère limitatif ; des éléments complémentaires peuvent être joints en annexes sur papier libre (descriptifs de postes ou d'emplois, critères de recrutement, ... préciser le numéro de la page suivie de bis).



Parcours professionnel

Emploi (s)

⇒ en rapport avec le tableau de la page 8 de la 1^{ère} partie du dossier :

Description de l'organisme employeur (entreprise, administration, association, etc.), de l'activité individuelle, ... : secteur et domaine d'activité, effectif, organisation hiérarchique et fonctionnelle, localisation.

Description du service auquel appartient l'emploi :

Missions, contribution aux missions globales de l'organisme employeur, importance stratégique (au sein d'un quartier, d'une collectivité, d'un département, d'une région, etc.), résultats attendus, organigramme, effectifs, qualification des personnels, organisation du travail.



Parcours professionnel

Description de l'emploi

* **Salarié**

- √ période
- √ travail à temps plein ou à temps partiel du candidat : 100 %, 80 %, ...
- √ classification dans la branche professionnelle
- √ salaires (primes et avantages compris), revenus, honoraires (< 1 500 euros ; 1 500 à 2 500 euros ; 2 500 à 3 500 euros ; > 3 500 euros), intéressement au résultat
- √ définition des activités exercées :
 - nature des activités (conception, exécution, programmation, activité en rapport avec des enfants, des adultes etc.)
 - nombre et qualification des personnes placées éventuellement sous votre responsabilité
 - budget géré
- √ missions liées à l'emploi :
 - résultats attendus
 - contraintes
 - contexte social, financier, organisationnel

* **Non salarié**

- √ période
- √ pluri-activité oui/non
- √ description des autres activités
- √ domaine d'expression
- √ nombre et qualification des collaborateurs éventuels



Parcours professionnel

Description détaillée des activités et tâches liées à l'emploi

0 0 0 0 0 0 0 0 0

Décrire les activités professionnelles en les contextualisant, en spécifiant les résultats attendus ou produits et en explicitant les ressources mobilisées. Cette description s'effectuera de la phase amont (conception, préparation) à la phase aval (résultats, bilans, valorisation) en passant par la mise en œuvre. Indiquer la place précise occupée au sein des activités (utiliser le "je" : je réalise, j'anime...).

Veiller à :

- * expliciter le choix de la méthode de travail, de la technique, des "outils" utilisés, en précisant les contraintes (techniques, économiques, sociales...) ayant entraîné ce choix ;
- * indiquer les autres choix possibles ; les conséquences d'un mauvais choix...
parler des difficultés rencontrées le plus fréquemment, occasionnellement ; des solutions apportées par vous-même, par d'autres...
- * décrire les améliorations que vous avez pu proposer concernant les activités décrites ; ont-elles été retenues ? quels résultats apportés ? quels réinvestissements des résultats obtenus ? quelle valorisation pour l'entreprise, la structure, l'établissement ?
- * s'il s'agit d'une activité de création, préciser l'évolution de votre travail depuis le début de votre activité ;
- * indiquer votre éventuelle activité de conception de programme ou de définition de cahiers des charges.

Vous pouvez utiliser le nombre de pages que vous souhaitez en prenant soin de les numérotter.



Parcours professionnel

Quelles sont les connaissances, compétences, aptitudes mobilisées dans les activités décrites ?

Comment avez-vous acquis ces connaissances, compétences, aptitudes ?

Utilisez-vous une ou plusieurs langues étrangères au sein de vos activités professionnelles ?

Dans quelles situations ? orales, écrites ?

Détailler ces situations

Comment avez-vous acquis ces connaissances ?



Parcours professionnel

Qu'avez-vous à utiliser et à gérer dans l'emploi en terme d'information, d'équipement, de matériel ?

Avez-vous participé au choix des moyens ? Quels sont les avantages et inconvénients liés à ces moyens ? Nécessitent-ils une adaptation importante pour leur utilisation ?

Autres missions ou activités exercées parallèlement à cet emploi

Participation à des jurys de concours, formation, représentant dans des instances paritaires, des associations professionnelles, etc.

Eléments complémentaires que vous souhaitez communiquer au jury



Parcours professionnel

Les relations liées à l'emploi décrit

Relations hiérarchiques

- * de qui recevez-vous vos objectifs, vos instructions ?

- * sous quelle(s) forme(s) ?

- * qui évalue votre travail ?

- * à qui donnez-vous des objectifs, des instructions, des consignes ? sous quelle(s) forme(s) ?

- * comment évaluez-vous l'activité de vos collaborateurs ?



Parcours professionnel

Les relations liées à l'emploi décrit

Relations transversales

- * avec quels services ou personnels internes à l'établissement, êtes-vous en relation dans le cadre de votre emploi ?

- * sous quelle(s) forme(s), décrivez le contenu d'actions engagées en partenariat avec ces services ou personnels ?

Relations extérieures

- * avec quel(s) partenaire(s) êtes-vous en relation dans le cadre de votre emploi ?

- * sous quelle(s) forme(s) ?

- * avec quelle fréquence ?



Parcours professionnel

Description d'activités exercées à titre bénévole

→ joindre les justificatifs établis par une autorité reconnue de l'association ou de la structure précisant la nature et la durée des activités bénévoles effectuées.

* Organisme :

* Période :

* Durée :

* Description :

* Connaissances, aptitudes, compétences mises en œuvre :

* Relations internes et externes :



DEMANDE D'INSCRIPTION À UN DIPLÔME DANS LE CADRE DE LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

Je, soussigné(e) :

né(e) le : à :

demeurant :

.....

sollicite l'inscription au :

DIPLÔME D'ÉTAT DE PROFESSEUR DE DANSE

option :

délivré par le Ministère de la Culture et de la Communication

Fait à :

le :

signature



Accusé de réception
de la deuxième partie du dossier de validation des acquis de l'expérience
par le centre désigné par le Ministère de la Culture et de la Communication
pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure VAE

Partie à remplir par le candidat

NOM – Prénoms (*en lettres majuscules d'imprimerie*) : _____

Adresse à laquelle doit être renvoyé l'accusé de réception : _____

Partie réservée au centre instructeur du dossier

Nous accusons réception de la deuxième partie de votre dossier de validation des acquis de l'expérience.

Un jury examinera votre dossier. Votre convocation pour l'entretien obligatoire vous parviendra ultérieurement.

Fait à :

le :

Cachet et visa du centre chargé de la de la procédure VAE sous l'autorité et la responsabilité de l'État



Note d'information

Pour accéder à la validation des acquis de l'expérience, le métier de professeur de danse étant une profession réglementée, seules peuvent être prises en compte l'activité salariée des enseignants qui ont bénéficié d'une des dispenses du diplôme d'État prévues à l'article L.362-1 et L.362-4 du code de l'éducation, l'activité exercée dans des conditions précisées à l'article L.362-3 du code de l'éducation, l'activité bénévole et l'activité salariée à l'étranger. Ces activités doivent répondre aux conditions suivantes :

I. Justifier d'une ou plusieurs activité(s) égale(s) à :

trois années d'enseignement de la danse dans l'option correspondant au Diplôme d'État sollicité

Cette activité sera soit salariée, soit non salariée, soit bénévole, soit le cumul des trois possibilités. Elle devra correspondre à un enseignement dans l'option du diplôme sollicité de trois années scolaires entières à temps plein.

- Une année scolaire entière sera calculée sur une base d'au moins 30 semaines,
- Un temps plein sera calculé sur une base d'au moins 20 heures hebdomadaires sur chacune des trois années.

soit au minimum un total de 1800 heures d'enseignement dans l'option réparties sur 90 semaines au moins et sur au minimum trois années ; les activités exercées à temps partiel seront prises en compte au prorata du temps travaillé.

1. Une activité professionnelle en tant que salarié(e)

Justificatifs : certificats de travail ou contrats de travail, bulletins de salaire, relevés annuels délivrés par la caisse des congés spectacles.

Conditions : les activités salariées sont des activités professionnelles exercées dans le cadre d'un lien de subordination avec un employeur.

2. Une activité professionnelle en tant que non salarié(e)

Justificatifs : déclaration fiscale 2035 et son annexe ou déclaration 2342 pour chaque année considérée, déclaration d'existence URSSAF, déclaration à l'AGESSA, au régime des auteurs à la Maison des Artistes, extrait Kbis (pour les activités commerciales), extrait D1 (pour les activités artisanales) ; les mentions de début et de fin d'activité devront apparaître sur les documents présentés.

Conditions : les activités non salariées sont des activités professionnelles exercées en dehors d'un lien de subordination avec un employeur. Il s'agit d'activités libérales ou artisanales, mais aussi d'activités exercées dans le cadre de l'objection de conscience ou du volontariat civil.

3. Une expérience en tant que bénévole

Justificatifs : attestation du président ou de toute autre personne ayant reçu mandat à cet effet (secteur associatif) ou d'une autorité compétente (service public). Cette attestation est accompagnée d'un document validé démocratiquement (procès verbal de Conseil d'Administration ou d'Assemblée Générale, etc.) ou décision du Conseil Municipal ou autre commission pour le service public. Cette attestation devra faire apparaître la date de début et de fin de l'activité, la période d'activité sur l'année et la durée moyenne hebdomadaire.

Conditions : l'exercice bénévole d'une activité correspond à la situation d'une personne qui s'engage librement pour mener en direction d'autrui une activité non rémunérée en dehors de son activité professionnelle ou familiale dans le champ d'une association déclarée ou d'un service public. Dans ce cas, vous présentez tous les documents

en votre possession (attestations, catalogues, articles de presse, ...) témoignant de cette expérience.

Ne seront pas prises en compte dans le calcul de la durée de l'activité considérée pour juger de la recevabilité de la demande, les activités exercées à titre personnel ou dans un cadre familial.

II. Demander une validation des acquis de l'expérience correspondant en tout ou partie des connaissances ou aptitudes exigées pour l'obtention du diplôme postulé :

La demande de validation se fait en plusieurs temps :

1. La première partie du dossier de demande de validation est destinée à évaluer la recevabilité de la demande. Elle est à adresser au centre désigné par le ministère de la culture et de la communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure de validation des acquis de l'expérience. La recevabilité est prononcée dans un délai maximum de deux mois après sa réception.

Coût du dépôt de dossier pour étude de la recevabilité : 180 euros non remboursables* à l'ordre du centre désigné par le ministère de la culture et de la communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure de validation des acquis de l'expérience (*montant réduit à 120 euros* pour les demandeurs d'emploi, sur présentation d'une attestation établie par l'ANPE*).

2. Après réception de l'accord de la recevabilité et dans le cas où le candidat souhaite donner suite à sa demande de VAE, il transmet au centre désigné par le ministère de la culture et de la communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure de validation des acquis de l'expérience son engagement écrit (imprimé de pré-inscription transmis au candidat en même temps que l'attestation de recevabilité). L'inscription sera définitive qu'à réception de la deuxième partie du dossier. A cet engagement sera joint un chèque d'un montant de 720 euros* (*montant réduit à 480 euros* pour les demandeurs d'emploi, sur présentation d'une attestation établie par l'ANPE*). Ce 2^{ème} versement, outre les frais d'inscription en vue de l'obtention du diplôme, inclut, si le candidat le souhaite, un accompagnement pour la finalisation du dossier et la préparation de l'entretien.

*** Il appartient aux candidats de faire les démarches nécessaires pour la prise en charge des droits d'inscription auprès des différents acteurs et organismes qui participent aux dépenses de la formation professionnelle continue.**

3. Le candidat transmet la deuxième partie du dossier au centre désigné par le ministère de la culture et de la communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure de validation des acquis de l'expérience avant la date limite qui lui est notifiée. Dans un délai compatible avec le temps nécessaire au jury pour examiner le dossier, le candidat est convoqué par courrier à un entretien devant le jury constitué conformément à la réglementation en vigueur.

4. Évaluation et validation du jury :

- Le jury peut décider d'une validation totale, auquel cas le candidat devient titulaire du Diplôme d'État de professeur de danse, dans l'option considérée.
- Le jury peut décider de compléter l'entretien par une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée,
- Le jury peut décider d'une validation partielle ; le candidat disposera de cinq ans pour acquérir les compétences complémentaires,
- Le jury peut décider de ne valider aucune compétence.

Avant de constituer la 1^{ère} partie de votre dossier, n'hésitez pas à vous informer auprès du centre désigné par le ministère de la culture et de la communication pour mettre en place sous sa responsabilité la procédure de validation des acquis de l'expérience

Contact :

Annexe

Le Ministère de la Culture et de la Communication – Direction de la Musique, de la Danse du Théâtre et des Spectacles - a chargé sous sa responsabilité :

LE CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE MUSIQUE ET DE DANSE CESMD DE TOULOUSE

pour les disciplines musicales suivantes : piano, harpe, accompagnement, instruments anciens (orgue, clavecin, flûte à bec...), musique traditionnelle, direction d'ensembles instrumentaux, violon, alto, violoncelle, contrebasse, chant, danse (classique, contemporaine, jazz).

et

LE CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA MUSIQUE CEFEDM ILE DE FRANCE

pour les disciplines musicales suivantes : percussions, guitare, accordéon, flûte traversière, clarinette, hautbois, cor anglais, basson, fagott, saxophone, cor, trompette, cornet, trombone, tuba, formation musicale, jazz, musiques actuelles amplifiées, direction d'ensembles vocaux.

de la mise en œuvre de la procédure de validation des acquis de l'expérience.

Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées depuis le mois de mai 2006 à des œuvres cinématographiques par le ministre chargé de la culture.

Titre	N° du visa	Editeur	Date de dérogation
J'ai vu tuer Ben Barka	110776	Cdiscount	02-05-06
Combien tu m'aimes	114478	Wild Side Video	03-05-06
Madison	113648	Columbia Tristar Home Video	03-05-06
Kiss Kiss Bang Bang	113513	Warner Home Video	04-05-06
Ralph	113841	SND	04-05-06
Must love dogs	113637	Warner Home Video	04-05-06
Flight plan	113502	Buena Vista Home Entertainment	09-05-06
Chevaliers du ciel (Les)	111031	Pathé	10-05-06
40 ans et toujours puceau	113589	Universal Pictures Video	10-05-06
Joyeux Noël	105654 ...	UGC International	11-05-06
Corpse bride/Les noces funèbres	113868	Warner Home Video	11-05-06
Rencontres à Elizabethtown	113564	Paramount Home Entertainment	11-05-06
L'été où j'ai grandi	113534	TF1 Vidéo	11-05-06
Match point	113974	TF1 Vidéo	11-05-06
Backstage	107347 ...	TF1 Vidéo	16-05-06
Crossing the bridge	113135	MK2	17-05-06
Lonesome Jim	113941	MK2	17-05-06
Zaïna, cavalière de l'Atlas	104417 ...	France Télévisions Distribution	17-05-06
In her shoes	113532	Twentieth Century Fox France Inc	17-05-06
Terrain d'entente	113533	Twentieth Century Fox France Inc	17-05-06
A history of violence	112883	Metropolitan Film Export	23-05-06
Factotum	114043	Cdiscount	23-05-06
Lady vengeance	113909	Metropolitan Filmexport	23-05-06
Palais royal	110613	Gaumont Vidéo	23-05-06
Doom	113945	Universal Pictures Video	23-05-06
Et si c'était vrai	113783	Universal Pictures Video	23-05-06
Manderlay	110572	Arte France Développement	23-05-06
Mi-temps au mitard	113652	Columbia Tristar Home Video	23-05-06
Harry Potter and the goblet of fire/ Harry Potter et la coupe de feu	114028	Warner Home Video	31-05-06
The weatherman	114019	Paramount Home Entertainment	01-06-06
Belle journée (Une)	114077	MK2	07-06-06
Kirikou et les bêtes sauvages	109532 ...	France Télévisions Distribution	07-06-06
Pour un seul de mes deux yeux	110061	Arte France	07-06-06

Titre	N° du visa	Editeur	Date de dérogation
The matador	114048	SND	07-06-06
Grizzly man	114189	Metropolitan Filmexport	08-06-06
À travers la Forêt	111.182	Blaq Out	08-06-06
Zig Zac	109.334	Tf1 Video	08-06-06
Exorcisme d'Émily Rose (L')	113.900	Columbia Tristar Home Video	09-06-06
Anniversaire (L')	108.998	Studio Canal Video	12-06-06
Born to fight	113.249	Studio Canal Video	12-06-06
Edy	109.168	Studio Canal Video	12-06-06
Enfer (L')	111.068	Diaphana	12-06-06
Petit lieutenant (Le)	111.314	Studio Canal Video	12-06-06
Shaun of the dead	113.378	Studio Canal Video	12-06-06
The kid stays in the picture	112.395	Studio Canal Video	12-06-06
Une aventure	101.773	Studio Canal Video	12-06-06
Vive la vie	107.088	Studio Canal Video	12-06-06
Le cactus	111796	UGC International	14-06-06
Le tigre et la neige	114117	Pathé Distribution	14-06-06
Frankie Wilde	113642	Swift	15-06-06
Adorable Julia	114114	La Fabrique de Films	15-06-06
Légende de Zorro (La)	113.321	Studio Canal Video	15-06-06
Une fois que tu es né	111.744	Studio Canal Video	15-06-06
Casshern	112.753	Studio Canal Video	16-06-06
Hustle and flow	113.565	Paramount Home Entertainment	21-06-06
Le monde de Narnia : Chapitre 1			
Le lion, la sorcière blanche et l'armoire magique ...	114314	Buena Vista Home Entertainment	21-06-06
Gentille	102.362	Tf1 Video	22-06-06
Vérité nue (La)	114.257	Tf1 Video	22-06-06
Esprit de famille	114078	Twentieth Century Fox France Inc	28-06-06

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50 = €..... pour l'année

Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication est à envoyer au ministère de la culture et de la communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **Madame Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.